

# INFORMATIONS

## CORRESPONDANCE

# OUVRIERES

le Numéro : 1 F 50 - MENSUEL  
N° 91-92 MARS-AVRIL 1970

### SOMMAIRE

Luttes des classes	1
La grève sauvage	4
Grande-Bretagne	11
Tchad	13
Viet-Nam	16
Les luttes en France	17
Correspondance	22
Des camarades et des groupes	31
Notes de lecture	37

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

## Luttes de classes et mouvement révolutionnaire

Actuellement, toute la ligne du mouvement révolutionnaire est en train de se transformer. La radicalisation du mouvement réel de la bourgeoisie s'oppose (à une vitesse folle) à la radicalisation du mouvement réel du prolétariat, de telle façon que le mouvement révolutionnaire qui, depuis mai 68, s'était décomposé, atomisé, émietté, figé à la vitesse du temps de la survie, semble vouloir se recomposer, se restructurer selon ses exigences internes, te vis à vis de la victoire totale et tautologique du pouvoir sur tous les plans, ainsi qu'à la faveur des grands éclatements sociaux qui ont permis de connaître les endroits où frapper (la théorie radicale). En cette situation, tous les groupes (ou ce qui en reste) et les individus du même type, se posent un certain nombre de problèmes, dont la résolution est un préalable minimum à l'accélération qualitative et quantitative de la reconstruction du mouvement révolutionnaire ; en particulier :

- la signification des grèves sauvages et leur sens
- la situation du mouvement étudiant
- la pratique possible révolutionnaire des groupes autonomes et ses fondements.

Ce texte n'est uniquement qu'un texte provisoire d'un groupe de camarades à l'intérieur du réseau d'I.C.O. et d'autres réseaux ; il ne postule que son dépassement ; il n'est qu'une

contribution au débat plus ou moins amorcé ; mais il nous semble la somme d'un certain nombre de conditions minimum pour pouvoir aller plus loin.

En mai, le mouvement étudiant (plus exactement une fraction) a provoqué l'étincelle du vaste mouvement à l'échelle nationale qui a suivi (en le révélant) ; celui-ci, jusqu'à maintenant, n'est repris en charge que par le mouvement ouvrier, du moins par des noyaux de la classe ouvrière. C'est ce dont nous allons commencer par discuter.

### LE MOUVEMENT OUVRIER :

Faire une analyse des rapports de force au sein de la classe ouvrière, entre le mouvement ouvrier et les pouvoirs, n'est pas pour nous une analyse universitaire. Il s'agit de comprendre les rapports de force pour savoir dans quel sens vont les forces, quelles sont leurs manifestations, et où situer la réalisation de nos désirs ; c'est-à-dire réaliser efficacement nos désirs, c'est-à-dire mener une pratique politique radicale. L'enjeu est de taille.

Il ne s'agit donc pas de partir d'une analyse économique, ou d'une analyse des rapports de production capitalistes actuels ; il ne s'agit pas non plus de partir d'une analyse des appareils politiques et syndicaux ; mais bien d'une ana-

lyse de l'état actuel de la lutte entre les classes.

A) Pour tout ce qui est à gauche du P.C. (du PSU aux conseillistes en passant par l'IS) le mouvement serait en train de se recomposer à la faveur de formes de luttes nouvelles, ou qu'il serait en train de redécouvrir : les occupations d'usines qui seraient le signe de son regain de combativité ainsi que de la conquête de son autonomie, et qui se manifesterait malgré et même contre les syndicats.

Nous ne sommes pas d'accord avec cette position pour un certain nombre de raisons .

Tout d'abord, les occupations d'usines sont la concrétisation du vieux mythe stalinien de 1936.

Qui occupe ? les travailleurs ou les syndicats ? Les syndicats se préparant ainsi à la gestion-occupation de la vie industrielle, ce qui est leur intérêt de couche sociale.

Qui luttait en mai 68 sur les barricades et dans les rues ? Des jeunes ouvriers qui n'occupaient pas l'usine et qui avaient profité de la grève pour se barrer de l'usine. Ceux qui y restaient s'y faisant chier.

B) Les grèves sauvages qui déferlent sur l'Europe industrielle depuis plusieurs années sont à comprendre à plusieurs niveaux ; le niveau de continuation du processus capitaliste et le niveau de rupture avec ce processus.

- a) d'une part, elles expriment un des moments du capital en transformation : le passage d'un capitalisme encore archaïque vers un capitalisme cybernétisé, dans lequel les organes de gestion deviendront de plus en plus les syndicats. Cela s'exprime par les revendications des syndicats (régionalisation, droit syndical dans l'entreprise, entrée dans les conseils économiques, régionaux, administratifs, culturels, etc...) et par leur essai de prise en mains des usines afin d'accélérer le processus d'où sort leur principal pouvoir. Cela a commencé en 1936... Effectivement l'occupation d'une usine est l'occupation d'un lieu de TRAVAIL, d'un lieu d'aliénation : l'apprentissage de l'autogestion des usines par les occupations n'est que l'apprentissage de l'autogestion de la misère, de la séparation (usines/extérieur de l'usine ; usines/facultés/préfectures/rues, etc...) C'est une pratique syndicale. Les jeunes prolos radicaux se foutent d'autogérer ces prisons (les syndicats font tout d'ailleurs pour que tout soit préservé). Les occupations d'usines sont donc l'expression d'un changement des structures capitalistes, changements accélérés par l'action de la couche syndicale, dont les occupations d'usines sont surtout le moteur.

Ce qui ne veut pas dire que ces grèves « sauvages » avec occupations soient déclenchées uniquement par les syndicats. Non, elles peuvent être déclenchées par la « base » ; car elles

expriment également le mouvement ouvrier encore parcellaire, pas encore conscient de son existence de mouvement, pas encore détaché de ses idéologies, pas encore conscient de n'avoir rien à faire avec cette merde-là ; et se faisant encore baiser la gueule dans ses tentatives d'autonomie.

Les occupations d'usines expriment donc :

- les intérêts inconscients du capital
- les intérêts de la couche syndicale
- l'existence encore parcellaire du mouvement ouvrier
- les premières manifestations, donc obligatoirement mystifiées, du mouvement ouvrier.

- b) l'autre niveau, plus important et plus intéressant pour le mouvement révolutionnaire, est le niveau de rupture d'avec les pouvoirs (le pouvoir actuel et les pouvoirs futurs déjà en gestation).

Ce qui était intéressant dans les usines en mai-juin 68, c'était peut-être surtout qu'on y jouait de l'accordéon, qu'on y jouait, qu'on y buvait, etc..., évidemment cela était limité (d'une part, les syndicats qui occupaient, d'autre part quelques ouvriers qui détournaient un peu l'usine, c'est-à-dire qui s'en servaient un petit peu pour eux).

Ce qui est très intéressant dans les grèves « sauvages » qui se déroulent un peu partout actuellement, c'est la facilité avec laquelle les jeunes prolos arrêtent de travailler. Ce qui est positif, c'est que de plus en plus, des mouvements sporadiques, éphémères sauvages de grève, par atelier ; par petits groupes, puis soudainement au niveau d'une boîte, se déclenchent avec de moins en moins de justifications d'ordre syndical ou politique, ou gauchiste. Il est de plus plus net que c'est une critique en actes du travail qui s'instaure ainsi. Il nous semble très clair que les syndicats ont de plus en plus de mal à justifier, à contrôler ces mouvements d'arrêts de travail (et donc ensuite à occuper l'usine) car il s'agit d'arrêts de travail pour le plaisir d'arrêter le travail et de sortir de l'usine. (les syndicats emploient d'ailleurs cet argument de plus en plus dans leurs tracts, afin là, car « il faudra produire, n'est-ce pas ? »). de dénoncer la mauvaise tenue de ces grèves-

De plus en plus, il s'agit de faire grève afin de ne plus bosser, afin d'avoir plus de temps pour aller à la pêche, pour baiser, aller voir des copains pour boire un canon, etc... (comportement à la fois décrié par les centrales syndicales et les périphériques gauchistes.) Ce qui prouve que ce n'est pas une simple réaction passive, mais bien une radicalisation des désirs d'une couche de plus en plus importante de la classe ouvrière, et que cela s'accompagne d'une pratique complémentaire en temps de travail : le sabotage (se systématisant) du travail et de son organisation, non plus à partir de mots d'ordres syndicaux ou politiques,

mais à partir des désirs de ne plus se faire chier, de bosser le moins possible, d'aller voir les filles de la chaîne d'à côté, de ne plus supporter les flics contremaitres, de déconner au maximum, bref, à partir des désirs quotidiens contre les séparations, le travail, le sacrifice, etc... (on n'a qu'à voir le nombre de jeunes prolos - nombre de plus en plus important - quittant leur boîte au bout de 15 jours, allant dans une autre, d'où ils se refont vider, puis ne faisant rien 3 semaines, puis allant encore dans une autre boîte, etc...). C'est donc vivrer plus intensément qui intéresse cette couche de jeunes prolos.

Ce qui aussi est très intéressant, c'est que le mouvement ouvrier semble s'étendre de plus en plus nettement vers l'extérieur de l'usine : les grèves sauvages se traduisent généralement par des bagarres plus fréquentes dans les cafés, dans la rue, par toute l'occupation de tout le réseau social (et ceci contre les syndicats) : gares, préfectures, journaux, rues, places publiques, immeubles, etc... Ce qu'il faudrait étudier, c'est donc comment se fait cette extension à tout le réseau social urbain. (effectivement, puisqu'il y a grève, les syndicats restent à l'usine, et les jeunes étant dans la rue, tout est possible ; et effectivement on a pu voir dernièrement en Italie, comment c'est bien dans la rue (et partout) que le problème de la lutte réelle se pose, et a été posé par les jeunes qui n'avaient rien à foutre et n'étaient pas dans l'usine, ayant profité des grèves pour se barer des usines).

C) Par rapport à cela, on peut faire un schéma assez simple des tactiques et des buts des organisations syndicales et politiques de gauche :

- a) le P.C.-C.G.T. déjà en place dans les conseils d'entreprise, dans les conseils d'administration, conseils régionaux, conseils de ceci, ou de cela, etc..., ont donc déjà un pouvoir important, à côté du Patronat et de l'Etat. Sont donc très mous et freinent les grèves ; n'ont pas intérêt à réclamer plus de pouvoir, c'est tout.

- b) le P.S.U.-C.F.D.T. (Cahiers de Mai) pas encore totalement en place (il n'y a d'ailleurs pas assez de places) ; d'où poussent les grèves, participent même aux grèves sauvages ; veulent la transformation du système capitaliste actuel en société gérée technocratiquement, et où « l'autogestion » serait leur pouvoir. Leurs luttes tendent déjà à aménager un double pouvoir au cas où ça ne marcherait pas. Jouant sur l'opposition base-direction, direction réformatrice, mais base du syndicat avec tous dans la lutte, pour asseoir leur prestige. C'est la tendance la plus dangereuse actuellement. Oppose au Patronat un double pouvoir syndical technocratique décentralisé, à la base, dans les boîtes, les régions, etc...

c) les Gauchistes semblent être les P.S.U.-C.F.D.T. du mouvement étudiant ; en mouvement ouvrier, sont des mouches à merde qui font broum, brr, brr, autour de la moindre agitation ; voudraient supprimer le patronat pour installer un double pouvoir technocratique-administratif centralisé.

- d) les Conseillistes produisent des fantasmes.

D) Le mouvement ouvrier révolutionnaire va désormais savoir (et c'est ce que pratiquement accélèrent actuellement les groupes d'ouvriers radicaux) qu'il n'a rien à voir avec le mouvement des occupations ;

que 1) effectivement il ne peut pas ne pas en passer par là, mais que cela n'est qu'un moment préliminaire, et encore aliéné

et que 2) la lutte des groupes d'ouvriers radicaux va désormais s'orienter vers le détournement accru et le sabotage intensif du temps passé à l'intérieur de l'usine et vers l'extension de la lutte sur toute la réalité sociale, à l'extérieur des murs de l'usine, à partir d'une tactique basée sur les désirs les plus quotidiens allant dans le sens de l'occupation des nœuds et des liens sociaux (critique de la famille, du travail, de l'ennui, de la répression, escarmouches contre la police, occupation des bistrotts, des bals, etc..., tout ceci allié à la lutte dans l'usine, étant la base et le fondement d'une organisation du mouvement révolutionnaire ouvrier).

« Mais la gestion ? il faudra bien gérer les usines dans un monde socialiste ?

- Non. On utilisera ce qui aura été autrefois des usines pour des tas de besoins que les gens détermineront eux-mêmes, car il n'y aura plus « d'usines ».

- Mais, et la production ? Il faudra bien produire ?

- Oui. Les problèmes se poseront alors. Car d'une usine, on ne peut garder que ce qui va dans le sens du mouvement de la fin du travail : l'automation. Le reste est à brûler ou utiliser pour autre chose que le travail. Car il n'y aura plus d'ouvriers (l'idéologie des Conseils Ouvriers est la Réification structurée dans le Futur, d'expériences prolétariennes passées). C'EST-A-DIRE QUE LE NIVEAU DE RADICALITE DES DESIRS (TRAVAILLER LE MOINS POSSIBLE) REJOINT LE NIVEAU TECHNIQUE DE L'AUTOMATION. Tout est donc à réinventer. On ne peut gérer que ce qui va dans le sens du mouvement briseur des séparations, c'est-à-dire qui brise le travail (GESTION = NOUVELLE FORME DE POUVOIR).

(à suivre)

# LA GRÈVE SAUVAGE DE KIRUNA

(Cet article a été écrit d'après des informations tirées de la presse anglaise - notamment Guardian et Observer - française (Le Monde), de documents transmis directement de Suède (notamment de Kiruna) et de divers textes anciens sur la Suède. Il est incomplet et fera sans doute l'objet de compléments ou rectificatifs)

« On voit s'esquisser, au cours des grèves sauvages, une nouvelle orientation pratique de la classe ouvrière, une tactique nouvelle : la méthode de l'action directe. Ces luttes constituent la seule révolte qui compte face à cette puissance d'aveulissement et de répression qu'est le capital international, le capital maître du monde. Certes, à petite échelle, des mouvements pareils sont presque inmanquablement voués à s'arrêter net, dans l'insuccès total ; il s'agit seulement de signes avant-coureurs. Ils ne deviendront efficaces qu'à une condition : gagner les masses de proche en proche ; seule en effet la peur de voir ces grèves s'étendre à l'infini peut amener le capitalisme à composer ». (PNEKOEK - l'Échec de la classe ouvrière - Cité dans PANNEKOEK et LES CONSEILS OUVRIERS - page 288)

Début décembre 1969, un accord est signé à STOCKHOLM entre la Fédération des mineurs appartenant à la centrale syndicale unique de l'industrie L.O. (Lands Organisation) et la direction de la L.K.A.B. (Luossavaara Kirunavaara Aktie Bolag). Comme tous les accords signés depuis plusieurs décades en SUEDE, tout est étroitement lié : salaires, rendement, productivité. En particulier à une garantie absolue de l'emploi correspond une garantie tout aussi absolue de déclassement en cas de mutation d'un poste à un autre si on ne fait pas l'affaire, avec bien sûr, une diminution corrélatrice de salaire.

Le 9-12-69, dans le petit centre minier de SVAPPAVARA, à 50 km environ de KIRUNA (qui se trouve à 140 km au-delà du cercle polaire en LAPONIE, à l'extrême nord de la SUEDE), 35 ouvriers conducteurs des énormes engins bennes de transport de minerai de fer, se mettent en grève contre la diminution de salaire (jusqu'à 40 anciens francs de l'heure) en cas de déclassement et transfert du fond à la surface.

Aussitôt la grève s'étend aux 280 ouvriers de la mine ; le lendemain se sont les 4600 ouvriers mineurs de KIRUNA et de MALMBERGET qui se mettent en grève, puis les dockers de LULEA, un des ports d'embarquement du minerai (l'autre étant le port novégien de NARVIK, terminus du chemin de fer LULEA-KIRUNA-NARVIK).

Des comités de grève sont formés dans chaque mine, en tout 21 délégués. Des revendications sont élaborées. Ce qui est capital dans cette lutte et lui donne immédiatement sa dimension révolutionnaire, c'est le refus constant et proclamé de confier un rôle quelconque au syndicat.

Ce n'est pas un anti-syndicalisme « de principe » : c'est une haine affirmée contre les appareils syndicaux comme un instrument pouvant être utilisé valablement par les ouvriers. Des années d'expérience ont appris aux mineurs, comme à l'ensemble des travailleurs suédois, que se livrer tant soit peu aux syndicats s'est se livrer pieds et poings liés aux dirigeants et à tout le système d'exploitation. Dans la défense de leur vie de travailleur, dans leurs conditions particulières de travail, ils ne peuvent plus faire confiance à d'autres qu'à eux-mêmes. Ils sont acculés pratiquement à s'organiser

eux-mêmes, d'où les propositions suivantes affirmées dès le début de la grève avec une vigueur rarement vue auparavant dans une lutte :

- négociation directe entre le L.K.A.B. et le comité de grève à l'exclusion de tout représentant syndical ;
- les revendications ne seront communiquées qu'au moment des négociations et surtout pas aux syndicats ;
- les discussions doivent se dérouler à KIRUNA sur place, et pas à STOCKHOLM.

« LA REVOLTE DES MINEURS HEUREUX  
OU LA GREVE AU PARADIS »  
(titre d'un article « Le Monde - 29-12-69)

LE MODELE DU SOCIALISME DEMOCRATIQUE ET  
PLANIFICATEUR : LE REVE DU CAPITALIME  
MODERNE

Les ouvriers suédois ont tout ce que des technocrates peuvent souhaiter pour un travailleur : des « professionnels » qui leur procurent du travail et des salaires, et qui organisent et règlent tout pour eux, aussi bien dans le travail que dans leur vie.

Tout ce que les partis de gauche et une bonne partie des groupuscules peuvent revendiquer « pour les ouvriers », les mineurs de KIRUNA l'avaient : des « mineurs heureux dans le paradis socialiste » :

— une entreprise nationalisée : programme de tous les partis sociaux-démocrates parlementaires (socialistes et communistes) et social démocrates révolutionnaires (léninistes avoués ou pas, révisionnistes ou pas).

Le L.K.A.B. existe depuis 1890 : 50 % des actions appartient à l'état suédois en 1907, et actuellement 95 %. C'est une entreprise extrêmement centralisée et très efficace. Le Q.G. est à STOCKHOLM avec des divisions minières à KIRUNA et MALMBERGET, et portuaire à NARVIK et LULEA. Elle a connu un développement important des dix dernières années, malgré une compétition sérieuse sur le plan mondial. Elle a beaucoup d'intérêts dans le nord de la Norvège. Des méthodes entièrement nouvelles ont été introduites vers 1965 : mécanisation extrêmement poussée, usines de traitement du minerai, méthodes modernes de productivité (notamment système U.M.S. mis en œuvre par la société américaine Mec Rastor). En 1967, la société a fait pour 22 milliards d'anciens francs de profits nets.

— un gouvernement « socialiste » depuis plus de 30 ans (revendication des mêmes partis et groupuscules de gauche). Le souci essentiel de ce gouvernement est de promouvoir les réformes et de garantir la paix sociale en développant toute l'infrastructure des sociétés capitalistes modernes. La morale officielle : « l'ouvrier suédois est un bourgeois que travaille de ses mains. La lutte de classe, c'est dépassé, puisque nous sommes au gouvernement... Ce qui compte pour les travailleurs, c'est d'avoir de l'argent et la liberté de choisir entre plusieurs marques du même article... » (déclaration du premier ministre TAG ERLANDER, social-démocrate, au Nouvel Observateur, 1-6-66).

— un syndicat unique centralisé et fort (présenté en France par tous les syndicats sous l'étiquette d'unité, comme la solution miracle aux problèmes des travailleurs).

L.O. est l'organisation syndicale socialiste unique en relation étroite avec le parti socialiste pour tout ce qui touche l'industrie. Pour les employés, il subsiste deux centrales quelque peu concurrentes (T.C.O. et S.A.C.O.) — un système très élaboré de négociations collectives pour garantir la paix sociale : C'est le système d'arbitrage obligatoire qui connut en France une existence

éphémère en 1936 comme une victoire ouvrière avec l'arrivée dans les allées du pouvoir des premiers technocrates amenés par les socialistes, appuyés par le parti communiste (gouvernement BLUM). C'est le même système qui ressurgit actuellement sous une autre forme contractuelle et non légale, avec les contrats d'entreprise.

En SUEDE, après l'avènement au pouvoir des sociaux-démocrates en 1932 (conséquence de la fusillade d'ADALEN en 31) (1) le syndicat patronal S.A.F. et le syndicat ouvrier L.O. signent un accord préparant 30 ans de relations calmes : l'accord de SALTSJOBALLEN contient des articles très compliqués qui règlementent tous les conflits possibles et imaginables. Les négociations doivent être centralisées. Des accords nationaux sur les salaires sont conclus pour 3 ans, après des mois de négociations tortueuses à STOCKHOLM. Si des divergences sont soulevées, elles doivent être négociées ou portées devant le tribunal spécial du travail. Le recours à la grève ou au lock-out n'est possible qu'après une longue période statutaire de « refroidissement ». Toute infraction, aussi bien patronale qu'ouvrière, est punie par des amendes, des poursuites en dommages intérêts.

Moyennant quoi :

— les travailleurs se voyaient garantir des augmentations régulières de salaires et la sécurité d'emploi totale.

— les dirigeants pouvaient rationaliser comme ils l'entendaient avec le soutien sans réserve des syndicats. (on peut rapprocher cette situation de celle qui se développe en France actuellement où les accords de salaires récents lient très étroitement la rationalisation, la productivité, le taux d'augmentation des salaires, la diminution de la durée du travail, dans une planification intégrant la force de travail dans les perspectives du développement de l'entreprise) (2).

— un système de participation « ouvrière » (c'est-à-dire une concertation, selon le mot à la mode, entre les dirigeants patronaux et syndicaux exactement ce que réclament les modernistes de la C.F.D.T. sous l'étiquette de gestion ouvrière). Des comités de concertation comprenant des syndicalistes, des ingénieurs et des

-----  
(1) On pourrait penser qu'il y a une différence de méthodes entre la répression à ADALEN en 1931 et KIRUNA. Le film « ADALEN 31 » est représentatif d'une tendance de la nouvelle gauche suédoise qui vise à « humaniser » la social-démocratie actuelle. L'histoire, notamment l'histoire allemande montre que les sociaux-démocrates (tout comme les partis communistes) en face des situations radicales qui détruisent le pouvoir capitaliste dans son essence même, peuvent être les agents de la répression la plus brutale. L'intervention de cette nouvelle gauche qui ne diffère de l'ancienne que par des changements de vocabulaire, doit être envisagée sous cet angle, d'autant plus que les luttes peuvent amener les travailleurs à leur faire provisoirement confiance, une confiance qui peut se révéler mortelle pour le mouvement autonome de libération ouvrière.

(2) Ce système « socialiste » complète si bien les vues du capitalisme avancé qu'on le trouve vanté comme modèle dans une brochure publiée en France en mai 1941 par le comité de l'organisation professionnelle, à l'époque d'une nouvelle tentative d'organisation technocratique de l'économie capitaliste (l'Organisation syndicale et Coopérative en Suède, document n° 26, supplément du comité central de l'organisation professionnelle n° 78, 10 mai 1941). Ce qui montre que malgré les vicissitudes de la politique, les dirigeants proposent une même réponse aux problèmes posés dans le contexte de mêmes structures capitalistes.

représentants de la direction, se réunissent régulièrement pour examiner les moyens d'améliorer le travail quotidien.

« Pourquoi les travailleurs de cette mine suédoise, ultra moderne, ont-ils lancé cette grève ? Ils sont bien payés, ils possèdent pour la plupart leur propre maison, leur voiture, même deux par famille quelquefois, et leur télévision en couleur. Les travaux, dans cette mine, sont pour une bonne partie automatisés, et les mineurs disposent de toutes les facilités sportives, de salles communautaires, d'écoles, de cinémas. On avait cru que cette communauté au nord du cercle polaire, était l'une de ces sociétés de bien être, dont l'expansion dans le monde scandinave doit satisfaire entièrement l'homme. Or, les mineurs se sont révoltés contre la perfection... » (LE MONDE - 29-12-69).

#### LA REALITE DE LA PERFECTION SOCIALISTE LE REFORMISME IMPOSSIBLE

« L'intégration est rendue possible par le fait que la production a augmenté dans des proportions inouïes, que les « conquêtes sociales » sont venues remplacer, dans une mesure variable, selon les pays et les époques, le chômage, le contremaître, la police et le clergé, en tant que moyens de faire régner la paix entre les classes. Encore une fois, ces améliorations sont la conséquence nécessaire du développement de la production capitaliste, ou plus exactement de la productivité du travail humain... Cette perspective est liée au développement continu du capital. La puissance matérielle et spirituelle du capital n'a jamais été plus grande ; mais il lui faut augmenter la production de façon constante, accélérée, au prix de gaspillages fantastiques de travail humain, et cette puissance a des pieds d'argile. Le problème pour lui reste d'augmenter ses profits et donc de comprimer la main-d'œuvre. Depuis 20 ans ce processus s'est déroulé sans grands à coups ; les syndicats, les comités d'entreprise, les procédures d'arbitrage en dernier lieu, permettent d'éviter la multiplication des « bavures » et constituent des mécanismes d'adaptation efficaces. Mais toute stagnation relative du capital, si elle se prolongeait, peut avoir pour conséquence une réaction des travailleurs d'autant plus massive qu'ils sont habitués maintenant à recevoir sans lutter, du ciel en quelque sorte, une multitude d'avantages (réels ou illusoirs).

(Aujourd'hui les Comités d'Entreprise - supplément à I.C.O. n° 51 - juillet 1966)

C'est précisément ce qui se produit en SUEDE dans le cas particulier des mines de fer. Jusqu'en 1950, les mineurs de KIRUNA gagnaient effectivement beaucoup plus d'argent que les travailleurs suédois, et tout un ensemble de mesures sociales garantissaient effectivement la paix sociale. La fin de la période de reconstruction a fait apparaître une compétition capitaliste avec toute son acuité d'autrefois. Tout l'appareil syndical et politique décrit ci-dessus a continué de fonctionner, toujours pour préserver les structures capitalistes de SUEDE, mais avec des conséquences très différentes pour les travailleurs. Pour garder sa place la L.K.A.B. a dû engager des investissements énormes et transformer radicalement les techniques de production avec le seul souci des impératifs économiques, et sans aucune attention pour les problèmes propres des mineurs.

Les travailleurs se sont rendus compte alors que dans le système « socialiste », leur émancipation ne pouvait être que partielle, quand bien même le pain quotidien leur serait assuré.

Au cours des années, les conditions de vie et de travail des mineurs de la L.K.A.B. se trouvèrent soumises peu à peu à des pressions qu'ils ne pouvaient faire autrement que subir ; les dirigeants mettaient en avant l'existence même de la société et le potentiel économique de la SUEDE, l'exportation du minerai étant l'un des piliers du commerce extérieur suédois. D'ailleurs au cours de ces mêmes années, un sous-prolétariat suédois se constituait dans cette région du nord, elle-même sous-développée, par l'utilisation de travailleurs étrangers, finnois notamment, les dirigeants opposant, comme partout ailleurs, les travailleurs migrants et les autochtones (3).

Parallèlement, les 30 ans de participation économique et politique des syndicats, avaient renforcé considérablement celui-ci comme puissance d'appareil et cette bureaucratisation était perçue d'autant plus que les mineurs ressentiaient en même temps la « misère » de leurs conditions et qu'ils se trouvaient ligotés par un système qui les empêchait pratiquement de lutter, tant qu'ils gardaient quelque peu d'illusions sur le rôle des partis et des syndicats, c'est-à-dire tant que ceux-ci pouvaient encore « aménager » quelque chose.

Les ouvriers commencèrent alors à comprendre que le socialisme d'état n'était qu'une forme d'asservissement différente, et rien d'autre. Mais ils se trouvaient devant la tâche extrêmement ardue d'avoir à découvrir des méthodes nouvelles de lutte et les mettre en œuvre.

#### LA REALITE DU SYNDICAT DANS LE CAPITALISME MODERNE

« Vous ne pouvez pas demander aux chefs d'entreprises qui prennent des décisions de consulter tout le personnel d'exécution. Ce serait tout à fait irrationnel. La bonne solution c'est que tous les salariés de l'entreprise se sentent responsables de sa bonne marche. Tous sont des rouages de la machine, donc doivent tourner pour que l'entreprise prospère » (déclaration de SODERSTROM, secrétaire de L.O. - Nouvel Observateur 1-6-66). Un autre chef syndicaliste déclare dans le même journal que les travailleurs sont « les pièces, les rouages et le carburant de la machine économique suédoise ; chez nous, la technocratie intègre l'homme à la prospérité et la grève ne peut qu'appauvrir la nation parce qu'elle fait perdre du temps et de l'argent à tout le monde ».

Il n'y a plus aucune différence entre patrons et syndicats : par exemple le syndicat des journalistes partage son siège central avec le syndicat patronal et il a signé récemment une trêve de 10 ans, sans consulter ses membres. Les syndicats existent presque uniquement pour promouvoir la carrière de leurs bonzes permanents qui forment maintenant une hiérarchie privée très fermée. Ils sont devenus une pépinière d'hommes politiques : Beaucoup de ministres social-démocrates, de hauts fonctionnaires sont des ex leaders de L.O.

(3) On retrouve ici un des aspects particuliers de la lutte dans les secteurs capitalistes notamment d'Etat - là où toute lutte collective est pratiquement refusée. Le travailleur échappe individuellement à la contrainte économique en changeant de travail, ce qui est encouragé par la compétition capitaliste sous-jacente dans l'économie « planifiée ». La dimension de ce phénomène, à l'échelle nationale - et même internationale - constitue un processus complexe qui, à la fois renforce les secteurs avancés du capitalisme, affaiblit les secteurs arriérés, étend la domination du capital et forge des prolétaires internationaux que l'inadaptation des structures nationales rend bien conscients de leur condition.

Au sein d'un état corporatiste, le syndicat dispose ainsi d'un pouvoir considérable dans la machinerie gouvernementale.

A 1400 km de STOCKHOLM, les mineurs de KIRUNA ressentent ces structures comme une seule et même bureaucratie, à laquelle il faut obéir. Au cours de la grève, des dirigeants syndicaux se firent traiter de salauds, de cochons-capitalistes, de valets des dirigeants. « De temps en temps, ils viennent ici, mais c'est seulement pour aller dîner avec les patrons de la compagnie ». L'organisation syndicale des mineurs est tellement centralisée que la région de KIRUNA, qui pourtant regroupe 43 % de l'effectif du syndicat des mineurs, n'a aucun représentant à STOCKHOLM, dans la direction du syndicat.

Les déclarations rapportées ci-dessus des chefs syndicalistes ne diffèrent aucunement de ce que pensent les dirigeants du L.K.A.B. sur la participation des mineurs ; dans une publication officielle de l'entreprise, un dirigeant fait, en 1967, la déclaration suivante : « projeter des investissements est un travail d'experts techniques et économiques. Et les conclusions de l'expert ne peuvent être le sujet d'une consultation. La démocratie à l'usine ne signifie pas, et ne peut signifier, que les conclusions de l'expert puissent être contestées par une assemblée démocratique. Dans les conclusions de l'administration, je peux très bien imaginer l'extension de plus d'informations avec plus d'opportunité de discuter et commenter. Mais j'ai des difficultés à imaginer ce que des ouvriers peuvent apporter à des discussions techniques ».

Quand un dirigeant parle de démocratie, d'informations, etc..., il pense à des palliatifs pour apaiser les ouvriers.

Quant à la condition réelle des mineurs, toute une propagande s'emploie à nier les mauvais effets physiques et psychologiques du travail au fond ; toute une rhétorique « nouvelle gauche » inspirée et passionnée, présente les problèmes sociaux de telle manière que cela puisse avoir le maximum d'effets de pression sur l'opinion publique. Par exemple la mécanisation à outrance de la mine est présentée comme diminuant la charge du travail physique ; mais ce qui n'est pas dit c'est que l'utilisation d'engins diesel de plus en plus puissants crée une pollution insoutenable dans la mine et que le bruit des engins est tel que les mineurs doivent travailler avec des casques protecteurs de bruit. La tension nerveuse de l'accroissement des cadences de travail, aussi bien dans l'abattage, l'usage des explosifs, le transport des minerais, par le travail en équipe ou la pratique des heures supplémentaires, fait que les mineurs qui ne peuvent tenir le coup sont fréquemment déplacés à des postes moins pénibles, et remplacés par des plus jeunes ; l'inexpérience qui résulte de ces mutations fréquentes, entraîne un accroissement important du nombre des accidents, à tel point que le L.K.A.B. se croit obligé d'organiser en 1969 une campagne de sécurité.

La bible des rapports de travail au sein de la L.K.A.B. a été formulée en 31 points qui font l'objet de critiques particulièrement virulentes de la part des mineurs. Le principal contenu de ces principes de la politique de l'entreprise peut se résumer comme suit : il doit y avoir une distance bien précise entre le contremaître et l'ouvrier. Le contremaître doit être très ferme lorsqu'il donne des ordres. Mais il ne doit jamais recevoir une injonction d'en bas. Toute initiative doit venir du sommet. Il doit être loyal envers ses supérieurs et ne jamais admettre que quelque chose puisse avoir été mal fait. A aucun niveau, il n'y a de communication réelle. Tout ceci est ressenti comme une discipline mi-

litaire et cela se transforme en une véritable haine contre les dirigeants syndicaux qui n'ont pas pu prévenir la mise en place d'un tel système.

Finalement la situation des travailleurs suédois est la même qu'autrefois : ils se trouvent seuls à lutter contre l'exploitation et soumis à la même « misère ». Mais c'est néanmoins une situation très différente, car il n'y a pas de perspectives réformistes syndicales ou politiques, la seule possibilité restant dans l'organisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes.

#### LA GREVE SAUVAGE, SEULE ARME DU PROLETARIAT « MODERNE »

On peut être surpris lorsque l'on prend connaissance des revendications élaborées par les mineurs et les comités de grève, (revendications qui ne seront transmises à la direction de la L.K.A.B. que le 26 janvier). En effet, on y trouve uniquement des demandes concernant les salaires et les conditions de travail, et un ensemble de mesures tendant à faciliter les relations entre la base et les directions d'entreprises ou syndicales. Cela rejoint des réflexions faites par des mineurs qu'une société nationalisée « devrait être un modèle pour les entreprises privées », que les syndicats devraient être plus démocratiques. Apparemment, les revendications n'ont rien de « révolutionnaires » : augmentation des salaires, mensualisation, compensation en cas de mutation, tarif plus élevé pour les heures supplémentaires, gratuité des transports, retraite à 60 ans et augmentation de la retraite, diminution des loyers, meilleure aération de la mine, et remplacement des diésels par des moteurs électriques, etc... ; mis à part le fait que cela représente, selon une évaluation patronale, 40 % d'augmentation, tout cela ne constitue qu'un aménagement de la condition de travail et de vie ; les autres revendications : démission du directeur général, réélection du conseil exécutif syndical, retrait du L.K.A.B. de la confédération patronale, n'apparaissent également que des mesures d'aménagement, mais avec comme but précis, la possibilité de satisfaire plus aisément les revendications ainsi posées. Ce qui apparaît révolutionnaire, ce sont, par contre, les moyens mis en œuvre par les mineurs pour obtenir satisfaction. Il en est toujours ainsi, il n'y a pas de conscience ouvrière décidant de lutter par tel ou tel moyen révolutionnaire pour transformer la société. Il y a seulement des travailleurs qui à un moment donné jugent que leurs conditions de travail et de vie deviennent intolérables et qu'ils doivent faire quelque chose pour modifier cette situation, c'est-à-dire pour revendiquer sur ces conditions de travail ou de vie. Dans le système suédois, les syndicats sont prisonniers de leur propre système. Même s'ils envisageaient de soutenir la grève, ils ne pourraient le faire, car ils pourraient être poursuivis et se verraient réclamer, à titre de dommages intérêts, tout ce que les grèves pourraient coûter à l'entreprise, c'est-à-dire si la grève dure, beaucoup plus que leur fortune propre. Pour les mineurs au contraire qui entament une grève sauvage, ils ne risquent qu'une amende de 250 f par tête, maximum, et on imagine mal des poursuites contre 4.600 ouvriers : tout le système craquerait.

Rien ne les empêche donc de recourir à la grève, et comme leur expérience des syndicats a détruit toute confiance dans l'appareil syndical pour la défense des revendications qu'ils ont dû maintes et maintes fois présenter, sans aucun succès, de toutes les manières possibles et imaginables, ils posent comme principe que les discussions doivent se faire directement et sans aucun intermédiaire avec la direction de la L.K.A.B., et que cette discussion doit se dérouler pendant la grève et sur les lieux mêmes du travail, à KIRUNA, c'est-à-

dire sous le contrôle constant des travailleurs en lutte.

Ceci leur paraît tout à fait normal, et ils n'ont certainement pas l'impression, ce faisant, d'ouvrir une voie révolutionnaire.

« *Quand les travailleurs commencent à s'apercevoir que les syndicats sont incapables de diriger leur lutte contre le capital, la tâche de l'heure consiste à découvrir et à mettre en œuvre des formes nouvelles de lutte : la grève sauvage. Tel est en effet le moyen de se dégager de la tutelle exercée par les vieux leaders et la vieille organisation, de prendre les initiatives nécessaires, de juger du moment et des modes d'action, d'arrêter des décisions utiles ; dans ce cadre nouveau les ouvriers doivent se charger eux-mêmes de faire de la propagande, d'étendre le mouvement et de régir l'action.* »  
(PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS, p.288)

#### LE COMITE DE GREVE DE KIRUNA

C'est en lui que se trouvait concentrée la force du mouvement car il était la réponse organisationnelle des mineurs en lutte. La force du mouvement s'exprimait dans le préalable posé pour les discussions que celles-ci se déroulent directement et seulement avec le comité de grève, ce qui impliquait une reconnaissance de l'existence de ce comité. Son existence et sa volonté d'être le seul représentant des mineurs, présentait bien ce caractère essentiel de la lutte, puisque celle-ci commença à décliner à partir du moment où les mineurs laissèrent entrer, en vue des pourparlers, 6 observateurs syndicaux ; l'échec de la grève était dès lors écrit dans les faits.

L'éloignement de KIRUNA de toute ville importante a sans doute contribué à ce caractère particulièrement net du conflit avec les dirigeants syndicaux ; il a sans doute contribué à éviter l'intervention de groupuscules ou d'étudiants (comme au Limbourg, par exemple) et la formation, consciente ou inconsciente, d'appareils de rechange sous la couverture d'aide aux travailleurs en lutte.

Cela ne signifie certainement pas que, dans le comité de grève lui-même, des discussions se soient déroulées sur le fait que le principal ennemi était le syndicat et que c'est contre lui que se dirigeait l'essentiel de la lutte du comité de grève. Le parti communiste suédois a apporté un soutien actif à la grève ; il partagerait avec les sociaux-démocrates l'appareil syndical de KIRUNA. Dans le comité de grève se cotoyaient des communistes, des sociaux-démocrates, des libéraux, des néo-marxistes, et des travailleurs de base, sans attache politique. Mais au départ de la grève, ces liens politiques et la cohésion des mineurs en lutte, entraînaient une unité de fait, sinon théorique, sur des positions revendicatives précises et sur les seuls moyens de lutte, c'est-à-dire sur des positions anti-syndicales affirmées. Il n'en reste pas moins certain qu'au moment décisif de la grève, alors que le bloc des mineurs commençait certainement à présenter des failles, ces divergences autorisèrent vraisemblablement le développement de la manœuvre syndicale qui permettra de briser la grève, à un moment où la cohésion du comité de grève était capitale pour celle des mineurs.

On sait finalement peu de choses sur la désignation des trois comités de grève - un pour chaque mine - qui se sont regroupés dans le comité de grève de 21 membres ; on ne sait pas quels étaient les rapports avec les assemblées générales de grévistes ; on peut seulement mesurer l'audience du comité de grève dont les meetings réunissaient deux ou trois mille mineurs, alors que ceux des syndicats n'en réunissaient qu'une centaine (en général les membres des bureaux des sections syndicales).

L'une des tâches essentielles du comité de grève était de faire sortir la grève de son isolement, de la faire connaître non seulement en SUEDE, mais dans les pays scandinaves, non seulement pour obtenir un soutien financier, mais pour montrer à tous les travailleurs de ces pays que la lutte des mineurs de KIRUNA était également leur lutte. La grève ne pouvait gagner en efficacité que si elle s'étendait de proche en proche. Des émissaires furent bien envoyés dans tous les pays scandinaves par le comité de grève ; mais l'extension d'une lutte ne dépend pas seulement de l'activité des hommes, mais à la fois des travailleurs qui se trouvent dans une situation similaire et des possibilités de manœuvres des capitalistes ; l'isolement ou l'extension d'une telle lutte ne sont que le reflet d'une situation globale.

#### LA LUTTE DE CLASSE DANS LES PAYS SCANDINAVES

Tout le monde s'est mis à parler de la SUEDE et des pays scandinaves lors de la grève de KIRUNA. Pourtant, celle-ci n'était qu'un maillon dans une situation globale qui se développe depuis plusieurs années, dans ces pays comme ailleurs. Là également on peut dire qu'elle se situe dans un même contexte économique mondial qui, à l'échelle de la SUEDE a entraîné la critique radicale du réformisme dans les faits et, pour KIRUNA, l'apparition d'une forme exemplaire de lutte, en raison de circonstances particulières. Mais en même temps qu'elle se liait à d'autres luttes sauvages antérieures, KIRUNA, par son caractère exemplaire et particulier prenait valeur de symbole en faisant ressortir avec une évidence éclatante, le niveau du conflit réel et de la lutte des travailleurs, sans aucune ambiguïté. Ceci explique l'échec que cette lutte, finalement isolée, a pu avoir dans les pays scandinaves, et dans le monde.

EN FINLANDE, les grèves sauvages se multiplient depuis 1968 : dans la métallurgie 100.000 heures en 68, 200.000 en 69. Le 6 février 1970 se termine une grève aux péripéties diverses des services d'entretien des bus, contre l'introduction de normes du travail (par la société américaine MEC-RASTOR, la même qui a œuvré à KIRUNA et aux usines automobiles VOLVO). Le travail n'a repris qu'après l'annonce de la suspension de l'étude des postes et sa poursuite avec information aux intéressés. Il semble que les syndicats aient pu réussir - vraisemblablement en raison de la situation politique, conséquence de structures économiques différentes - une certaine récupération de ces mouvements. (la Finlande est moins industrialisée)

AU DANEMARK, depuis plus de six mois, déferlent des grèves sauvages qui se traduisent souvent par des manifestations violentes. Il semble bien qu'on se soit trouvé, au début de l'année, devant une grève généralisée sauvage, c'est-à-dire démarrée, étendue et poursuivie hors de toute intervention syndicale, rejetant totalement les syndicats dans leur rôle d'auxiliaires du capitalisme. A ODENSEE, un porte-parole des grévistes déclare : « Nous ne voulons pas nous laisser traiter comme des enfants qu'on punit pour un oui ou pour un non ». Le président du syndicat de la métallurgie (185.000 membres) HANS RADMUSSEN, qui fut président du parti social-démocrate, déclare qu'il était prêt « de jour et de nuit, à se rendre dans n'importe quelle région du pays où l'on souhaiterait une négociation ». Personne ne fit appel à lui.

Par contre, des liaisons horizontales ont dû s'établir, témoignant d'un niveau organisationnel de la grève sauvage que l'on peut rapprocher de ce qui s'esquisse en GRANDE-BRETAGNE (4). Cela a commencé par les chantiers navals autour du 20 janvier où 3.000 ouvriers

usent habilement de la grève pour forcer les dirigeants à discuter. Comme cela ne marche pas, une nouvelle grève de 24 h est décidée le 2 février. Peu à peu des secteurs importants de la métallurgie, puis d'autres, se joignent à la grève. Il est question de l'action de groupes de militants de base. Les syndicats demandent aux délégués syndicaux de base de déposer leurs mandats. La réponse est une manifestation dure à COPENHAGUE à laquelle participent des étudiants. Le patronat envisage d'utiliser la « légalité » qui lui permet de poursuivre les « grévistes sauvages » devant les Prud'hommes pour leur faire payer des amendes. De fait, à titre d'exemple, un groupe d'employés d'une conserverie a été condamné à des amendes de 30 à 60 f par jour de grève sauvage, pour une affaire ancienne. Mais que peuvent-ils faire devant 100.000 grévistes qui menacent de recommencer s'ils sont poursuivis ? La grève peut alors, poussée par sa propre dynamique, prendre un caractère directement politique, puisque c'est le pouvoir d'état qui se trouve alors impliqué dans l'action. Les manifestations de rue, et les meetings imposants, témoignent déjà de cette orientation.

EN SUEDE, par contre, c'est une succession de grèves isolées et non un mouvement généralisé qui apparaît à ce stade. KIRUNA est la 21ème grève sauvage de 1969. Mais il semble qu'il y ait une progression au cours des années. Alors qu'elles restaient sur le plan de l'atelier ou des petites entreprises, elles gagnent des entreprises importantes. En novembre 1969, 1.200 dockers de GOTEBORG se mettent en grève en prenant prétexte de la mise à pied de deux ouvriers. En réalité, c'est toute la pression de la productivité - comme à KIRUNA et en FINLANDE - qui est la véritable cause de la grève : réorganisation des cadences, application réelle des consignes de sécurité, rétablissement de la pose café, pas de transfert d'un dock à l'autre, sont parmi les revendications. On ne sait rien sur l'organisation ou la suite de la grève. Par contre, on en sait plus sur les conflits qui éclatent dans le sud de la SUEDE pendant la grève de KIRUNA. La grève des usines VOLVO qui éclate le 16 janvier est suivie de l'ouverture immédiate de pourparlers syndicats-patrons et d'un accord : 11 % d'augmentation - 35 % pour les jeunes (qui certainement ont été les plus combattifs). A l'annonce de ce résultat, le lundi 19 janvier, 1.000 ouvriers des usines automobiles S.A.A.B. réclament la même chose, et les négociations s'ouvrent immédiatement. De même la grève de 12.000 dockers, le 9 février, fait avancer les négociations de 4 jours (5).

Ces derniers faits sont importants : ils expliquent pourquoi la grève de KIRUNA reste isolée malgré son caractère exemplaire, bien qu'elle exprime clairement la réalité de la lutte de classe dans les pays scandinaves. La peur de voir les grèves s'étendre, amène le capitalisme à composer. Sa capacité de composition ne dépend pas de sa seule volonté de stopper les grèves, mais de ses possibilités économiques de faire des concessions. Ce sont ces possibilités qui expliquent pourquoi la grève de KIRUNA dure deux mois et celle de VOLVO ou de SAAB à peine une journée. On peut faire ici un rapprochement avec les grèves allemandes de l'automne (6). C'est aussi ces mêmes possibilités - ou

(4) Voir I.C.O., année 69 et n° 90, février 70, sur les grèves en Grande-Bretagne.

(5) La similitude est frappante avec l'extension de la grève du Limbourg belge - aux usines Ford de Genk et General Motors d'Anvers : grèves immédiatement « reconnues » par les syndicats et terminées par des accords

(6) Voir I.C.O. n° 87, p.1 - Les grèves sauvages en Allemagne de l'Ouest.



impossibilités - qui font que les syndicats ne sont plus les entremetteurs de la misère, et que la grève de KIRUNA s'organise d'une manière si exemplaire. Alors qu'aileurs tout reste embryonnaire et inconnu car n'ayant pas le temps de se dégager puisque la lutte cesse aussitôt. L'explication c'est que les mines de fer sont engagées dans une compétition très dure et que l'industrie automobile peut encore s'offrir des débouchés - pour l'instant -. L'insuccès de la grève, son isolement ne dépendent pas de la vigueur révolutionnaire ou de la rigueur théorique des travailleurs en lutte, pas plus que de la dureté et de l'habileté des dirigeants patronaux, gouvernementaux, ou syndicaux. Les uns comme les autres prennent conscience, à travers la lutte, de leurs propres possibilités et de leurs limites, de l'action, de l'autonomie, de l'extension pour les uns, des concessions ou de la répression pour les autres. Ce n'est que si l'exploitation se fait plus intolérable - et on peut penser qu'il en sera ainsi dans des secteurs de plus en plus étendus - « la résistance ne cessera de renaître, et embrassera des masses toujours plus larges » (PANNEKOEK et les Conseils ouvriers, p. 288). C'est alors seulement que les travailleurs attaqueront le Capital dans son essence, la possession des entreprises, et qu'il faudra affronter le pouvoir d'Etat et ses immenses moyens.

Le fait qu'en SUEDE le gouvernement, et tout son pouvoir répressif direct, aient pu rester à l'écart du conflit de KIRUNA, et le faire apparaître uniquement comme un conflit entre ouvriers et dirigeants d'entreprise d'une part, ouvriers et dirigeants syndicaux d'autre part, montre bien que le niveau de la lutte est resté au stade de l'entreprise, n'a pas contesté sérieusement le pouvoir des dirigeants, n'a pas atteint directement le pouvoir d'Etat.

L'attitude de l'OLAF PALME, chef du gouvernement social-démocrate est significative. Il a pu faire des déclarations du genre « ça ne nous regarde pas. C'est une dispute entre L.K.A.B. et les mineurs et entre les mineurs et les syndicats ». Il a reconnu qu'une grève sauvage pouvait, dans certains cas, se justifier comme signal d'alarme, comme une réaction spontanée contre une injustice, tout en condamnant « les grèves sauvages systématiques, destinées à faire pression sur les patrons » (c'est-à-dire sur l'Etat). Dès le 9 décembre, il voulait se rendre à KIRUNA pour parler aux grévistes ; les autres ministres l'en ont dissuadé. Il remet ça après la grève : il ira à KIRUNA pour « tenter de reprendre le dialogue ». Cette position n'est pas explicable par la proximité des élections ; elle trouve un écho chez les mineurs eux-mêmes qui déclarent que leur grève n'est pas politique, qu'ils n'ont rien contre PALME mais qu'ils haïssent les dirigeants syndicaux. L'unanimité des mineurs dans la grève rend illusoire toute intervention de la police, donc la mise en cause du gouvernement : cette intervention à la fois est exclue pour briser la grève et au contraire serait très dangereuse, risquant de provoquer le conflit politique qu'il s'agit à tout prix d'éviter, en faisant passer la grève du plan local d'une entreprise au plan général de l'économie suédoise. La lutte restant cloisonnée, il n'y a pas ouvertement de conflit avec le pouvoir d'Etat et dans ces conditions le gouvernement peut maintenir avec vraisemblance la fiction : « ça ne nous regarde pas ». Situation bien sûr d'autant plus paradoxale que L.K.A.B. est une société nationalisée et L.O. un syndicat social démocrate. Mais c'est vrai quant au plan immédiat de la lutte. Les dirigeants de L.K.A.B. peuvent attendre et affirmer la solidarité patronale. Reste le syndicat des mineurs. C'est lui qui, dans la mesure où les mineurs de KIRUNA restent seuls, va jouer le rôle de briseur de grève. Cette affaire réglée, tous les dirigeants se re-

trouveront pour faire face à la situation réelle et modifier les structures d'encadrement des travailleurs puisque celles-ci se sont révélées inefficaces.

#### L'OFFENSIVE SUR KIRUNA

Les Etats-Majors syndicaux manquent d'imagination et les moyens qu'ils tentent d'utiliser ont dû faire riogoler les mineurs plutôt que les mettre en colère :

— ils parlent d'exclure en bloc les mineurs du syndicat, mais ils sont 4.600 sur les 11.000 adhérents, 43 % de l'effectif ;

— ils veulent démissionner en bloc pour provoquer un congrès syndical, mais ce suicide n'ira pas loin. Et c'est une revendication des mineurs ;

— trois jours après le début de la grève, trois bonzes nationaux font le voyage à KIRUNA : à peine 100 présents à leur meeting, les bureaux des sections syndicales. Un contre-meeting du comité de grève rassemble 2.000 mineurs :

— des négociations du L.K.A.B. avec 8 membres de L.O. auxquelles on invite deux membres du comité de grève. Ceux-ci refusent, mais il en sort un accord concernant les seuls mineurs de SVAPPAVÅARA, on leur octroie une augmentation et des vêtements chauds. Les 280 mineurs les envoient se faire voir.

Ces procédés classiques ayant tous échoué et les mineurs maintenant le préalable : négociations directes avec le comité de grève, sans un seul dirigeant syndical, c'est par ce biais qu'ils vont trouver la faille. La haine contre les dirigeants syndicaux est d'autant plus forte que ceux-ci sont plus haut dans la hiérarchie : au niveau du syndicalisme local (comme du contremaître dans l'usine) il y a inévitablement des rapports humains et la cassure est moins nette. Puisque les bonzes sont abhorrés, des syndicalistes locaux pourront être leur porte-parole, sous le visage de ceux qu'on connaît et qui vous défendront ; et comme la méfiance subsiste quand même on les baptisera observateurs.

L'offensive contre le comité de grève est bien orchestrée. Il y a une déclaration de GEIER, bonze syndical à la télévision, qui vitupère contre les employeurs, qui déclare qu'il « soutiendra les grévistes... s'ils reprennent le travail » (sic). Le 13 janvier, des sections syndicales de KIRUNA déclarent qu'elles prennent position pour la grève. Cette manœuvre prépare l'entrée de 6 délégués syndicaux locaux dans le comité de grève, chargés de mener les négociations à KIRUNA. On ne sait rien sur les raisons qui ont conduit le comité et les mineurs à accepter ce cheval de Troie ; mais c'est à partir de ce moment que la grève était vaincue, sous les apparences d'une victoire. *La direction discutait à KIRUNA, mais pas avec le comité de grève émanation des mineurs, mais avec un autre comité, non représentatif de la base.*

Apparemment, la direction de L.K.A.B. acceptait de négocier avec ce comité : 20 membres du comité de grève, « assistés » de 6 délégués des sections syndicales locales et 1 directeur financier de L.K.A.B. *Ceci s'est passé le 20 janvier. La grève de VOLVO a été stoppée le 17, et celle de SAAB le 19.* Dès les négociations, la direction refuse de poursuivre plus loin, tant que le travail n'est pas repris. Les mineurs refusent. Le comité de grève, toujours très méfiant des manœuvres qui se dessinent, n'a toujours pas communiqué ses revendications, ni aux délégués syndicaux, ni à la direction de L.K.A.B. Que se passe-t-il pendant la semaine qui suit ? vraisemblablement la lassitude et le sentiment que la grève ne s'étendra pas. Toujours est-il que le 26 janvier, une nouvelle délégation formée de 21 membres du comité de grève, toujours assistée de 6 membres des

sections syndicales locales, aligne cette fois ses revendications devant la direction de L.K.A.B. (7)

Nous avons parlé ci-dessus de ces revendications. On ne sait rien des discussions qui s'en suivirent, ni sur les contre-propositions patronales qui furent soumises aux mineurs les 31 janvier et 1er février. Lors de cette consultation, sur 4.600 mineurs, 1.500 environ s'abstiennent, 1620 décident de continuer la grève, et 1552 sont pour la reprise du travail. A ce moment se passe un épisode crucial. Bien que la moitié des mineurs soit pour la reprise du travail, le comité de grève *passant outre la volonté des mineurs et s'attribuant ainsi un pouvoir distinct de celui de l'assemblée générale des mineurs* grévistes (ce qui marque alors sa bureaucratisation) vote pour la reprise par 13 voix contre 12.

Cela mérite de faire un peu d'arithmétique. Le comité, qui n'est plus vraiment le comité de grève, se compose de 21 membres délégués du comité de grève d'origine, et de 6 représentants des sections syndicales. Deux délégués écœurés n'ont pas participé au vote pour protester contre le fait que la décision de la base ne soit pas purement et simplement entérinée ; en réalité le vote était :

— contre la reprise : deux protestataires n'ayant pas participé au vote, 13 délégués du comité de grève d'origine ;

— pour la reprise : 6 délégués du comité de grève d'origine (il serait intéressant de savoir qui), 6 observateurs syndicaux.

On retrouve donc, si l'on exclut ces derniers qui ne représentent que le syndicat et eux-mêmes, les 2/3 des délégués pour continuer, et 1/3 pour reprendre, c'est-à-dire la même proportion que parmi les mineurs.

L'annonce de ce vote et la décision de reprise du travail entraîne - et c'était prévu ainsi par les dirigeants syndicaux et tous ceux, dirigeants patronaux et gouvernementaux qui se cachent derrière eux - le désarroi et la confusion. Benoitement, le MONDE du 3 février 1970 écrit qu'il s'agit « d'un éclatement du front uni ».

Lundi 2 février, on peut penser que la grève va continuer, puisque seulement 10 à 15 % des mineurs reprennent le travail, et qu'un nouveau comité de grève, le comité de grève d'origine reconstitué sans les délégués syndicaux, demande de poursuivre la grève. Est-ce ce même comité qui le mardi 3 demande que la reprise du travail soit effective pour le mercredi 4 ? on ne sait pas, mais il est certain que la grève cesse à son 57ème jour.

La reprise du travail c'est une arme essentielle perdue : de fait, la direction essaie peu à peu de ramener les discussions dans le cadre paritaire d'autrefois. que

(7) Nous avons souligné déjà dans le texte la présence dans le comité de grève de délégués ayant une appartenance politique et le rôle que peuvent encore jouer des délégués syndicaux proches de la base. Ce fait est à relier par exemple au mouvement shop-steward en Angleterre, à l'intervention dans les luttes des étudiants en France, Italie, dans le Limbourg belge. L'appareil syndical rejeté dans l'étape présente, l'autonomie des luttes n'arriverait à se dégager et à s'exprimer que par le canal d'un appareil plus proche de la base mais distinct et tendant à se survivre en tant qu'appareil, extérieur souvent aux travailleurs, accepté plus que délégué. Il sera intéressant d'analyser ce fait à l'échelle de toutes les grèves sauvages et de le relier aux structures du capitalisme et des luttes : cette analyse porte bien sûr une réponse aux questions de « l'intervention », de l'organisation, de l'activisme.

la grève avait fait voler en éclat. Il faut une grève perdue, fin février, pour imposer le maintien des négociations à KIRUNA avec les 21 membres du comité de grève et de nouveau les 6 moutons syndicalistes. Mais cette escarmouche gagnée, d'autres se lèvent à nouveau. La direction de L.K.A.B. propose que les discussions soient menées avec une délégation restreinte du comité de grève car, paraît-il, la délégation ouvrière est trop nombreuse, et pour la moindre question de détail, chaque délégué expose son point de vue. On comprend trop bien. Un peu plus tard, il est aussi proposé d'introduire dans les négociations, un nouvel observateur, de taille celui-là, le bonze n° 2 de L.O., KURT NORDGREN. Comme les mineurs ne peuvent pas se battre à tout instant en raison de ce grignotage incessant, il est bien certain que le comité de grève cessera peu à peu d'avoir un pouvoir effectif et qu'alors les dirigeants syndicaux reprendront tout leur pouvoir légal de négociateurs.

## L'OFFENSIVE GENERALE

Quand un appareil de domination a flanché comme une digue devant la mer, il faut le renforcer à tout prix et tous les dirigeants s'y emploient activement.

La fédération patronale suédoise, S.A.F., veut renforcer la discipline des entreprises. Il est prévu d'accroître les amendes aux patrons qui négocieront sous la menace ou durant une action directe ; en contre partie il est prévu une indemnisation aux entreprises « victimes de grèves sauvages ». En réalité, cette discipline de fer qui vise les dirigeants d'entreprises montre que le front patronal n'est pas si uni qu'on prétend. Nous avons signalé dans une note la concurrence capitaliste qui s'exerce autour des travailleurs et qui amène des distorsions dans le dirigisme économique sans qu'il soit possible d'endiguer ce mouvement qui entre pour une part dans le conflit de KIRUNA, par exemple.

De toutes parts, on parle de réformes des syndicats. TORSTON GORENSTEN, directeur des mines de KIRUNA, déclare : « les syndicats puissants sont vitaux pour le maintien de la paix industrielle, nous (sic) avons besoin d'une meilleure organisation ». D'autres précisent que cette meilleure organisation consiste à tenter d'établir des liaisons effectives à tous les niveaux. Mais dans ce domaine syndical, comme dans le domaine de la discipline économique appliquée aux entreprises, les dirigeants syndicaux ne sont pas maîtres de leurs décisions : la bureaucratisation des syndicats et le rôle qu'ils jouent dans l'économie est une conséquence de la situation économique elle-même et non le fait des hommes : une réforme, pour autant qu'elle ne soit pas de la poudre aux yeux (ce qui est vraisemblablement le cas pour les déclarations ci-dessus) ne peut aboutir qu'à créer de nouvelles distorsions.

Les 22 et 23 février, les responsables des grandes centrales syndicales (L.O. est une sorte d'internationale syndicale scandinave) de SUEDE, de NORVEGE, du DANEMARK et de FINLANDE, se réunissent à COPENHAGUE, manifestement pour étudier les moyens de parler à la destruction des syndicats sous la forme actuelle, et, on peut s'en douter, comment prévoir leur renforcement. On ne sait pas ce qui en est sorti, mais on peut s'en douter.

Il paraît également que les dirigeants sont inquiets au sujet de ce qui est une contradiction majeure. Tout le système d'éducation suédoise a été « libéralisé » et les générations de jeunes qui vont arriver dans les entreprises, ont été formés avec des méthodes anti-autoritaires. Déjà le gouvernement conservateur de NORVEGE est revenu sur ces méthodes d'éducation et a rétabli les bonnes méthodes d'instruction traditionnelle. Ainsi on peut mesurer comment le « paradis capitalis-

te » n'est, comme toute mesure libérale dans la société que le résultat d'une prospérité de circonstances. L'intervention de l'état dans le domaine de l'économie au nom d'une certaine prétention humanitaire, se voit contraint sous la pression économique, de prendre des mesures conservatrices, tout en utilisant l'encadrement forgé auparavant pour une autre politique. En réalité, quand on considère tout le processus qui pousse les sociétés capitalistes à la concentration et au capitalisme d'état, on se rend compte précisément que la véritable finalité du système est la conservation de celui-ci en imposant à tous les règles nécessaires à un moment précis pour que soient maintenus le pouvoir et les privilèges d'une classe dominante, ceci en relation avec les techniques de production et la situation du capitalisme mondial. C'est ce que, sans le vouloir, les mineurs de KIRUNA, comme ceux de Limbourg, ont fait éclater à la face du monde.

On pourrait déduire, de ce qu'on peut constater à propos de la SUEDE, et notamment de KIRUNA, que le capitalisme a présentement développé toutes ses possibilités, que toute expansion notable lui est interdite et qu'il se trouve dans cette situation de récession qui révèle aux travailleurs le véritable caractère de toutes les institutions répressives et les amène à l'occasion de leurs luttes quotidiennes, à mettre en place des formes d'organisation préfigurant celles d'un monde nou-

veau. De fait, l'expansion du capitalisme s'est faite ces dernières années d'une manière accélérée et l'on peut considérer que pratiquement le monde entier a quitté les conditions pré-capitalistes. Peut-on en conclure que l'expansion a atteint ce niveau intolérable qui peut englober la plupart des hommes dans une lutte révolutionnaire ? L'isolement de la grève de KIRUNA peut laisser croire que non. Mais tout ceci constitue un processus complexe dans lequel on peut considérer qu'une telle grève est quand même une étape importante, peut être beaucoup plus significative que ce que nous avons pu connaître en ITALIE ou en FRANCE. Il faut pourtant, dans ce domaine, bien se garder de tirer des conclusions hâtives et attribuer à telle ou telle lutte un caractère progressiste par rapport à d'autres ; ce qui est certain, c'est que l'on voit un peu partout en EUROPE des signes précis de cette nouvelle orientation de la classe ouvrière et des luttes. Personne ne peut dire où, quand, comment, d'autres luttes de même caractère surgiront et quels traits, semblables ou nouveaux elles dessineront. Tant de facteurs interfèrent en relation étroite avec la situation économique globale et particulière qu'on ne peut en tirer que les traits généraux de l'évolution vers un monde nouveau et les prémices d'une éclatante vérité de luttes révolutionnaires isolées et exemplaires comme celles de KIRUNA.

## GRANDE-BRETAGNE

### UNE RENCONTRE NATIONALE DU MOUVEMENT « SOLIDARITY »

*Les 7 et 8 février se tenait, à MANCHESTER, la troisième conférence nationale de SOLIDARITY. Une soixantaine de délégués (2/3 d'ouvriers, 1/3 d'étudiants) des groupes d'ABERDEEN, DUNDEE, GLASGOW, (Clydeside), LIVERPOOL, MANCHESTER, ROMFORD et LONDRES (3 groupes-Solidarity et un autre non reconnu) ceux de HULL n'avaient pu venir.*

Quel intérêt pouvait représenter ces discussions pour un camarade d'I.C.O. par delà les informations directes sur la lutte de classes en GRANDE-BRETAGNE, le mouvement shop-stewards, le capitalisme anglais, etc.

L'activité et les liaisons des groupes autonomes (concernant la « discussion » sur l'organisation) eurent apparaître une question propre à chaque groupe, à son évolution et aux circonstances particulières du capitalisme national. Il est peu intéressant de connaître les points de départ, les étiquettes passées, les évolutions des uns et des autres ; par contre, les problèmes pratiques réels qu'affrontent aujourd'hui un ensemble de groupes apparaissent identiques : ceci n'est pas un hasard puisqu'on constate partout la même tendance à l'autonomie des luttes, ce qui a pour conséquence une atomisation constante de tous les groupes traditionnels, un remodelage permanent de leurs mots d'ordre et de leurs tactiques pour continuer à avoir prise sur le réel. Celui-ci échappe à toutes tentatives bureaucratiques, ce qui accroît d'autant la bureaucratisation des groupes et leur désarroi en face des situations concrètes.

Les problèmes de SOLIDARITY, comme ceux d'I.C.O., peuvent se résumer par :

- existence de groupes totalement autonomes à orientations de travail diverses (pratique ou théorie, étudiants, ouvriers, etc...)
- difficulté de résoudre les problèmes dûs à la présence d'un « groupe mère » initiateur du mouvement

— refus de créer une organisation quelconque centralisatrice, mais volonté d'établir des liaisons aussi diversifiées que solides, cette volonté émanant autant de chacun des groupes autonomes que du groupe initial

— considérer les questions d'organisation non comme devant définir un modèle à propager, mais comme une réponse concrète, un processus, à une activité pratique (cette activité pouvant aussi bien être la recherche théorique que l'appui à une lutte dans une entreprise).

Ces constatations ne doivent pas laisser croire qu'il n'existe pas de divergences entre les groupes SOLIDARITY. Le texte d'un camarade du groupe Nord de LONDRES insistait sur ces aspects :

« le mouvement SOLIDARITY doit être basé sur des groupes autonomes existants. Il est important, pourtant, que le mouvement en se développant reste libre de toute contamination par l'idéologie dominante qui existe dans des concepts et des pratiques tels que la centralisation bureaucratique et la hiérarchie... Des contacts fréquents entre les groupes autonomes SOLIDARITY doivent être encouragés pour éviter la dispersion des efforts, pour échanger des informations utiles et pour examiner le meilleur usage des qualités particulières des camarades des différents groupes dans l'intérêt du mouvement SOLIDARITY comme un tout... Des conférences régulières doivent être tenues dans ce but. Il doit être clairement compris pourtant que la fonction de ces rencontres ne peut être en aucune circonstance de donner des instructions aux groupes, et déterminer une « ligne » SOLIDARITY, liant des individus ou des groupes. L'existence d'une telle « ligne » serait en contradiction flagrante avec notre concept du mouvement basé sur des groupes autonomes. Il serait la négation de notre affirmation dans la nécessité du mouvement autonome de la classe ouvrière » ...

Par contre, les propositions du groupe SOLIDARITY Clydeside contenaient les termes d'une organisation beaucoup plus précise et centralisatrice ; elles insistaient sur l'existence d'un mouvement national SOLI-

DARITY et souhaitaient assigner à chacun des groupes autonomes des spécialisations déterminées selon leur orientation présente ; dans ce projet, le bulletin intérieur existant devait être transformé en un journal national alors que le texte précédant entendait maintenir les publications autonomes de chacun des groupes. Sous le même vocabulaire incertain, on peut retrouver dans les positions du groupe Clydeside le même courant des groupes marginaux qui, forcés de tenir compte du courant d'autonomie, tentent constamment de l'utiliser pour le faire couler dans les moules de l'organisation « efficace ». Cette même divergence pouvait se mesurer également d'une manière latente dans les rapports d'activité des groupes, les uns opposant « l'agitation » au travail d'analyse, de discussions et de rédaction des textes ; ce qui valut la réponse, par un camarade de LONDRES, que ce travail d'élaboration en partant des situations concrètes, pour une rediffusion auprès des travailleurs concernés, valait n'importe quelle forme d'agitation.

Si les défenseurs de ce même courant centralisateur furent mis en minorité, largement, le même débat resurgit sous une autre forme lorsqu'il s'agit de savoir dans quelles conditions un groupe pouvait se dire « groupe SOLIDARITY ». Une différence importante peut apparaître ici, avec ce que nous appelons « groupes en liaisons avec I.C.O. ». Le fait de prendre une étiquette commune implique un accord minimum sur des positions définies : les idées de SOLIDARITY (exprimées brièvement dans un texte-tract destiné à faire connaître SOLIDARITY). Que les « groupes en liaisons avec I.C.O. » se soient donné des noms différents pour matérialiser leur autonomie, cette même discussion, de savoir dans quelles conditions un groupe peut se dire lié avec I.C.O., viendra tôt ou tard. Il se dessine en effet à I.C.O. deux courants :

- Ceux qui considèrent comme essentiel la plateforme d'I.C.O. avec des implications qui devraient être précisées ;
- et ceux qui considèrent I.C.O. comme une simple boîte aux lettres où l'on peut exiger de tout faire passer.

Bien que l'affrontement pratique à SOLIDARITY se fasse actuellement sur les problèmes du TIERS MONDE et du soutien aux nationalismes, ce sont les mêmes problèmes qui sont sous-jacents à I.C.O. comme à SOLIDARITY. Aux conférences nationales et internationales d'I.C.O. ces problèmes ont pris tout à tour un caractère concret ou théorique ; à SOLIDARITY, il n'y eut pas de débat, mais une réponse pratique assez satisfaisante quant aux problèmes posés : pourront se dire « groupe SOLIDARITY » ceux qui seront reconnus comme tels par deux au moins des groupes SOLIDARITY existant, ce qui n'exclut pas d'ailleurs tout débat dans une conférence nationale pour une admission définitive. Le formalisme de cette discussion ne doit pas primer l'ouverture existant dans le fait que des groupes « non reconnus » participaient à la conférence et au vote, et que la solution adoptée apparaît plus une réponse pratique qu'une réponse théorique. Cette dernière constatation souligne une divergence profonde entre les discussions au sein des groupes français qui immédiatement deviennent politiques et passionnées, et celles au sein du groupe anglais qui cherchent à atteindre une solution pratique provisoire.

Finalement, les discussions au sein du groupe I.C.O. apparaissent plus strictes et faussées par le virus de la politique et celui de mai 68, par la constante recherche d'une coincidence formelle entre théorie et action, alors que les discussions à cette rencontre de SOLIDARITY, si elles étaient plus strictes dans la forme, étaient, en réalité, plus larges dans leur contenu et dans leurs conclusions.

Cela traduit une autre différence importante des groupes SOLIDARITY avec une bonne partie des groupes I.C.O., ce que nous pourrions appeler une orientation vers le concret. Un camarade de LONDRES résuma cette orientation à la suite d'un débat sur cette activité des groupes à savoir comment la conscience socialiste se développe : ou à travers les luttes, ou par l'apport d'informations sur les luttes extérieures à l'entreprise ; il conclut que les deux sont également importantes et que c'est le travail fait au cours des luttes de base qui contribue à élever la conscience. Tous les groupes SOLIDARITY se retrouvent sur un même travail pratique avec des camarades d'entreprises, cela selon leur situation géographique particulière. Le sens de cette action peut tenir en deux mots : informations et explications, et par un refus : celui de l'agitation. Le moyen utilisé de préférence n'est pas le tract mais la brochure que, à partir d'un ensemble d'informations recueillies auprès de camarades d'une entreprise, permet de faire un travail de synthèse ; la diffusion de cette brochure dans le milieu de travail intéressé contribue à amener aux travailleurs les éléments d'informations et de réflexions qui leur font défaut. Deux exemples peuvent être donnés de cette activité :

— en marge de tout le mouvement actuel aux usines FORD, le groupe SOLIDARITY NORD DE LONDRES, a produit et diffusé dans les usines, une brochure sur les grèves avec occupation aux usines FORD de DETROIT dans l'entre deux guerres (il faut signaler que les grèves avec occupation sont très rares en GRANDE-BRETAGNE)

— un camarade du bâtiment, de MANCHESTER, a produit avec ceux du groupe de MANCHESTER, et des camarades de travail, une brochure sur l'accord national conclu dans le bâtiment.

Ces deux brochures peuvent ainsi servir de base de travail, non seulement aux camarades des groupes concernés, mais aussi à d'autres camarades dans toutes les entreprises de la même profession, ou du même trust, dans toute l'ANGLETERRE.

La diffusion de ces textes se fait par vente, par contacts directs dans, et hors, de l'usine ; ces brochures représentent uniquement un travail d'explications et ne se terminent jamais par des mots d'ordre, et encore moins par des demandes d'adhésions. De même la formation de tels groupes autonomes axée sur les entreprises, si elle est encouragée, n'est nullement poussée artificiellement ; pour les autres camarades, il s'agit seulement d'épauler de tels groupes (SOLIDARITY ou non) là où ils existent déjà.

Pendant toute une matinée, dans les différents groupes de travail (entreprises, enseignants, étudiants, libération de la femme) les camarades échangeaient leurs expériences, avec le seul but d'en discuter et de coordonner leurs activités. Dans le groupe « entreprises », outre les informations très intéressantes sur le mouvement anglais, la discussion se centra sur la brochure concernant l'accord collectif du bâtiment signalé plus haut et les moyens dont les autres groupes pourraient utiliser ce travail, sur la situation très différente suivant les différentes usines d'automobiles de la région de LONDRES, sur les contacts des groupes d'ECOSSE avec ceux de HULL pour liaisons entre les marins. Là aussi la discussion révéla des divergences qui recourent celles sur l'organisation : en gros d'un côté les participants de l'autonomie se retrouvent sur un travail d'informations et d'explications (les travailleurs étant considérés comme suffisamment majeurs pour apporter eux-mêmes les réponses à leurs problèmes) et des positions nuancées entre « proposer » et « suggérer » bien qu'excluant le « il faut dire ci ou ça ». On retrouve ici les mêmes subtilités de langage qu'entre toutes les or-

ganisations « conseillistes (sans parler des autres) qui ne réussissent pas à abandonner leur « rôle » à l'égard du mouvement ouvrier.

L'exposé de l'activité des différents groupes avait déjà montré que celle-ci n'était pas limitée aux entreprises et pouvait toucher tous les aspects de l'aliénation. Mais les membres des groupes sont bien persuadés que seules les luttes en marge des entreprises ne sont pas négligeables, l'essentiel reste la lutte de classe dans les entreprises et que l'aliénation dans tous les domaines ne peut cesser que par l'abolition du travail et de l'exploitation. Il fut notamment fait grief à la commission enseignants d'avoir discuté des problèmes uniquement professionnels et de ne pas avoir cherché à aborder, d'emblée, la question de la signification profonde de l'enseignement dans les cadres du conditionnement capitaliste. Un exemple typique d'une forme de lutte hors des entreprises peut être donné par un groupe lié au quartier de cette ville « MOSS SIDE » une lutte contre les méthodes de reconstruction et de relogement. Dans ce quartier qui regroupe 10.000 habitants, uniquement ouvriers, la participation aux élections législatives est de 12 %, et le député est conservateur. Par des assemblées générales (certaines ayant regroupé près de 3.000 participants), par un bulletin régulier MOSS SIDE NEWS (14 numéros parus), par des interventions, ce groupe poursuit un travail qui n'aura peut-être qu'une durée limitée, mais qui peut être considéré comme un modèle de ce qu'un groupe peut faire sur une base locale.

L'ensemble de la rencontre : 2 séances plénières, 1 soirée pub, 1 matinée en commission, et les inévitables discussions en marge, furent plus marquées par l'échange que par la recherche à tout prix d'une solution. Sans doute, certains sont-ils repartis déçus. Mais il fut bien souligné que l'organisation, liaisons de groupes autonomes, étaient une création permanente en réponse à une situation concrète en évolution. Les trois décisions prises par un vote peuvent ainsi paraître bien minces si l'on se place sur le plan sempiternel de l'efficacité (le refus du journal national et de la spécialisation du groupe étant acquis par la simple opposition de la quasi-totalité des participants) :

— une rotation des tâches collectives, le bulletin intérieur étant repris par le groupe de MANCHESTER au lieu du groupe de CLYDESIDE.

— chaque groupe continuera d'avoir ses propres publications, en mentionnant clairement sur la page de titre son origine (ceci tient compte du reproche fait au groupe initial de truster en quelque sorte le mouvement).  
— pour se dire groupe SOLIDARITY, il faudra avoir la caution de deux groupes existants.

Le débat sur les pays sous-développés et le soutien aux nationalismes n'eut pas lieu et personne n'eut l'air de le regretter ; il paraît que cela a donné lieu à des affrontements violents dans d'autres rencontres.

Bien des divergences existent, sans aucun doute, à l'intérieur de ce qu'on pourrait définir comme la ligne commune de SOLIDARITY et d'I.C.O. Mais il semble que les groupes qui peuvent graviter autour d'I.C.O. auraient intérêt à avoir des contacts réguliers avec les groupes équivalents de SOLIDARITY pour échanger à la fois des points de vue théoriques et des points de vue pratiques.

Nous donnons ci-après la liste de ces groupes et de leur centre d'intérêt plus particulier :

— ABERDEEN : c/o N. Roy - 138 Walker Road - Aberdeen (marins, usines de papier - mouvement communiste conseil).

— DUNDEE : c/o F. Browne - 444 Perth Road - Dundee (en liaison avec le groupe précédent).

CLYDESIDE : c/o D. Kane - 43 Valeview Terrace - Dumbarton.

— LONDON (West) : c/o 15 Taylors Green, London Wz

— LONDON (North) : c/o H. Russell - 53 A West moreland Road - Bromley (automobiles - textes de socialisme ou barbarie - textes sur les oppositions au léninisme en Russie (Kroustadt Kolloutai, à paraître sur le parti et les conseils en Russie).

— LONDON (South) : c/o Shreeve - 44 Sturgeon Road - London SE 17.

NORTH Weut : c/o Janet Harris - 96 Doveleys Road - Salford (bâtiment - Moss Side News) M 6 8 Q W.

ROMFORD : c/o Tony Reed - 26 Seamore Gdns - Ilford Essex (étudiants).

Essex le disait un camarade de LONDRES, qui fit autrefois partie du P.C. anglais, au congrès on devait parler et tout était clair, parce qu'on avait toujours une réponse à chaque problème ; dans une rencontre comme celle-là, on s'aperçoit qu'il existe une foule de problèmes qui n'ont pas de réponse ; je me tais et j'écoute.

## TCHAD

### LE TCHAD ET L'ETERNELLE QUESTION DU NATIONALISME

D'UN CAMARADE DU SUD-OUEST :

« Je vous fais parvenir un certain nombre d'informations sur « l'affaire du Tchad » en vous demandant de faire paraître cet article sous la rubrique « éditorial ». J'espère qu'il n'est pas trop long, ni trop décousu (élaborez rapidement à partir de la brochure qui a été envoyée à I.C.O. et de recoupement de divers articles de presse).

Il est évident qu'il faut avoir une position critique vis à vis du mouvement de résistance tchadien et plus précisément vis à vis du (qui préconise un « gouvernement de coalition nationale », c'est-à-dire le pouvoir de la bourgeoisie tchadienne dans une économie libérée de la tutelle néo-colonialiste). Mais cela ne nous empêche pas d'apporter un soutien au peuple tchadien en « brisant la conspiration du silence » de ceux qui veulent faire de l'intervention française au

Tchad une « guerre secrète » et en s'opposant dans la mesure du possible au départ des troupes françaises ou mieux, en imposant leur retrait complet du Tchad ».

#### NOUS N'IRONS PAS AU TCHAD

A Bordeaux, Marcel Martinez, étudiant en droit, et Daniel Brochier, électricien, appelés sous les drapeaux, refusent de rejoindre leur corps d'armée qui doit se rendre au Tchad.

#### ILS RISQUENT TROIS ANS DE PRISON, POURQUOI ?

— Ils refusent de tuer et de se faire tuer dans une nouvelle guerre coloniale (déjà 9 morts français et 1.000 tchadiens).

-- Ils refusent de se soumettre au système d'embrigadement, de matraquage et de castration que constitue l'armée.

— ils dénoncent :

- la réforme du service militaire qui prévoit l'appel à 18 ans obligatoire pour garçons et filles ;

- les « ordonnances de 1959 » qui permettent la réquisition de tous les travailleurs et la prise du pouvoir par l'armée sur simple décision du conseil des ministres ;
- l'incarcération de 3 soldats du contingent de Rennes qui revendiquent le droit d'expression politique à l'intérieur de l'armée et qui risquent deux ans de prison.

### QUE SE PASSE-T-IL AU TCHAD ?

Le gouvernement français se refuse à toute déclaration à ce sujet sous prétexte « qu'il ne lui appartient pas de fournir des explications sur la situation intérieure d'un pays étranger et souverain ». D'autre part, on laisse entendre qu'il s'agirait de lutter contre des brigands qui paralysent l'économie tchadienne... Il est temps de briser la conspiration du silence et des mensonges officiels.

### SITUATION POLITIQUE AU TCHAD

L'intervention directe de l'armée française en Afrique est prévue par les accords de défense signés avec les Etats Africains et la République Malgache depuis 1960, aux premiers jours de « l'indépendance ».

L'instabilité de la situation politique qui a amené le gouvernement français à accorder « l'indépendance » au Tchad (non sans s'être assuré la soumission et la fidélité des « dirigeants » autochtones) en 1960 s'est perpétuée et n'a cessé d'empirer depuis.

Tomkalye, actuel président de la république, a instauré progressivement une forme de fascisme dont l'étiquette démocratique n'est qu'une farce des plus grossières. Elu président en 1960, il place ses « hommes » (ethnie des Saras) à tous les échelons de l'administration. Après avoir éliminé tous les opposants à l'intérieur de son parti, il le décrète Parti Unique et interdit tous les autres partis. En juin 1969, aux élections pour la présidence de la république, il se présente comme candidat unique. Pour la circonstance, tous les lieux publics, cinémas, cafés, etc... sont fermés, la police ratisse les rues et oblige les gens à voter, certains sont contraints à voter une dizaine de fois. Dans ces conditions, il est élu avec 94 % des suffrages !

Toute velléité d'opposition est violemment réprimée : en 1963, une manifestation anti-gouvernementale est chargée par la police et se solde par une centaine de morts ; les leaders de l'opposition sont emprisonnés. En juin dernier, le Dr Outel Bono, a été condamné à 5 ans de travaux forcés pour avoir parlé en public de la surexploitation des paysans.

### SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

La population tchadienne (3.500.000 habitants) se répartit sur un territoire grand comme deux fois la France. Elle se divise en de nombreuses ethnies avec principalement des musulmans au Nord et au Centre, et des animistes au Sud. Elle est en grande partie analphabète et son activité économique se limite au secteur tertiaire (éleveurs semi-nomades et planteurs de coton).

Après presque 60 années de colonisation et 9 années « d'indépendance », le Tchad est devenu *l'un des pays les plus pauvres du monde*. Les deux seules ressources de quelque importance donnant lieu à un courant traditionnel d'exportation, sont *l'élevage et le coton* :

— le gouvernement tchadien ayant rompu ses relations avec les pays importateurs de viande, l'élevage se voit privé de débouchés extérieurs.

— Quant au coton, principale ressource du pays, le monopole de son achat et de sa commercialisation revient à la société française *cotonfran*. C'est elle qui dirige de fait l'économie du pays (70 % des tchadiens

travaillent pour elle) et les fonctionnaires de l'état tchadien l'i sont tout dévoués ; ainsi l'administration a rendu obligatoire la culture du coton au dépend des cultures vivrières et bloque depuis dix ans le prix d'achat du coton, alors que pendant le même temps, les prix ont augmentés de 50 à 70 % et les impôts ont doublé, et dans certains cas triplés. Tombalbaye a d'ailleurs dû confier la collecte des impôts à l'armée.

Le vif intérêt manifesté par la France pour voler au secours de Tombalbaye s'explique donc par la menace qui pèse sur les profits de la « Cotonfran », mais aussi par la présence de tungstène dans le Tibesti et de minerais présentant une grande valeur du point de vue militaire. La France, qui attache un grand prix aux mines d'uranium de la région d'Agadès, entend, en intervenant au Tchad, couvrir le flan oriental du district minier du Niger. Maurice Schuman peut ainsi proposer généreusement aux japonais de leur vendre cet uranium à bas prix.

Contrairement à ce que disent les néo-colonialistes français pour camoufler leur pillage, le Tchad possède des richesses naturelles importantes, dont le bilan n'est pas définitivement arrêté. On peut d'ores et déjà citer le pétrole découvert dans le Sahara tchadien et à Doba dans le sud du pays, le fer, l'étain, la bauxite, le zinc et le natron ; les uns au stade de la prospection, les autres insuffisamment exploités.

Le Tchad représente également pour la France un centre stratégique d'intervention militaire dans toute l'Afrique. Fort-Lamy, capitale du Tchad, est l'un des trois bases (avec Dakar et Diégo-Suarès) où stationnent des troupes françaises d'une manière permanente.

« A tout moment, la France est en état de transporter la valeur d'un régiment de parachutistes, dans les 24 heures, en n'importe quel point d'Afrique » (Pierre Mesmer).

De Fort-Lamy, base d'intervention, avec quelque 800 hommes, sont partis les contingents sollicités, en février 1964 par Léon M'Ba, président du Gabon, puis en 1968 par le général Bokassa.

### LA RESISTANCE POPULAIRE ET L'INTERVENTION FRANÇAISE

Le mouvement de résistance populaire que Tombalbaye tente d'écraser avec l'aide de la France, a commencé à s'organiser en 1965 : les paysans refusent de payer l'impôt que le gouvernement vient d'augmenter et se soulèvent contre l'administration (flics, perception, armée). La répression est féroce : l'armée rase les villages, pille, assassine, viole, les habitants se réfugient dans la brousse, la résistance s'organise.

En juin 1966 est créé le Front de Libération Nationale tchadien : FROLINAT. Il se donne pour but de politiser le mouvement populaire et de coordonner l'action politique et militaire. Autour de noyaux politisés, le FROLINAT a rassemblé des groupes mobiles de combattants solidement armés. De plus, dans de nombreux villages se sont constitués des groupes « supplétifs » qui participent à ses opérations et se dispersent ensuite dans la brousse.

Au total, il regroupe environ 3.000 combattants, armés principalement grâce au matériel pris à l'armée tchadienne. Ce n'est pas une organisation fortement structurée, mais plutôt fédéraliste : dans chaque région, un responsable se charge de coordonner les groupes autonomes et de contacter les groupes de paysans, ou de nomades, qui combattent encore d'une manière isolée.

Programme du FROLINAT :

- 1) renverser le régime néo-colonialiste et dictatorial imposé par la France ;

- 2) exiger l'évacuation de toutes les bases étrangères ;
- 3) instaurer un gouvernement de coalition national, démocratique et populaire ;
- 4) réaliser une réforme agraire ;
- 5) supprimer le monopole économique des pays impérialistes et notamment la France ;
- 6) adopter l'arabe et le français comme langue officielle ;
- 7) établir des relations diplomatiques avec tous les pays sauf Israël et l'Afrique du Sud.

En mars 1968, après le soulèvement dans le centre et le sud, l'armée tchadienne doit faire face à la révolte des Toubbous dans le Nord du pays. Tombalbaye fait appel à De Gaulle qui lui envoie une compagnie de parachutistes (rapatriée sitôt sa « mission » accomplie).

LE FROLINAT développe son action : attaque contre les garnisons, les perceptions, les gendarmeries, les préfectures. Il brûle les récoltes de coton achetées par la Cotofran et lance des mots d'ordre : « ne récoltez plus de coton ». « Ne payez plus d'impôts », qui connaissent un très large succès.

L'armée tchadienne, sous-encadrée, indisciplinée, et gagnée par l'alcool, ne parvient pas à rétablir « l'ordre ». Lorsque le rapport de force lui est favorable, elle se livre au massacre et au pillage, lorsqu'il est défavorable, les troupes s'enfuient en abandonnant armes et munitions.

Au début de 1969, l'armée tchadienne est complètement débordée, la vie économique est paralysée, l'administration ne fonctionne plus. Tombalbaye fait de nouveau appel à De Gaulle qui lui propose de réorganiser l'armée, l'économie et l'administration tchadienne. Le gouvernement du Tchad demande également de l'aide à l'U.R.S.S., pour la formation de cadres - ce qui explique les propos de la « Pravda » dénonçant la « rébellion » et affirmant son soutien à Tombalbaye.

En mars 1969, De Gaulle décide de renforcer l'unité d'intervention des troupes de Marine habituellement stationnées à Fort-Lamy, et de préparer l'acheminement de plusieurs compagnies du premier régiment étranger de parachutistes. A la mi-avril, les légionnaires venus du sud-ouest de la France et de la Corse, s'envolent pour Fort-Lamy, où ils retrouvent les parachutistes et l'escadron blindé, basés en permanence dans la capitale du Tchad.

Depuis, le dispositif militaire français n'a fait que se renforcer. Quatre avions au sol, une demi-douzaine d'appareils de transport, une douzaine d'hélicoptères et quelques avions légers d'observation, permettent à l'armée française de s'affranchir des distances qui sont considérables.

La délégation française, commandée par le général Arnoud a pour tâche de recycler l'armée tchadienne, relever ses unités dans les zones de combat, rétablir la sécurité de communications, localiser et détruire les foyers de rébellion.

En septembre, le général Arnoud, jugé trop mou, est remplacé par le général Cortadellas, spécialiste de la guerre coloniale. De nombreux légionnaires débarquent à Fort-Lamy pour relever les soldats du contingent dans les unités combattantes. En novembre, les unités françaises sont remplacées par deux nouvelles compagnies d'infanterie, quelques aviateurs supplémentaires avec un avion d'appui au sol, et 5 hélicoptères. Au total, jusqu'en juillet 1970, la France devrait maintenir quelque 3.000 hommes, parmi lesquels 900 sont groupés en 7 compagnies de combat et forment « le fer de lance ». Précisons que l'armée tchadienne et les forces de sécurité comptent au total 6.000 hommes. Une autre preuve que l'armée française s'installe au Tchad, c'est qu'elle

lance la construction à Fort-Lamy de 7 nouveaux bâtiments et aménage en dur les pistes de terre de certains aérodromes de l'intérieur.

Le Tchad ne sera pas une nouvelle Algérie. Exigeons le départ immédiat des troupes françaises.

(Pour la solidarité avec Martinez et ses camarades - C.C.P. 1354-45 Bordeaux - FABOLA)

#### REPONSE D'UN CAMARADE DE PARIS A CE TEXTE :

Marcel Martinez et Daniel Brochier, qui refusent de rejoindre leur corps d'armée pour aller se battre au Tchad, sont sûrs d'avoir notre sympathie et notre solidarité pour leur geste et leur grand courage.

Mais on ne peut pas en dire autant des milliers d'ouvriers et de techniciens en France et dans le Monde, encadrés dans le secteur de la production qui sert précisément à fabriquer des armes pour ce genre d'intervention militaire, avec la complicité plus ou moins consciente du reste de la population. Oui, camarade, les guerres colonialistes et impérialistes sont motivées par ce phénomène bien connu des contradictions entre les capitalismes rivaux, et la « petite » guerre du Tchad n'échappe pas à cette loi.

Crois-tu sincèrement que le FROLINAT réponde à une véritable aspiration populaire ? Peux-tu m'assurer qu'un jour cette organisation ne pactisera pas avec le colonialisme français ou autre ? Des exemples récents nous donnent à penser que cette possibilité est plus réelle qu'utopique. Le F.L.N. de l'Algérie, les organisations nationalistes du Maroc, de la Tunisie, sans parler de celles de Castro et de Nasser, sont une nouvelle pléiade de « nouveaux maîtres » sans scrupules, où l'individu est écrasé moralement et physiquement.

Oui camarade, la notion de l'Etat, et par contre coup de la nation, conduit l'individu à l'acceptation de toutes sortes de contraintes. L'Etat, quel qu'il soit, a besoin d'une morale nationale, même en fonction d'une problématique indépendance. La discipline achèvera toute résistance qui peut surgir au cours des événements politiques. Nous voyons tous les jours, en Amérique Latine, avec quelle férocité certains gouvernements tâchent d'écraser toute opposition, même de caractère nationaliste. Peut-on parler d'indépendance nationale ? Peux-tu me citer un seul pays vraiment indépendant sur notre planète ?

Les points du programme de FROLINAT contiennent tous les éléments dangereux déjà cités. Lambiguïté de leur programme doit nous mettre la puce à l'oreille. Nous pouvons appuyer l'action des camarades de Bordeaux, mais pas les points d'une organisation qui s'inscrit dans un contexte de rivalités impérialistes. Pour cette raison, nous préférons aborder le problème en séparant l'attitude des camarades de Bordeaux, de celle de FROLINAT, car je suis sûr que ces deux camarades ont refusé de prendre les armes pour des motifs purement sociaux, c'est-à-dire de refuser un combat qui ne s'inscrit pas dans la lutte de classes. Alors, il ne peut pas y avoir de points communs entre ces deux camarades et les points du FROLINAT, car à la fin de ta lettre tu lances la consigne : « le Tchad ne sera pas une nouvelle Algérie ».

Au départ, le FROLINAT, comme toute organisation nationaliste qui se respecte, possède déjà des structures politiques bien définies, qui ont servi pour mobiliser 3.000 combattants. Tout cela nous rappelle le F.N.L. au Viet-nam, avec ses méthodes de mobilisation des paysans et leur encadrement par la force en beaucoup de cas, pour aboutir en fin de compte, à ce monstrueux parti où l'homme disparaît, écrasé par cet appareil.

Oui camarade, le FROLINAT, ne libérera pas les paysans du Tchad, malgré l'hypothétique réforme inscrite dans son programme. Les points en question sont peut être des réformes de structures dans le territoire du Tchad, mais les paysans ne seront pas pour autant libérés, car ces réformes aboutiront à une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme, plus « moderne », c'est-à-dire à une accumulation plus rapide de ce qu'on appelle l'accumulation primitive du capital.

Tu vois, la meilleure aide que nous pouvons apporter à tous ces peuples en formation, c'est de leur faire voir que nous sommes capables de détruire notre système morale capitaliste ?

d'exploitation capitaliste aussi barbare que la leur. Alors ils verront en nous des véritables frères engagés dans une lutte qui servira d'objectif commun à tous les travailleurs de notre planète. Il n'y a pas d'autre forme d'unification dans la lutte des travailleurs du monde que la destruction à l'échelle mondiale de toutes sortes de nationalismes dits progressistes ou autres.

Comment peut-on exiger le départ de troupes françaises du Tchad, quand on supporte, dans la métropole, une industrie de guerre de plus en plus puissante, une armée commandée par des despotes, et un système social où la contrainte est la forme la plus achevée de la

## VIET-NAM

### GUERRE DES PAYSANS D'AUJOURD'HUI ET D'HIER

La lutte armée, au Viet-nam depuis un quart de siècle, contre l'impérialisme, français puis américain, peut être considérée comme une guerre des paysans qui a abouti dans le Nord à la formation d'un Etat dit socialiste, où le capitalisme étatisé possède ses ministres et ses généraux, ses usines, sa police et ses prisons, et dans le maquis du Sud, à la formation par la bureaucratie du F.N.L. d'un « gouvernement révolutionnaire provisoire » dont l'orientation reflète fidèlement la ligne du Parti des travailleurs, ex parti communiste indochinois, parti gouvernemental du Nord

Sous le nouveau régime « populaire » du Nord, les paysans ont vu disparaître leurs anciens exploiters directs, les propriétaires fonciers, et ont été intégrés, avec leurs lopins de terre héréditaires, ou acquis lors de la réforme agraire, dans des coopératives et des fermes d'Etat ; ils sont soumis aux ordres des cadres de l'Etat et du parti ; le fruit de leur travail leur est en grande partie enlevé comme par le passé ; il nourrit la nouvelle classe exploiteuse et dominante, la bureaucratie du capitalisme d'Etat et, avec la plus-value extraite du prolétariat naissant, il constitue essentiellement le fond de l'accumulation primitive.

Dans les régions « libérées » du Sud, la réforme agraire du F.N.L. consiste, d'après son programme, à :

« confisquer les terres appartenant aux impérialistes américains et aux propriétaires fonciers sanguinaires et impénitents, agents des Etats-Unis, pour les distribuer aux paysans sans terre ou mal lotis ;

« reconnaître et protéger le droit de propriété sur les terres distribuées aux paysans par la révolution ;

« l'Etat négociera le rachat des terres avec les propriétaires fonciers dont les possessions dépassent une certaine superficie, compte tenu de la situation dans chaque région, pour les distribuer aux paysans sans terre ou mal lotis. Les paysans bénéficiaires de ces mesures seront dispensés de tout versement et ne seront liés par aucune condition, quelle qu'elle soit ; réaliser la réduction de la rente foncière là où les conditions ne sont pas encore réunies pour la réforme agraire ;

« mettre les terres des propriétaires fonciers absents à la disposition des paysans pour qu'ils les cultivent et jouissent du fruit de la récolte. Ce problème se verra donner ultérieurement une solution appropriée, compte tenu de l'attitude politique de chaque propriétaire foncier ;

« admettre que les propriétaires fonciers offrent leurs terres à l'Association des paysans pour la libération ou à l'Etat. L'Association des paysans pour la libération

et l'Etat distribueront ces terres aux paysans sans terre ou mal lotis ;

« encourager les propriétaires de plantations de plantes industrielles ou d'arbres fruitiers à poursuivre l'exploitation ;

« respecter le droit de propriété légitime sur les terres appartenant à l'Eglise, au clergé bouddhique, au Saint Siège caodaïste et au Saint Siège Hoa-hao ;

« redistribuer les terres communales d'une façon équitable et rationnelle ; assurer le droit de propriété légitime sur les terres défrichées aux personnes qui les ont mises en valeur ». (de F.N.L., p. 77, 78).

Voilà en grande ligne ce que le nouvel Etat du maquis a promis aux paysans qui se battent et meurent sous ses bannières. Dans la situation de guerre actuelle, il est impossible de savoir comment et dans quelle mesure la réforme agraire décidée par les dirigeants du Front est appliquée, mais comment serait-il possible que les paysans bénéficiaires des distributions de terre soient dispensés de tout versement et ne soient liés par aucune condition (à l'Etat). Avec quel riz nourrit-on les troupes du maquis ? Qui paie les impôts et taxes pour alimenter le budget de guerre ?

Quel sort attend les paysans du Sud à l'issue de la guerre, qu'ils croient encore ou ne croient plus la leur ?

Vu le sort des paysans russes ou chinois, après la révolution de 1917, et de 1949, il n'y a pas d'illusions à se faire : les lendemains des masses souffrantes du Sud ne différeront pas, en l'absence d'une vraie révolution socialiste dans le monde, de ceux que connaissent les paysans du Nord.

Le passé vietnamien est jalonné d'insurrections paysannes qui parfois se transformèrent en véritables guerres, mouvements structurés ; elles sont une constante de l'histoire du Viet-nam féodal, provoquent des montées et des chutes dynastiques, sont parfois en rapport avec une occupation étrangère.

Nous devons avoir présent à l'esprit le fait que le paysan vietnamien - nous parlons des paysans pauvres qui constituent l'immense majorité de la population - a vécu jusqu'au 20ème siècle dans des conditions voisines de celles que leurs ancêtres ont connues à l'époque féodale.

Au 15ème siècle, pressurés par leurs seigneurs féodaux en guerre permanente, les paysans subissent encore le pillage des troupes chinoises de Ming, venues occuper le pays. La situation est telle qu'un grand nombre d'entre eux, miséreux, devenus nomades, ainsi que des « braves » (brigands chevaleresques, aventuriers) conduits par un riche agriculteur, Lê Loi, de la province de Thanh-hao, se soulèvent contre les chinois en 1418.



Après 10 ans de guerre, les chinois se retirent et Lê Loi se proclame empereur. Il procède à une sorte de réforme agraire, distribue des terres et rizières communales aux mal lotis qui ont contribué à sa victoire, mais ne touche pas aux propriétés de l'aristocratie foncière. Le phénomène de concentration des terres se poursuit et, moins d'un siècle plus tard, éclatent coup sur coup de nouvelles insurrections paysannes.

Aujourd'hui, les nationalistes de tout poil, communistes staliniens compris, se réclament de ce Lê Loi comme d'un héros de l'indépendance nationale. La réalité, c'est que les paysans qui le suivaient pour sortir de la misère, se sont donné un nouveau maître, qui, une fois au pouvoir, a perpétué le régime d'exploitation féodale. L'indépendance nationale, dans ce cas, a signifié chasse gardée pour les féodaux du pays, de même qu'actuellement elle signifie chasse gardée pour la bourgeoisie nationale ou pour la bureaucratie du capitalisme d'Etat.

Entre 1510 et 1516, une dizaine de mouvements paysans insurrectionnels se produisent, soutenus par la mystique messianique traditionnelle, c'est-à-dire l'espoir de l'apparition d'un sauveur suprême. C'est ainsi que Trân Cao, l'un des chefs paysans, s'inspire de prophéties annonçant l'apparition à l'est des émanations impériales, et qu'il se proclame réincarnation de l'empereur mythique Thich. La dynastie Lê perd tout pouvoir réel : les seigneurs se battent pour le partage du pays, les Trinh l'emportent dans le Nord, les Nguyễn dans le Sud. La paysannerie souffre. La chronique note l'apparition de « braves » qui pillent les riches et distribuent le butin aux pauvres. Tel Nguyễn Huu Câu qui, dans le Nord, en 1743, se proclama « Grand Général de la région de l'Est, Gouverneur du royaume, Protecteur du peuple » et, grâce à la complicité populaire, échappa à la répression jusqu'en 1751.

Dans le Sud, sous les seigneurs Nguyễn, les paysans ne souffrent pas moins du servage. En 1771, éclate la grande révolte des Tây-son (Montagnes de l'Ouest) près de Qui-nhon, conduite par les trois frères Nguyễn Nhac, Nguyễn Huê et Nguyễn Lu. Nhac lui aussi fut

un de ces « braves » distribuant aux pauvres les biens saisis chez les riches. C'est ainsi que les miséreux vinrent à lui, et qu'il mit sur pied une armée paysanne, qu'il s'empara de Qui-nhon et, à partir de cette citadelle, étendit la lutte dans tout le pays contre les féodaux, contre l'invasion des siamois et des chinois. La chronique ne relate pas de mesures sociales en faveur des paysans lorsqu'en 1778, Nguyễn Nhac se proclama empereur du Centre et établit ses frères comme rois, l'un au Nord, l'autre au Sud. Cette dynastie des trois frères ne dura pas. Aidée par les français, la famille seigneuriale Nguyễn reconquit tout le pays et en 1806, Nguyễn Anh se fit empereur, créant ainsi une nouvelle dynastie, celle qui aboutit à Bao Daï. Ce que les paysans ont gagné dans cette guerre de trente ans, c'est la suite et l'accentuation de leurs misères, l'accroissement des corvées et des impôts sous la dynastie nouvelle. Les témoignages abondent : « Tous les peuples sont dans la plus grande misère. Le roi accable le peuple de corvées et de travaux, sans les nourrir ni les payer. Il exige toutes les contributions et ne pardonne rien » (Chaigneau 12-5-1808). « Les impôts sont extrêmement onéreux. Le roi, qui s'occupe à bâtir de nouvelles villes, accable le peuple de travaux. Ici on reconstruit les murs de la ville royale. Les soldats travaillent aux murs et le peuple comble les étangs : beaucoup d'hommes meurent par l'excès de fatigue ; le jour et une bonne partie de la nuit, on travaille ; le reste de la nuit on fait la sentinelle, et on souffre la pluie et le mauvais temps » (Eyot, 9-7-1804).

Durant la première moitié du 19ème siècle, les insurrections paysannes sont pour la plupart menées par les partisans du rétablissement de la dynastie des Lê. A partir de la colonisation française, jusqu'à l'aube du 20ème siècle, elles sont dirigées contre les français par les lettrés partisans de l'intégrité du royaume et de la souveraineté et de la dynastie des Nguyễn.

-----  
*Bibliographie* : C.B. Maybon, *Histoire moderne du pays d'Annam*, Paris 1919 ; Tran Trong Kim, *Viet-nam su-luoc*, Hanoi 1928 ; *Le F.N.L.*, Hanoi 1967.

## LES LUTTES EN FRANCE

### ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Paris - siège - 3.500 employés

Le vendredi 23 janvier, il y a eu une action brève et violente qui, bien qu'elle n'ait débouché sur rien de précis, montre bien la tension latente au sein d'une grosse entreprise. Et ceci dans un secteur employé - réputé peu combatif -

Nous avons déjà décrit dans I.C.O. les effets conjugués de la concentration (mutations, réorganisations, etc...), de l'automation accélérée (mise en service d'un ordinateur de la « 3ème génération » I.B.M. 360-65), d'une rationalisation poussée.

Le conflit portait justement sur la tentative de la direction d'imposer une prime de rendement dans toute l'entreprise, à la faveur d'une harmonisation des salaires de tous les employés. Les syndicats s'étaient déclarés contre mais espéraient régler la question par des discussions (l'intégration des syndicats est très poussée : un supercomité de représentants de tous les syndicats et de la direction règle dans le secret les conditions de travail ; récemment toutes les sections cadres ont adressé une lettre à la direction demandant la mise en œuvre d'une politique de concertation - qui a reçu

une réponse favorable). Mais, la volonté de la direction de « récupérer » sur le niveau des rapports de force depuis mai a fait échouer les discussions sur cette prime. Les syndicats, de leur côté, n'ont pu l'accepter (ce qu'ils ont maintes fois fait dans le passé), en raison de la pression des employés.

Finalement, ils ont dû, les pourparlers épuisés, faire appel direct aux employés, le jour même où une séance du conseil d'administration devait discuter de l'ensemble du problème des salaires, y compris de la prime de rendement. Mais on peut se demander aussi s'ils n'ont pas cherché à éviter un accord - même écartant cette prime - pour avoir un thème d'agitation propre à l'entreprise, à la veille d'élections importantes (pour eux) des délégués du personnel et au comité d'entreprise, les premières depuis la concentration, d'où la nécessité de conditionner les employés du groupe (il y a une surenchère F.O.-C.F.D.T., jouant la carte du gauchisme contre la C.G.T. d'une part et contre le S.N.A.M.-C.G.C. et la C.F.T.C. d'autre part.

Quelles que soient finalement les motivations syndicales, c'est l'action elle-même qui est révélatrice de la pression de la base et d'une situation latente de force.

Voici comment un tract diffusé dans le groupe A.G.F.

par un noyau restreint (existant depuis mai 68, le Comité de liaison A.G.F.) résume ce qui s'est passé :

#### QUE S'EST-IL PASSE ?

Le JEUDI 22 JANVIER, on ne sait RIEN, quelques informations vagues sur la prime de rendement dans les papiers syndicaux : rien sur les trois mois de pourparlers

#### VENDREDI 23 JANVIER :

8 h 30, un tract de tous les syndicats ; ils nous appellent à venir à Richelieu pour le « rejet catégorique des primes à caractère variable et individuel » (admirons la formule qui peut toucher toutes les primes de rendement).

9 h, Cour Richelieu : manifestez pour le rejet de la prime par le conseil d'administration (il y a 2.000 à 2.500 employés qui manifestent à ce moment).

10 h, ça commence à changer : il faut obtenir le vote de l'harmonisation mais la disjonction de la prime de rendement (ce n'est plus le rejet).

10 h 30, les palabres durent, chacun s'impatiente, sous la pression, les chefs syndicaux laissent occuper les couloirs autour de la salle du conseil. Il y a foule partout, les chefs ne réussissent pas à obtenir le calme.

11 h 30, comme les employés ne se lassent pas et même commencent à se fâcher (tapis décloués et cendriers tordus), les bonzes syndicaux, après plusieurs conciliabules secrets proclament qu'ils vont donner le compte rendu des discussions dans le Hall Favart ; ça permet de dégager les abords de la salle du conseil. Comme cela les directeurs et administrateurs pourront partir sans risques et être à l'heure pour déjeuner. De plus, ils ont pu délibérer en toute sérénité (1).

12 h, toujours pas de compte rendu, mais les directeurs et administrateurs se tirent tranquillement sous la protection de Gallardeau (bonze F.O.). A tout hasard, quelqu'un fait remarquer à quelques jeunes qui essaient de s'opposer à cette sortie qu'il fait du Karaté...

12 h 05, les administrateurs en sécurité, on peut annoncer aux employés, massés dans le hall Favart (il en reste plus de mille, beaucoup plus que ne l'espéraient les dirigeants syndicaux), qu'une commission paritaire va étudier le problème...Ceux qui voulaient prendre la parole ne purent s'exprimer.

Tout se termine dans la plus belle confusion. Et l'après midi, chacun est retourné dans son coin faire son rendement et rattrapper le retard...

Tout paraît retombé maintenant, mais il est bien évident que tout peut reprendre à tout moment, sous une forme ou sous une autre. Bien que les syndicats aient gardé le contrôle du mouvement, la peur d'être débordé se lisait dans tous leurs gestes -et ils le furent effectivement (un dirigeant F.O. déclare même aux employés assemblés : « On n'espérait que vous viendriez si nombreux »). Un tract C.F.D.T.-F.O. distribué la semaine suivante crie victoire et parle de « calme et discipline » « troublé par un léger incident causé par des éléments irréductibles ». Allusion à un accrochage, à la fin de la grève, entre dirigeants syndicaux déchaînés de se voir démasqués par des opposants devant une cinquantaine d'employés, en majorité membres des bureaux syndicaux.

## A L'HOPITAL NECKER

(de camarades de Paris)

L'hôpital Necker fait partie, comme tous les hôpitaux de Paris, de l'assistance publique. Il comprend :

--- Necker-enfants malades : médecine, chirurgie infantile ;

(1) Pendant qu'on attendait et devait faire silence, le conseil d'administration discutait des nominations de directeurs...

--- Necker-adultes : médecine, chirurgie générale. Il existe au sein de l'hôpital adultes un département autonome de néphrologie et urologie édifié en 1968. C'est un service ultra-moderne comprenant :

- une clinique néphrologique,
- un service de transplantation rénale,
- des unités de recherches,
- une clinique urologique chirurgicale.

Les locaux brillants et le matériel ultra perfectionné de ce service contrastent avec les crèches où sont parqués les enfants et les salles communes où croupissent les adultes.

L'administration générale de l'assistance publique verse X fric pour la gestion de l'hôpital, fric ensuite réparti sous forme de matériel dans les différents services, et bien entendu le secteur prioritaire de la répartition est : la science, le progrès, la recherche, au détriment des autres services. Ainsi on constate un gaspillage inouï de médicaments, matériel, fric, dans les services « scientifiques » de greffe et c'est la misère du côté enfants et adultes.

Non seulement la gestion est parasitaire en absorbant des capitaux dans des services secondaires, mais les médecins revendiquent au maximum leurs droits sacrés de sorciers-flics :

a) ils ont droit de vie et de mort : cf les autopsies, les ablations d'organes sur des cadavres, les greffes ;

b) ils refusent les congés de maladie non motivés médicalement et les abrègent au maximum. Ils préfèrent en effet un travailleur qui est virtuellement un accidenté ou un véritable malade en perspective et qui vaudra donc le coup d'être soigné, interné, bourré de médicaments, à un patient qui n'aurait besoin que de repos ;

c) ils se conduisent aisément en salopards. En décembre 1969, deux employées de l'hôpital Necker furent renversées par une voiture en revenant de leur travail. Au service d'urgence de Necker, le médecin refusa non seulement l'hospitalisation de l'une d'entre elles qui avait un traumatisme crânien, mais aussi de faire les premiers soins. Ces employées étaient étrangères, l'une martiniquaise, l'autre espagnole ; on leur refusa un certificat d'accident de travail ; une ou deux infirmières furent finalement informées de cet « incident » deux mois plus tard.

Devant leurs conditions de travail déplorables (horaires de nuit - travail emmerdant et isolant) quelques infirmières, infirmiers, et leurs copains, colorèrent quelques murs blanc-putride de l'hôpital et affichèrent cette affiche :

On refuse l'hospitalisation d'une travailleuse de l'hôpital, femme de ménage immigrée, accidentée pendant son trajet, on refuse de lui accorder l'indemnité accident de travail, mais on dépense des sommes gigantesques pour greffer des personnalités. Ce secteur, pseudo-scientifique, permet seulement l'investissement de fric. Ce modernisme spectaculaire est basé sur le gaspillage (comme pour les recherches sur le cancer, spatiales, pour l'industrie d'armement, les gadgets, etc...). Plus un secteur scientifique est « avancé » et prôné, plus il représente le pourrissement vain et inutile de son contenu.

A côté de ce secteur qui tourne à vide (10 % de réussites au mieux) la médecine marchande entretient le matériel humain pour qu'il puisse, au plus vite, retravailler et consommer. Mais le système d'exploitation ne laisse rien au hasard : le malade doit aussi être rentable en tant que malade : d'où la consommation de toutes les merdes pharmaceutiques.

On retrouve dans l'industrie pharmaceutique tous les caractères dégueulasses (publicité, gaspillage, concurrence marché) de n'importe quel secteur de consommation.

*Le mythe de la médecine est aussi entretenu par :*  
— la puissance sacrée du docteur-sorcier qui manipule les corps, la vie, la mort, la souffrance.  
— la vénération des drogues qui arrivent à avoir des effets magiques (on remplace ainsi certains calmants par de l'eau et les mêmes résultats abrutissants sont obtenus). Le malade les attend comme un calice.  
— le pieux respect des lieux : a) urbanisme isolant pour les malades (démoralisation - inquiétude sur son sort - dramatisation - répression sexuelle) et pour les travailleurs (difficultés de se voir, donc d'agir ensemble) ; b) surveillance, paternalisme, séparation, aucun rapports réconfortants (les visites à voix basse ne font qu'augmenter la solitude) ... tout ceci justifie qu'on « remonte la sauce » à coups de drogue ; c) silence religieux (angoisse, calmants et autres médicaments).

*Dans les boutiques de la MEDECINE-FLIC-FRIC, les épiciers spéculent sur le dos des malades-marchandises sans parler des malades « intéressants » et des services « privés ».*

*« PREVENIR VAUT MIEUX QUE GUERIR ». Ce n'est pas l'avis de nos commerçants qui réparent les dégâts que le travail et les conditions de vie intolérables font subir aux corps humains.*

*Seule une vie plus saine (réalisation des désirs - rencontres passionnantes - communication de gens - disparition du travail) permettra de prévenir les maladies et non de raccommoier les morceaux.*

*MEDECINS-MARCHANDS DE SOUPE et tous vos suivants, vous pourrissez à l'image du vieux monde.*

### E.D.F.

Le point de vue d'un camarade anarcho-syndicaliste, délégué C.G.T. à la centrale thermique d'Ambes (Grde)

*Vouloir comprendre et... se comprendre...*

Certains camarades d'I.C.O. et bien d'autres jeunes, acquis sans restriction à une doctrine dite d'extrême-gauche, ont bien du mal à comprendre et même à admettre l'attitude et le comportement de certains autres camarades, tels les anarchistes, les anarchos-syndicalistes, les libertaires, et surtout l'homme de la rue qui, dans le cas qui nous intéresse, est représenté par l'ouvrier.

L'exposé qui suit a pour but d'informer les camarades d'une situation dans un lieu précis et, d'autre part, de fournir des éléments susceptibles de permettre une meilleure compréhension des positions de chacun.

Grève de 24 h du 19-11-69 : Comme vous le savez, elle concernait E.D.F.-G.D.F. Elle émanait du seul mot d'ordre de la C.G.T. L'U.N.C.M. ayant dit la grève n'est plus d'actualité, il faut une autre forme d'action. F.O. pas d'action, il faut poursuivre les pourparlers ; la C.F. D.T. proposait, elle, des grèves d'une heure étalées sur plusieurs semaines...

Quel était alors la position du personnel C.G.T. de la centrale d'AMBES ?

Rappelons, en premier, que dès 1966, celui-ci, dans sa grande majorité, 90 %, se prononçait contre les grèves de 24 h, considérant celles-ci sinon inutiles, mais inefficaces en regard de l'action à mener pour obtenir autre chose que des miettes (pas de mendicité, pas de grève au rabais), nous demandions dès lors à notre fédération de bien vouloir porter notre point de vue à la connaissance de l'ensemble des adhérents, à seule fin de connaître l'opinion des uns et des autres. Cette demande ne fut jamais admise par la Fédération, de ce fait nous décidâmes, en 1967, de ne pas suivre l'un de ces mots

d'ordre de grève de 24 h lancés par la Fédération à seule fin d'attirer l'attention sur cet aspect du problème ; cela fit quelque bruit, notamment en séance du Conseil Syndical du Centre de Bordeaux, personne cependant osa dire qu'il nous comprenait, personne ne put davantage nous démontrer que nous avions tort vis à vis des arguments que nous avançons. En avril 69, après avoir suivi bien d'autres mots d'ordre de grève de 24 h, nous décidions à nouveau de marquer notre désaccord, mais cette fois quelques camarades se désolidarisèrent et refusèrent cette désobéissance au mot d'ordre de la Fédération. De plus, il est à noter qu'ayant invité les contestataires à faire malgré tout une heure de grève, pour notifier à la direction le sens de notre désaccord, et pour discuter entre nous, ce n'est qu'une petite minorité qui se trouva à ce rendez-vous.

19 NOVEMBRE 1969 : encore un mot d'ordre de 24 h. Bien qu'étant secrétaire de la Section (donc délégué), je m'en tiens à ne donner aucune consigne. Le 18, certains camarades ont pris l'initiative de réunir le personnel, ils ont demandé et eu l'assurance du Conseil Syndical de Bordeaux qu'un des membres vienne assurer la tenue de cette réunion. Il n'est pas venu !

Cette réunion fut assez houleuse. Certains de ceux qui provoquèrent cette réunion font tout pour me discréditer auprès des camarades ; à noter que le plus acharné est celui qui était le secrétaire avant moi en 1965, qui ne s'est pas représenté en 66, et qui a lâché la section avec quelque 400 F de découvert. Ce à quoi je n'ai jamais fait allusion ; si je cite cela, c'est pour que chacun puisse saisir tous les aspects de la situation.

A cette réunion, je me contente de rappeler à chacun les raisons pour lesquelles nous avions contesté en 66-67 et pour lesquelles je conteste encore aujourd'hui. On me rétorque : il y a la discipline et la démocratie syndicale. A cela je réponds : le syndicalisme c'est en premier le respect de la personnalité humaine, c'est donc avant tout trouver les éléments et les conditions par lesquelles on arrive en toute liberté à persuader chacun du bien fondé de l'opinion que l'on cherche à faire admettre ; et non une conception par laquelle une partie des individus impose à une autre ceci ou cela, par le seul fait que cette partie est majoritaire. C'est le bon sens qui doit faire l'unité et non la suprématie d'une quelconque majorité bien souvent contestable.

Il faut à présent signaler que pour diverses raisons, soit de service, soit personnelles, la moitié environ du personnel C.G.T. assiste à cette réunion. Un vote à mains levées a lieu, six gars seulement se prononcent pour contester et ne pas faire cette grève. Cependant, lorsque les camarades décident de dresser la liste de ceux qui se sont prononcés pour la grève, ils ne récoltent que 14 noms, une bonne moitié s'étant défilée, la séance est alors terminée. A noter qu'à aucun moment je n'ai désavoué ceux qui se prononcent pour la grève, pas plus que je n'ai encouragé, si ce n'est par ma position personnelle, ceux qui étaient contre. En définitive, le personnel C.G.T. de la centrale d'AMBES s'est prononcé à 90 % pour cette grève.

Pour obtenir ce résultat, ceux qui avaient organisé la réunion firent circuler la liste comportant les 14 noms et recueillir individuellement l'accord de chacun.

Nous fûmes donc à la C.G.T. d'AMBES 10 % à ne pas faire grève, c'est-à-dire à contester la valeur de celle-ci en tant que grève de 24 h. A noter que ce point de vue s'est développé cette année dans d'autres services ; les uns pensent qu'elles sont un pis aller, alors que d'autres pensent qu'il faut trouver d'autres formes d'action, ce qui revient au même, mais qui est pire, car cela laisse à supposer qu'ils ne considèrent plus la grève comme l'arme suprême du monde du travail.

Par ailleurs, dans la généralité, il ne faut pas oublier qu'un certain nombre de gars rechignent à faire grève, même réduite à 24 h, et ceci même au sein de la C.G.T. et peut-être même dans une proportion assez grande, c'est probablement une des raisons pour lesquelles il nous a toujours été impossible d'obtenir des précisions auprès de la Fédération malgré notre attitude et nos nombreux appels en ce sens. C'est peut-être aussi une des raisons pour lesquelles la Fédération C.G.T. n'ose pas lancer de grève plus dure compte tenu par ailleurs, que bien souvent elle se retrouve seule.

- En conclusion, je pense que l'on peut en déduire :
- A) qu'une minorité de gars (ceux que j'appelle les purs militants) affirment que seule la Fédération sait ce qu'il faut faire, et que l'on n'a pas à discuter les mots d'ordre.
  - B) qu'une partie des gars pensent que la Fédération n'est pas infaillible, et même qu'elle se trompe quelque fois, mais que la discipline syndicale veut que l'on ne soit pas cause de division, donc que l'on se plie aux décisions prises.
  - C) qu'une partie des gars pensent que la Fédération fait des erreurs regrettables qu'ils critiquent très sévèrement, tout en se gardant, dans bien des cas, de concrétiser leurs critiques par leurs actes, « ce sont les girouettes ».
  - D) qu'une toute petite partie « où je me trouve » conteste et agit en fonction de cette contestation.

Voici donc où nous en sommes ici. Après ces dernières prises de position, quelle va être celle des adhérents à mon égard en tant que secrétaire de la section ? L'avenir nous le dira.

Par ailleurs, je dois vous signaler que dans ce même laps de temps, sur le plan local, j'ai réussi à établir une motion sur une revendication particulière à AMBES, l'alignement sur la zone de Bordeaux qui est passée de 22 à 23 % que l'on cherche à nous refuser.

Cette motion établie sans étiquette syndicale et que j'ai réussi à faire admettre, non sans mal, par l'ensemble des délégués, prévoit notamment une grève de 48 h minimum si nous n'avons pas de réponse favorable d'ici le 10 décembre 1969. Naturellement cette motion n'aura une valeur effective qu'à partir du moment où elle aura recueilli l'accord et la signature de la grande majorité du personnel. En sera-t-il ainsi ? Nous le pensons, mais nous savons, par expérience, qu'il ne faut jurer de rien.

Pour notre affaire des 23 %, l'action entreprise a marqué, puisqu'avant même la signature de la motion par les agents, la direction de la production thermique du Sud-Ouest nous informait que Paris « Boiteux » avait donné son accord.

GREVE DES 25 et 26 NOVEMBRE 1969 : Je ne peux mieux faire pour vous parler de ces deux jours de grève que de vous donner un compte rendu de la réunion du conseil syndical C.G.T. de Bordeaux où se retrouvent l'ensemble des secrétaires de section de la région, et qui eut lieu le mardi 4-11-69. Lorsque j'arrive, la discussion est déjà engagée, elle porte à cet instant sur la grève des 25 et 26, notamment sur le fait de l'arrêt des coupures. Le responsable dit : ici à Bordeaux, nous tenions bien la grève en mains, de cette façon, de nous-mêmes, nous avons pu décider de palier aux inconvénients subits par les petits usagers en regard du froid, en instituant une rotation des coupures, ce qui n'a pu être fait partout en France, car dans beaucoup d'endroits c'est les directions qui avaient les commandes en mains. Sur le plan national, vu les événements, on parlait à l'aventure, on risquait de se casser la gueule en dressant l'opinion publique contre nous. Malgré toutes ces informations, il ressort que cette entreprise a été mal comprise par un grand nombre d'agents, d'autant

plus mal que beaucoup d'entre eux s'étaient refusés de faire grève sans coupure le 25, tandis que d'autres, tout en admettant la nécessité d'informer le public, donc de faire grève, regrettaient cette forme passive.

Le 25, sur le plan de la région de Bordeaux, cette grève a malgré tout bien marché, environ 150 véhicules E.D.F.-G.D.F. et 600 agents attirèrent l'attention du public, pendant que d'autres distribuaient 30.000 tracts d'information. A noter qu'à aucun moment, la police n'est intervenue ; il est vrai que certains camarades assurèrent le contrôle de la circulation. A propos de l'utilisation des véhicules pour manifester, il est à noter que la direction n'a fait aucune allusion ; par contre, notre vénéré maire, Monsieur CHABAN DELMAS et son équipe de casseurs ont jeté des hauts cris.

L'important, dans cette action particulière, ne vient cependant pas de cette prise de position, mais de celle d'une fraction assez importante de camarades au sein du conseil syndical, qui pensent que c'est aller trop loin dans l'action.

GREVE DU 26 « journée avec coupure ». La grande majorité des agents C.G.T.-C.F.D.T. participent à cette grève, le climat est bon, chacun semble prêt à poursuivre plus avant cette grève si la situation se durcissait... les responsables syndicaux C.G.T.-C.F.D.T. de la centrale d'Ambès avaient avisé la direction que :

- A) en cas d'intervention de la police à la Centrale, dans un premier stade, il y aurait arrêt immédiat d'un premier groupe (quand nous sommes en grève, les deux groupes de 125 Mw tournent chacun au minimum technique de 30 à 40 Mw).
- B) Dans le cas où la police occuperait la Centrale, mise à l'arrêt des deux groupes et sécurité du matériel assurée par les grévistes.
- C) Dans le cas où la direction chercherait, par un biais quelconque, à faire reprendre la charge, les grévistes considéreraient que la direction prend la responsabilité d'assurer elle-même la sécurité du matériel ; de ce fait, les agents grévistes, dégageant leur responsabilité, suspendront toute activité.

Tel était le climat de cette grève, puis nous apprenons qu'il est question de l'arrêt de la grève. Dans un premier temps, chacun crut qu'un accord était conclu avec Bordeaux. Nous avons alors accueilli ces premières informations concernant une réponse éventuelle sans trop de regret connaissant les contraintes subies par les petits usagers en regard du froid. Mais... lorsqu'on nous apprit qu'il n'y avait aucun accord sur nos revendications, et que la reprise a été due au seul fait que la Fédération a été assaillie par les petits usagers « on se doute lesquels » et aussi par les actions mêmes des petits groupes de contre manifestants, on peut dire que tous nous avons été stupéfaits. Ce fut alors un tolé général contre les responsables d'une telle décision.

Avec le recul du temps (réunion du 4-11-69), un camarade responsable du syndicat des cadres nous apprend qu'il a fait un sondage parmi le personnel du centre et des Régies. Il en résulte que la majorité ne comprendrait pas que nous en restions là. Un autre responsable dit alors que les délégués et la Fédération sur le plan national, pensent, compte tenu des conditions actuelles, changer la forme d'action. La grève serait faite par à-coups. C'est-à-dire 2 h le matin, 2 h l'après-midi. Toutes les centrales ayant alors pour consigne de baisser la charge au strict minimum durant ces périodes de 2 h, la baisse de fréquence engendrant dès lors un délestage automatique, au cas où les directions n'y pourvoieraient pas. Un camarade dit alors « notre section n'est pas du tout d'accord, les coupures de 2 h c'est du bidon. Il y a quelques jours, nous avons pris avec vous en Assemblée générale des décisions et ON REVIENT

DESSUS ». Un second camarade dit : « s'il n'y a pas de coupure, les gars ne feront plus grève. Vous dites, il faut persuader les gars de F.O., mais avant il y a des nôtres à persuader ». Moi, je dis pour ma part, le fait de recruter des gars de F.O. n'est pas une activité majeure, je préfère autant voir des gars de F.O. dire à leur délégué de prendre exemple sur le délégué C.G.T. Ce qu'ils disent est certainement dans l'ensemble plus écouté que ce que le délégué C.G.T. pourrait dire.

Le camarade responsable... pas d'accord, l'essentiel, c'est le recrutement.

Boiteux, le directeur E.D.F. ayant rédigé une lettre à l'attention de l'ensemble des délégués syndicaux, par laquelle, point par point, il affirme être resté en accord avec le constat de Grenelle, plusieurs camarades s'interrogent. Le responsable répond : « Pauwels, délégué fédéral, nous a informé que cette lettre était truffée de mensonges et que Boiteux refusa un débat publié à la TV... (à noter qu'aujourd'hui, après près de trois mois, rien.).

Dans la suite du débat, il est question d'une revendication lancée par la Fédération, celle concernant la grille des salaires. Je dis : « j'avoue que je ne vois pas très exactement par quoi se concrétise cette revendication ». Le responsable : « ceci ne concerne qu'une fraction du personnel.

(suit toute une explication sur les catégories et les augmentations qu'on leur accorde.)

L'heure tardive (22 h) fait que cette réunion se termine là. Janvier 70... C'est le grand battage sur le plan des Fédérations autour du fameux contrat de progrès. Cela déteint vite sur le plan local. Le 8 janvier, en tant que responsable de la section syndicale C.G.T. de la centrale d'Ambès, je publie le texte suivant :

Ouvrons les yeux ! Les responsables F.O.-U.N.C.M.-C.F.D.T., dans leur communiqué suite à leur réunion commune du 5-1-70, disent :

1) la séance a été consacrée à la critique objective de la convention salariale.

(nous disons : est-on objectif lorsqu'on refuse et évite le dialogue avec disons la moitié du personnel)

2) après un débat très ouvert l'ensemble des participants considère que sa mise en application *devrait* représenter des progrès sensibles sur les *processus antérieurs*.

(nous disons : devrait, dites-vous ? c'est donc que vous doutez, de plus, vous dites que les *procédures antérieures*. N'est-ce pas là faire comprendre à chacun combien votre soutien à cette convention est INACCEPTABLE, puisque l'ensemble des fédérations avait considéré les procédures antérieures comme nuisibles. Vous engagez donc vos adhérents à se déclarer d'accord sur cette convention parce qu'elle est un peu moins nuisible (sans commentaire).

3) « Il n'en reste pas moins évident que nous devons être vigilants et tout mettre en œuvre pour, non seulement assurer son fonctionnement satisfaisant, mais aussi pour son amélioration ».

(nous disons : quel progrès... sans commentaire).

Nous comprenons d'autant mieux à présent pourquoi vous ne nous avez pas permis d'assister à votre réunion et aussi pourquoi vous vous êtes bien gardés de venir nous contredire dans la nôtre qui vous était ouverte...

Engager les agents à signer cette convention telle qu'elle est, nous le disons bien haut, c'est trahir la classe ouvrière, car c'est l'engager à aliéner elle-même sa liberté et son bien être, alors que RIEN ne l'y contraint.

Si ce n'était une vérité, croyez-vous, camarades, que Boiteux, Chaban et Cie, vous engageraient si fort à accepter.

CONSULTATION DU 14 JANVIER 1970 : inscrits : 184 - votants - 98 - blancs ou nuls : 0 - exprimés : 98 bulletins marrons « il faut la signer » . . . . . 4 bulletins verts « il faut reprendre la négociation » 94 (il est intéressant de noter que sur ces 94 voix, 25 environ étaient les voix des agents non syndiqués pour diverses raisons - rupture avec leur syndicat, non encore syndiqué, ou pas syndiqués pour raisons multiples.)

94 voix représentent 51,09 % de l'ensemble du personnel de la centrale d'Ambès. A noter qu'actuellement, il y a environ 50 % du personnel dans les catégories 1 à 5 et 50 % dans les 6 à 14.

GREVE DE 24 H DU 19-11-69 : Comme je vous l'avais signalé, malgré que je sois secrétaire de la section syndicale C.G.T., j'ai contesté la valeur de cette grève, et je n'ai pas pris part à celle-ci, malgré le fait que 90 % des adhérents aient suivi ce mot d'ordre. Qu'en découle-t-il, sur le plan local nous avons fait une réunion générale où presque tous les adhérents étaient présents ; j'ai alors rappelé à tous les camarades que si je m'occupai du syndicalisme c'est pour la raison, comme je leur ai dit dès le début il y a quatre ans, que j'ai un idéal révolutionnaire, et que je ne ferai rien qui ne soit en harmonie avec cet idéal. Donc, il n'est pas question pour moi, ni à présent, ni dans l'avenir, de faire ceci ou cela, même dans le cas où je suis seul en désaccord avec ce qui peut être décidé. Par contre, dans ces cas, je donnerai toujours carte blanche à tous les camarades pour faire ce que bon leur semble. Ceci dit, les partisans de la discipline syndicale avant tout, essaient une fois de plus de me démontrer à moi, et aux autres camarades, que ma position n'est pas démocratique, etc, etc... En conclusion, j'évite la polémique.

... Après quoi, un autre débat est engagé sur la question : constitution d'un bureau commun C.G.T.-G.N.C. Le G.N.C. étant la section syndicale C.G.T. comprenant les agents de 6 à 14 techniciens, maîtrise et cadres), cette section marchant sans bureau depuis deux ans, par manque de volontaires. L'accord s'étant fait, il est fait appel aux candidats. A l'unanimité, je suis réélu et désigné comme secrétaire général du bureau commun C.G.T.-G.N.C. (à noter que 6 cadres ont préféré être rattachés au groupe G.N.C. sur le plan régional).

Ainsi, malgré mon comportement, les camarades me gardent leur confiance. Il est vrai que je dois dire que pas un seul n'était candidat à ce poste. Donc ma réélection n'a pas une signification bien déterminée.

Pour terminer, je signale aux camarades d'I.C.O. que c'est la Gironde qui a obtenu le plus grand pourcentage de voix lors de la consultation du 14 janvier : 69,20 %

A présent, nous attendons la suite.

## LA C.G.T. ET LA HIERARCHIE

(tract de la section syndicale C.I.I.  
les Clayes s/ Bois - 10-69)

### SALAIRES ET HIERARCHIE

*Rares sont les salariés, qu'ils soient ouvriers, employés techniciens, ingénieurs, qui ont le sentiment de percevoir un salaire suffisant. Nombreux sont ceux qui estiment ne pas être payés à leur valeur véritable, et non moins nombreux ceux qui admettent des salaires différenciés en fonction de l'emploi qu'ils occupent.*

QU'EST-CE QUE LA HIERARCHIE DES SALAIRES ?

*Il s'agit, sur ce dernier point, d'une contestation aujourd'hui valable quel que soit le régime économique et qui trouve sa justification dans la théorie économique*

de la valeur sur laquelle nous reviendrons ultérieurement,

Cet échelonnement, depuis le plus bas jusqu'au plus élevé des salaires, constitue la hiérarchie des salaires.

Lorsque l'ouvrier, le technicien ou l'ingénieur se fait embaucher, il ne se présente pas avec son travail, il ne se présente qu'avec ses seules capacités de travailler, sa FORCE de TRAVAIL ; c'est-à-dire un ensemble de facultés physiques (robustesse, dextérité, habileté) et intellectuelles (connaissances, expérience, esprit de responsabilité) qui, mises en mouvement créent les objets utiles à la Société.

Il y a donc des hommes avec des qualités physiques et intellectuelles capables de réaliser des travaux plus ou moins complexes. Il y a une graduation dans ces qualités, par conséquent une hiérarchie des forces de travail.

QUELLE est la VALEUR de cette FORCE de TRAVAIL ?

Mise sur le « marché du travail » par le salarié, cette force de travail marchandise, a une valeur qui correspond au temps de travail nécessaire à sa formation, son entretien et son indispensable renouvellement avec les enfants.

Si la valeur correspondant à l'entretien et le renouvellement s'évaluent de la même façon pour toutes les catégories, il va de soi que celle correspondant à la formation d'un O.S. est inférieure à celle d'un professionnel, d'un dessinateur, d'un ingénieur.

Il va de soi que les connaissances les plus élevées, les plus complexes, s'intègrent dans les marchandises sous forme de valeur plus grande que celle qui sont les plus simples.

L'inégalité de valeur des différentes valeurs de travail est aujourd'hui manifeste. Les prix de ces forces de travail seront nécessairement différents et se traduiront par une hiérarchie bien définie des salaires, codifiée à l'aide de coefficients.

ET LES PETITS SALAIRES ?

On oppose souvent leur insuffisance à la hiérarchie des salaires.

Disons tout d'abord que nous revendiquons à la C.I.I. un salaire mensuel minimum garanti de 1.000 francs lié à l'évolution du coût de la vie (c'est-à-dire l'entretien de la force de travail) par une échelle mobile.

De plus, étant donné l'évolution rapide des sciences et des techniques, l'ensemble des salariés et en particulier les petits coefficients, voient leur travail devenir plus complexe, plus exigeant.

Ceci justifie pleinement une révision de toute la hiérarchie, et surtout celle des petits coefficients d'employés et de techniciens qui doivent être relevés de manière conséquente. Nous voulons également la suppression des catégories M1 et O.S.1. Nous voulons que la hiérarchie évolue en voyant ses points bas se relever.

DEFENDRE UNE TELLE HIERARCHIE  
CONTRE LES PATRONS

Une hiérarchie unique du manœuvre à l'ingénieur, où chaque palier est défini par un coefficient, de laquelle dépend le salaire, n'est pas du goût des patrons.

Les O.S., les professionnels, les employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise, doivent savoir qu'ils ont à se battre pour l'amélioration et le respect de leur classification, pour le redressement de leur coefficient hiérarchique. De ce fait, ils sont tout autant intéressés que les ingénieurs à la défense de la hiérarchie.

Le manœuvre même, qui n'entend pas perdre sa retraite comme tel et à qui on doit offrir le moyen d'accéder à des échelons plus élevés est lui aussi, en définitive, intéressé à la défense de la hiérarchie des salaires, prélevée sur les profits patronaux.

« Dans les conditions actuelles, toute réduction de la hiérarchie par le haut, ne peut qu'aboutir à une augmentation des profits capitalistes, et non à l'augmentation des salaires des ouvriers.

Il ne faut pas opposer les salaires des ouvriers aux salaires des cadres, mais tous les salaires aux profits capitalistes.

Le scandale n'est pas dans la différence entre les salaires du manœuvre et celui de l'ingénieur, mais dans le fait que le M.1 ne gagne pas 80.000 A.F. par mois, alors que des administrateurs ou des P.D.G. émargent à plusieurs millions ! »

Dans la bataille de la classe ouvrière contre le patronat et le pouvoir des monopoles, elle doit s'allier avec les ingénieurs, cadres et techniciens. Cela suppose que l'on défende les revendications de toutes les catégories et non qu'on appelle certains à faire des sacrifices qui grossiraient encore les profits capitalistes.

AU SUJET DES AUGMENTATIONS :

Aujourd'hui, les patrons ont introduit de telles disparités dans les grilles de salaires, ont étalé la hiérarchie de telle façon que les salariés les plus favorisés pensent que se sont les augmentations en sommes fixes qui sont les plus justes.

C'est effectivement un moyen pour rétablir des situations anormales.

Mais les patrons préfèrent nous voir agir ainsi, que de voir tous les salariés, du manœuvre à l'ingénieur, revendiquer une véritable grille de salaires qui rétablisse une juste hiérarchie de la rémunération avec un rapprochement des mini-garanties le plus près possible des salaires réels.

Un écrasement de la hiérarchie des salaires n'apporte aucune amélioration aux catégories les plus défavorisées, en n'aboutissant qu'à une réduction de la masse salariale si chère aux patrons qui organisent l'anarchie des salaires si l'on n'agit pas.

La défense et la revalorisation d'une hiérarchie unique doit permettre, parce que claire, de lier les luttes de tous les travailleurs pour la défense de leurs rémunérations.

## CORRESPONDANCE

DE ZAMBIE :

« ...Et quoi qu'on en dise, je crois qu'il y a une différence entre la vie en Afrique et celle que j'avais connue jusqu'à maintenant. Les contraintes, l'aliénation qui existent ici, collent moins à la peau.

C'est à peine croyable comme on prend vite les habitudes de la couche sociale à laquelle on est apparenté.

Economiquement, socialement, je suis devenu important. tant.

Les contacts avec les noirs sont, pour le moment, pratiquement impossibles et ils se limitent aux paternalistes pourboires (interdit en ZAMBIE).

Ajouter encore les barrières de la langue. Quand les noirs veulent parler anglais, je ne comprends que très

mal, et je suis encore incapable de parler un des 72 dialectes zambiens, aussi différents entre eux que le français et l'allemand.

Il y a deux grands groupes linguistiques ethniques et politiques : les Bemba, numériquement les plus nombreux (au Nord) et les Tonga qui sont au pouvoir (province centrale). Ce qu'il faut savoir tout de suite : avant l'indépendance (1964), il y avait 20 licenciés en ZAMBIE, aussi, quand il fallut constituer un gouvernement, on a pris tous les gens un peu lettrés, profs, instituteurs, et on les a bombardés ministres, ambassadeurs, proviseurs de lycée, etc...

Evidemment, toute l'économie est basée sur le cuivre. « Aide » extérieure dans ce domaine *considérable*.

Sur le plan politique, je n'y vois pas encore très clair et la notion de classes est pour le moment encore absolument insensible. Maîtres blancs, maîtres noirs, exploités blancs, exploités noirs.

Et puis, il y a tous ceux qui se promènent, qui ne doivent jamais travailler (les bienheureux), qui s'assoient au bord des routes, qui attendent, ou qui n'attendent pas. Je ne sais pas.

Il y a le grand parti majoritaire UNIP (équivalent en gros UDR + UJP) et le parti d'opposition (ANC ?) semi-autorisé, mais je ne vois pas très bien en quoi ils (les deux partis) diffèrent.

La région minière : le copperbelt est très localisée géographiquement et c'est là que doivent se poser le plus de problèmes. C'est la région où les blancs, les noirs, sont le plus racistes.

A étudier : les rapports racisme-production. Il est extrêmement difficile d'avoir des informations et il faut être très prudent si on ne veut pas se réveiller mort ou être traité comme pestiféré.

C'est à tel point que, dans le copperbelt, le prof blanc qui parle à ses élèves dans la rue, est considéré comme un fou ou incapable par les noirs, et comme un noir, c'est-à-dire comme une merde, par les blancs. ALORS ? Encore c'est bien s'il s'en tire sans une double (noire et blanche) bastonnade.

Pourtant, les blancs du copperbelt se disent non racistes. Par exemple, ils n'interdisent pas l'entrée du spectacle aux noirs, mais ils font payer le billet 10 K (80 F), que seuls les blancs peuvent se payer, nous non plus. Des fois (souvent), à la fin du mois, le noir se saoule la gueule, et il bouffe du blanc, ma foi c'est pas plus mauvais que la china (bouillie de maïs).

Ajouter les problèmes extérieurs avec les pays déclarés racistes : Rhodésie, Afrique du Sud, qui de temps en temps, font sauter les ponts ou les pipe-line pour faire tomber le cours du cuivre et bousiller l'économie. Il y a aussi la merde avec les congolais.

Très important : en Angola, il y a une guerre civile (guerilla) depuis pas mal de temps, mais je ne sais s'il y a des ficelles, et si quelqu'un les tire.

Sur les nouvelles qui viennent de France, nous avons évidemment appris que les israéliens avaient piqué les bateaux, on a bien rigolé. On a vu aussi que la police française est accusée de tortures (traitement électrochocs et coups)...

Même à Lusaka, on ne trouve pas tout ce qu'on veut, et en plus c'est très cher.

Je réécrirai la semaine prochaine, je ne sais pas, il ne faut jamais rien promettre dans ce pays, sinon tu es foutu... »

#### DE COTE D'IVOIRE :

« Raconte nous un peu les grèves. Est-ce important ? A-t-on des chances de rentrer avant la fin de l'année

sur le territoire soviétique français ? Ici on se sent coupé de tout... Heureusement que J. est avec moi, sinon je deviendrai chèvre, raciste, alcoolique, méchant...

Tout seul, on crève, tandis qu'à deux ça fait déjà un petit groupe d'auto-défense et je te promets que la défense est nécessaire ici, sans arrêt. La coopé est un mécanisme d'intégration, drôlement efficace. Il y en a pour tous les goûts : ceux qui aiment l'Afrique (négritude ou CFA...) ceux qui s'intéressent aux femmes bien bronzées ou bien blanches, ceux qui veulent profiter de la vie coloniale, ceux qui boivent du whisky, ceux qui veulent bien faire leur métier, accomplir leur mission, aider la Côte-d'Ivoire à décoller...

Il y a des taxi-brouse pas chers, des banques, des bordels, des boîtes de nuit, des restaurants, des boys, des bars, des clubs privés, des écoles primaires, normales, des centres d'animation de formation pédagogique, des vieux cons d'inspecteurs, des jeunes rigolos de missionnaires, un bataillon complet d'américains, hollandais du Corps de la Paix, etc, etc...

Conclusion : rester chez soi, fermer la porte et les fenêtres parce que dehors c'est trop dangereux. Lire un peu, réfléchir aussi à toute cette merde et chercher un moyen de s'en tirer ; je n'en ai trouvé qu'un : attendre. Mais ce n'est pas une solution *non plus*. Alors que faire ? »

#### DU CHILI :

« J'ai rencontré les rédacteurs de la revue *Punto Final* (castriste et maspériste). Sans grand intérêt, sauf pour comprendre la réalité chilienne où le risque d'un coup d'Etat à la péruvienne est sérieux. Il semble, selon eux, qu'au Pérou le Pentagone essaierait, expérimenterait une nouvelle formule, une nouvelle carte : celle des militaires progressistes. Afin d'avancer vers l'industrialisation, en créant un climat d'enthousiasme populaire... Ici, au Chili, le point important reste l'organisation des paysans en syndicats, après la réforme agraire. En effet, les latifundistes se défendent avec des milices armées contre le mouvement des masses paysannes qui envahissent leurs terres légalement, le gouvernement démocrate-chrétien fait intervenir l'armée pour faire cesser les affrontements (état de siège dans la province de NABLE) et jusqu'à aujourd'hui dans cette affaire précise, les latifundistes gardent leurs terres : les syndicats contiennent les influences du P.C. chilien, du parti socialiste, mais ces influences sont dépassées par l'action par le mouvement spontané des paysans pauvres qui bénéficient de la réforme agraire. D'autre part, à cette période, il y beaucoup d'étudiants dans les campagnes, au titre de « travail volontaire d'été... » qui font ce qu'ils appellent un travail de « conscientisation ».

#### D'UN CAMARADE DE LA SARTHE :

La lecture d'I.C.O. m'intéresse beaucoup, et je suis heureux de constater qu'il y a toujours un copain d'ici ou là pour présenter des observations et faire des remarques que je pourrais contresigner. Et de toute façon, je trouve préférable que ce soit un (ou des) copains en activité qui expriment une opinion. Ce que pensent les « spectateurs » peut-être intéressant certes, mais ce que pensent les « acteurs », quand il s'agit de combat social, l'est infiniment plus. C'est pourquoi je ne veux pas me laisser aller de la plume.

J'ai été un syndicaliste convaincu. Autrefois. J'ai travaillé jusqu'en 1963, mais devenu « inorganisé » en 1954, j'avais perdu la foi bien avant. Le syndicalisme tel que le concevait Pelloutier et d'autres pionniers

est mort en bas âge. Tué par le « carriérisme », la politiciaillerie, l'apathie et le manque d'initiative, non seulement des « responsables syndicaux » (il serait plus juste de dire fonctionnaires), mais aussi des syndiqués dans leur grande majorité. Vache à lait pour les uns, école primaire d'orateurs et de fonctionnaires de parti pour d'autres, assurance tous risques pour le grand nombre de syndiqués, le syndicalisme ne peut plus renaître de ses cendres. Sa force et son efficacité l'ont quitté à mesure qu'il s'écartait de son éthique originelle. Devenu en beaucoup de pays - dits socialistes notamment - un rouage d'Etat, en train de la devenir ici, ce n'est plus qu'un piège. Il y a à craindre de lui autant que du patronat ou de l'Etat patron.

Nous sommes en 1970. En 1936, il a été possible de ne travailler que 40 heures par semaine. Depuis, le progrès des sciences, et par voie de conséquences des techniques, devrait en bonne logique permettre une réduction encore plus importante de la durée du travail.

Las ! il n'y a qu'à se promener à travers Paris pour comprendre les efforts qui sont faits pour réduire le plus possible... la durée des loisirs, et restreindre le « droit à la paresse ».

Partout on peut voir des bureaux, encore des bureaux toujours plus de bureaux. On en construit de tous les côtés. Et à mesure que les travailleurs « effectifs » diminuent en nombre, le nombre des « travailleurs fictifs » augmente. Le nombre de ceux et de celles qu'on pourrait payer à ne rien faire - et ce faisant, on gagnerait de l'argent - est considérable. Combien en ont conscience, en parlent, ou en écrivent ?

Prenons un exemple. Les Assurances Sociales devenues la « Sécurité Sociale » étant passée entièrement sous contrôle d'Etat, tout espoir d'améliorer le fonctionnement de cette institution a été abandonné tant par les « gérants » (?!) syndicaux que par les assurés. Or, parmi les risques couverts par la S.S., il y a la « vieillesse ». La S.S. servant des « retraites et allocations » dérisoires, des syndicalistes ont pris l'initiative de « faire naître » des « institutions de retraites complémentaires ». Nous ne disons pas de mal de cette initiative, elle améliore grandement la situation des vieux, retraités, pensionnés ou allocataires... Mais il y a quelque chose comme 832 caisses de retraites complémentaires. Pour les loger, il a fallu de nombreux immeubles. Pour les faire fonctionner, il faut un nombreux personnel : des directeurs, sous-directeurs, chefs de service, inspecteurs, employés. Avec beaucoup moins de Caisses et de personnel, on pourrait rendre les mêmes services. Par exemple, pour le Bâtiment, il n'y a qu'une seule Caisse Nationale : le C.N.R.O., et ça va très bien. Mais avec 832 caisses... on protège contre l'oisiveté (mère de tous les vices comme chacun sait) des tas d'hommes et de femmes... Et par voie de conséquence, ça justifie les longues journées de ceux et de celles dont le travail est indispensable.

Je pourrais prendre des tas d'autres exemples. Mais il faut savoir se limiter. La devise des travailleurs « conscients et organisés » était autrefois, et demeure sans doute, « bien être et liberté ».

Or, tout à l'heure, je parlais des « travaux inutiles » qui ne donnent pas le bien être et diminuent la liberté. Mais il y a les « travaux nuisibles ». Je dis bien pas seulement inutiles, mais nuisibles. Tous ceux qui sont consacrés à la préparation d'une guerre éventuelle, à la fabrication ou même à l'entretien des armes, tous ceux qui sont consacrés à la « chose militaire ».

En France, ça doit bien occuper dans les 3.000.000 de personnes. Et ça coûte combien ? On pourrait peut-être réfléchir à ce problème et en discuter.

Et puis, il y a autre chose à propos des armes. Elles servent à nous « casser la gueule », car elles sont destinées, cela va de soi, à ceux qui ont pour mission de maintenir l'oppression ou l'exploitation que nous voudrions abolir. Alors, plutôt que de se plaindre de recevoir des coups de matraques, des gaz, ou des balles, par la flicaille ou par des soldats (soldat : à la solde de), il vaudrait mieux, sans doute, ne pas commencer par « armer l'adversaire ». Nous y gagnerions sur deux tableaux : moins de travail à fournir, et plus de loisirs en perspectives. Moins de pognon transformé en fumée. Plus de bien être et plus de liberté. L'objection de conscience est toujours révolutionnaire, mais elle ne doit pas être seulement le refus d'accomplir un « service militaire ». Donc de « porter les armes ». Elle devrait être aussi de refuser de fabriquer des armes.

Ma grande déception en mai-juin 68 et depuis, ce fut et c'est de voir qu'aucune voix ne s'est élevée parmi les étudiants ou les ouvriers pour évoquer ce problème.

Les « privilèges » en assurent la survie en armant ceux qui les défendent. Aberration ou sottise incurable ?

#### ----- D'UN CAMARADE DES ARDENNES :

« L'énumération de nos adversaires serait très longue (capitalistes, oligarchies, étatistes, militaristes, dogmatiques et despotes éclairés, etc...). Compte tenu de la variété de notre société planétaire.

N'est-il pas évident pour ceux qui ont quelque souci de peser les choses d'une main puis de l'autre, que nous subissons une règle de vie non seulement dure, liée à la pénurie et au profit, mais absurde particulièrement au plan mental, physique et culturel - terme provisoire.

La fausse ligne des syndicats et partis de gauche tient pour l'essentiel à l'insuffisance de leur axe « Analyse correcte de la situation - Intérêt public du Projet (fonction d'anticipation) ».

Un projet fortement structuré (notamment au plan affectif) mais laissant notoirement de la place à l'imagination créative, sera la principale marque de qualité d'un pouvoir révolutionnaire, au plan idéologique.

Le défaut d'adéquation du projet et de la situation présente, outre une fausse conception de ces deux termes, tiendra à plusieurs éléments possibles :

- particularités géographiques ou mythe du socialisme évoluant dans une nation seulement ;
- manque d'élaboration de l'un ou l'autre stade dans l'évolution prévue ;
- mais surtout ce défaut se traduira visiblement sur l'image que donnera de lui-même, dans la façon qu'il fera correspondre *son mode de vie et son mode d'action*, le pouvoir révolutionnaire en question (je pense à un parti quelconque).

En résumé, j'avance ici deux propositions :  
1) il existe une aliénation (et une oppression) liée à la structure sociale planétaire ;  
2) une critique des organisations *protestataires* révolutionnaires ne peut se résoudre en un seul terme mais nécessite une description de plusieurs termes.

Pour en revenir au premier point et à la partie « analyse correcte de la situation » du deuxième point, j'affirme que :

puisque nous existons (volontés, objectifs) et que nous sommes *offensés* par l'ensemble des pouvoirs rétrogrades planétaires (nous et nos semblables) c'est que nous sommes en état de *résistance*.  
notre volonté de briser cette offensive nous distingue d'autres résistants (système D, individualisme, etc...) elle nous place en état de « défense stratégique »



Exemple : I.C.O. en est un témoignage au plan de la polémique écrite. Timide manifestation, certes, mais qui a son utilité en période de défense stratégique (prolongée comme la nôtre) : permettant le débat sur les questions de cette étape : évaluation du camp adverse ; recensement des protagonistes sociaux, idéologiques ; exprime la lutte telle qu'on la perçoit et telle qu'on la voit se développer.

Mais sommes-nous vraiment en état de défense stratégique ?

Si on parle de la France, il faut dire *non*.

Parce qu'il y a plusieurs états-majors, mais pas de stratégie et pas de militants qui puissent tenir le coup face à l'adversaire local.

Par contre, il est possible d'organiser cette étape première de D.S. qui prépare la contre-offensive puis l'offensive victorieuse (en un lieu ou dans plus ? question importante). Je veux parler en tout cas du Repli Stratégique, toujours par analogie au plan des campagnes soldatesques.

Comment concilier les nécessités d'une première victoire sur l'adversaire, avec nos conceptions non autoritaires dans nos rangs, et le développement de l'autogestion ?

A cela je ne peux répondre que par une conviction personnelle, la voici :

Je pense que les camarades doivent effectuer, dès maintenant, le repli stratégique, en se repliant effectivement sur un centre commun. Là il faut fixer les normes de sécurité, assembler les ressources matérielles, et développer les programmes en se plaçant au niveau de lutte le plus élevé.

Je propose, à titre provisoire, mon adresse par le canal d'I.C.O.

Simultanément, ils doivent entraîner la conviction dans leurs cercles politiques habituels qu'il faut organiser avec eux la phase de D.S. avant celle de la contre-offensive, puis de l'offensive victorieuse.

A la question de concilier la pratique et la théorie, je réponds cette fois qu'il faut lancer une commission chargée de résoudre ce problème, et fonctionnant « au même pas que la troupe ».

En raison pratique, je propose aux camarades d'assurer la démocratie par le renforcement de la conviction, le partage des revenus salariaux entre militants selon un procédé mathématique, dynamique et juste ; la nomination des responsables, porte-paroles, secrétaires, par le très simple et juste moyen du tirage au sort à intervalles brefs.

Je souhaite soulever ici des réponses publiques et privées ; des questions et des critiques, et aussi des engagements. »

M.G. CHARLEVILLE.

UNE REPONSE A LA LETTRE PUBLIEE DANS LE N° 90  
PAGE 23

*Il est nécessaire toutefois, avant de commencer cette réponse, que tu comprennes bien que nous ne posons jamais de lignes que doit suivre tel ou tel camarade, nous essayons seulement de comprendre et d'expliquer ; le fait que nous soyons en accord ou en désaccord avec un camarade n'implique aucunement une appartenance ou un rejet par rapport au groupe que continue I.C.O. Nous savons que dans cette société d'exploitation, la lutte de classe chemine à travers des canaux excessivement divers, et que chacun cherche d'abord à exprimer sous une forme, plus ou moins ouverte, sa révolte*

*contre ce qu'il subit d'abord directement de la domination de classe et de la « misère » dans cette société ; que cette révolte, ou bien cette acceptation de surface de certaines règles, ou bien son intégration apparente, l'amène à des comportements fort différents, n'est pas à notre avis une question fondamentale car finalement tous ces problèmes ne trouvent de réponse définitive ou de solution que dans le procès de production lui-même, là où toutes les attitudes individuelles sont malaxées et réduites en termes économiques, là où les dirigeants de la classe dominante et ceux à leur service, doivent constamment trouver des réponses à la somme des attitudes individuelles et à leur dépassement dans des actes collectifs pour maintenir leur domination.*

*Ce bref aperçu de ce que j'appellerai une des positions d'I.C.O. t'expliquera le fondement de notre attitude vis à vis de tous les camarades qui essaient de lutter dans cette société, et en même temps, te montrer que cette attitude n'es pas la pratique d'une tolérance ou d'une vague démocratie, comme certains se complaisent à nous le reprocher.*

*Tout ceci, exprimé sur le plan de nos rapports entre nous, traduit ce que nous pourrions appeler une solidarité de classe, face à l'exploitation, et nous n'en sommes que plus libres pour dire en toute franchise, à chaque camarade, ce que nous pouvons penser de son attitude, ou de ses idées présentes, sans pour cela le juger ou le rejeter, mais simplement en considérant qu'il affronte une expérience qu'il a lui-même choisie et qui, par différents aspects, peut se révéler, même si elle est décevante, fructueuse autant pour lui-même que pour les autres.*

*Le départ vers des sociétés « différentes » a toujours été un des moyens d'échapper aux pressions intolérables de la société dans laquelle on vit. L'émigration de ceux qui voyaient ainsi la misère matérielle et (ou) morale de leur condition prolétarienne ou paysanne, a peuplé au début de ce siècle bon nombre des Etats d'Amérique. Ta situation présente de « révolté », provisoirement fixé au Chili, te confère quand même un statut relativement privilégié par rapport à celui de la masse prolétarienne ou paysanne des pays d'Amérique du Sud : chacun reconnaît que dans ces pays, un homme n'existe pas en tant que prolétaire, c'est-à-dire en tant qu'homme pouvant avoir une revendication quelconque à la vie tout court ; pour un prolétaire de ces pays, la vie « aliénée » d'un européen « misérable » est peut être même hors de portée en tant que revendication. Que tu le veuilles ou non, tu possèdes intellectuellement, techniquement, un ensemble de connaissances d'habitudes, qui te permettent de vivre « en marge » avec peu, et même de considérer cette vie en marge comme exaltante, comme la seule forme valable de « lutte révolutionnaire ». De plus, ta qualité d'européen définit, indépendamment de toi, un certain mode de rapports qui n'est certainement pas sans te faciliter les contacts et la vie dans ces pays ; de même ta connaissance militante, et ta participation aux événements de mai 68.*

*Ton départ de France paraît avoir été motivé directement par la retombée dans des routines sans perspectives, après le grand rêve de mai 68. Que tu aies poussé cette déception dans ses conséquences extrêmes, en rompant avec la lutte terre à terre et quotidienne d'ici, même pour courir après une vie exaltante ailleurs, n'implique pas que ceux que tu as laissés ici n'aient pas suivi la même évolution. Tu peux paraître avoir été plus conséquent. D'autres, restés ici, se contentent de poursuivre depuis deux ans différentes chimères, dans l'espoir également de retrouver le moment révolutionnaire privilégié qui à la fois constitue pour eux, la libération totale, la concordance entre leurs idées et leurs*

actes, et la possibilité de transformer brutalement la société d'exploitation.

Toute ton attitude, comme celle des camarades généralement d'origine étudiante, qui tentent par des voies diverses autant qu'originales, de poursuivre ces fins, découle d'une même conception de la lutte révolutionnaire et de la révolution. La révolution reste le grand jour, celui où la société se transformera radicalement et brutalement et où un monde nouveau surgira des cendres de l'ancien. Je ne pense pas que cette conception messianique corresponde à une réalité quelconque. La révolution ne peut être un événement de courte durée et un événement unique. C'est un processus très long au cours duquel se développent les forces nécessaires au triomphe des exploités sur le capitalisme par la destruction de l'ensemble des structures capitalistes et l'édification d'un système de production collective.

Les forces du prolétariat dans cette lutte, tant au point de vue des idées (auto-éducation) que de l'organisation, ne se développent que dans la lutte elle-même. On ne peut ni les décrire exactement, ni définir la durée de ce processus, ni même parler d'une création continue dont chaque maillon serait plus riche que celui qui l'aurait précédé et contiendrait les éléments d'un progrès vers le maillon suivant.

L'histoire nous montre une série d'actions, et certes d'échecs. Les hauts et les bas de la lutte sont liés aux fluctuations de l'économie capitaliste, aux tentatives constantes du capitalisme de trouver une réponse, non seulement à ses crises, mais aussi à la prise de conscience des travailleurs, mais ce que l'on peut dire finalement est que chaque tentative part d'un niveau global plus élevé de forces et de conscience.

Pour illustrer ce point, je citerai seulement le niveau des discussions qui ont cours actuellement parmi les camarades et les groupes autour de la notion des conseils ouvriers, du travail, et d'une société « désaliénée » totalement. De tels débats étaient pratiquement inconnus il y a seulement deux ans et, même s'ils sont l'apanage de groupes assez limités, ils n'en reflètent pas moins le développement d'un courant de préoccupations et d'idées. Ce point reflète le niveau latent atteint par ce qu'on pourrait appeler la lutte de classe et le mouvement ouvrier dans la société capitaliste moderne.

Il n'est pas sans intérêt de constater que souvent ces problèmes sont soulevés par des camarades qui, comme toi, refusent de se plier au carcan social, et essaient de s'en libérer d'une manière toute individuelle. D'une certaine façon, cette attitude, en forçant de poser la finalité même de la vie dans la société, contraint tous les autres à considérer que les problèmes pour lesquels ils continuent de lutter quotidiennement sont bien terre à terre, et qu'il faut les voir d'une manière relative, c'est-à-dire en fonction d'une transformation totale de la société d'exploitation.

En ce sens, ton « action » et celle de tant d'autres camarades, contribue, d'une manière peut être non voulue comme telle, à cette auto-éducation de tous et de chacun qui se fait par l'incessant brassage des hommes et des idées au sein du bouillonnement qu'entraînent les incessants remaniements et les incessantes agressions de la société de consommation. En sens inverse, il nous apparaît nécessaire que tu prennes bien conscience des limites et de la relativité de l'action que représente ta vie présente en Amérique du Sud pour exaltante et pour exemplaire qu'elle puisse te paraître. C'est un peu le sens de la critique que je développais au début de cette lettre. Faute de comprendre cette relativité de tes actes, tu peux te trouver conduit à les détacher de tous contextes et à les considérer soit

en eux-mêmes, soit seulement par rapport à la portion de réalité dans laquelle tu vis présentement. Cela peut te conduire soit à la recherche perpétuelle d'un engagement dans lequel tu finiras par chercher l'action pour l'action, soit par considérer que la « cause révolutionnaire » est identique, par exemple dans un pays d'Amérique du Sud, ou dans un pays industrialisé. Dans l'un ou l'autre de ces cas, tu peux te trouver pris dans un engrenage « révolutionnaire » bien décevant, car il t'amènera peut-être au bout, à constater que tu auras travaillé pour l'établissement d'une nouvelle classe dirigeante. Ainsi en a-t-il été de nombreux camarades engagés par exemple dans le soutien au F.L.N. lors de la guerre d'Algérie, ou dans le soutien au F.N.L. dans la présente guerre d'Indochine. Ceci ne peut être évité que par une réflexion constante tendant à replacer chacune des actions que l'on peut vivre sur le plan de la lutte dans le contexte de la lutte internationale du prolétariat sur la libération de toutes les exploitations.

Si tu résumes ce que je viens de t'écrire, tu peux en tirer des conclusions apparemment contradictoires ; d'une part, je te dis que ce que tu fais actuellement peut avoir un sens pour tous les autres camarades, et, d'autre part, que cela peut n'avoir de sens qu'autant que tu considères la lutte de tous les autres camarades. Ainsi en est-il de chacune de nos actions dans la lutte contre l'exploitation, ainsi en est-il de tous les actes du prolétariat. Rien de ce que tu fais n'est détachable d'un contexte global en ce sens, il est à la fois ton acte et celui des autres ; avec des interférences réciproques au niveau de ta conscience propre et au niveau de conscience que révèle l'ensemble des luttes à un moment donné.

Tout ceci n'est pas écrit pour te donner un conseil sur telle ou telle voie à suivre, ou te faire renoncer à ce qui tu as décidé, à un moment, en fonction de tout ce qui t'entourait à ce moment. C'est seulement pour te mettre peut-être en garde, autant contre certaines tentations de l'exaltation ou de la déception, ceci étant toujours d'autant plus fort que l'on est isolé et dans un milieu différent de celui où l'on a vécu habituellement.

#### ----- LETTRE D'ALLEMAGNE - BERLIN OUEST

« Passons maintenant à l'évolution du conflit à l'intérieur du mouvement gauchiste à BERLIN, sur le problème de l'organisation, lié au problème du R.P.K. (Rote Presse Korrespondenz). A l'origine il y avait deux groupes dans la rédaction : les M.L. et les « autres » qui se voulaient meilleurs marxistes léninistes, mais qui pensaient que le « parti » devait être fait à partir du comité de rédaction du R.P.K. lequel devait donc devenir l'organe d'une fraction ; là-dessus, on convoque une conférence de travail de tous les groupes et tendances (sauf les trotskistes qui sont bien à part), de Berlin.

Cette conférence réunit une centaine de délégués. Il apparaît plusieurs tendances précises :

1) Les M.L. veulent faire un « parti ». Ils préconisent un plan d'études pour la formation de « cadres » qui devront par la suite aller dans les usines et être capables de diriger les luttes. Ce parti M.L. formera ensuite des organisations de masse où il recueillera la base de son parti. Ils veulent que le R.P.K. reste un organe de toutes les tendances, et ne soit pas le centre de construction du « parti » mais le lieu de discussion et de clarification entre les diverses tendances. Inutile de dire que tout cela est accompagné de maintes citations de Mao et de Staline, et qu'il n'y a aucune idée très sérieuse.

2) Le groupe des « Thèses ». Ceux-ci se veulent les « véritables » M.L., veulent faire un parti M.L. à partir

de la rédaction du R.P.K., lequel devra se charger d'organiser l'envoi des éléments dans les usines et à travers une formation « théorico-pratique » (et non plus d'études) en faire les cadres du parti, qui lui aussi est donc créé par le « comité central », lequel forme le « parti », lequel choisit ses « masses ». Ils réclament à grands cris qu'il est urgent d'entreprendre ce travail et demandent que la rédaction du R.P.K. leur soit réservée par l'exclusion de tous les autres ; ils refusent que le R.P.K. soit un organe pluraliste. Ce sont des concurrents directs des M.L. et là aussi les citations de Mao et de Staline ne manquent pas.

3) Le groupe « HARZER ». Bien moins orthodoxe, ce groupe insiste sur l'importance de l'expérience pratique dans les usines. Ils veulent préparer les éléments étudiants (l'Intelligentzia) à aller dans les usines où ils devront apporter les notions théoriques déjà acquises et où ils essaieront de participer aux activités de la classe ouvrière ; leur but étant essentiellement de chercher à former des groupes de base dans les usines (et surtout les industries centrales à cause de leur importance dans la production), tout en étant conscients des difficultés de contacts entre étudiants et ouvriers. Ils laissent explicitement la porte ouverte pour un futur, se limitant à dire que seule, dans de tels groupes de base et entre eux, pourra être définie une forme d'organisation plus précise pour la classe ouvrière. Leur préoccupation essentielle est en gros la suivante : comment établir un contact qui permettra de faire passer dans le milieu ouvrier le peu de théorie que nous avons eu en tant qu'étudiants ?

Cette tendance pêche, à mon avis, par un fort volontarisme, mais a le mérite de poser le problème au niveau de la réalité des usines, et non des spéculations délirantes des M.L. Un sous-groupe a pondu une analyse sommaire, mais intéressante, sur la tendance à la concentration dans l'économie moderne et la tendance à la planification capitaliste en mettant en avant l'importance économique des grosses entreprises ; il pense qu'il ne faut pas s'attendre à des crises économiques traditionnelles et qu'il faudrait peut-être rechercher un point d'agitation dans le domaine de l'accroissement de l'exploitation. Ce groupe a plutôt tendance aussi à demander que le R.P.K. soit l'expression de cette seule orientation idéologique.

4) Enfin, une partie importante non définie, venant, semble-t-il, de plusieurs groupes de base et d'individus dans le mouvement étudiant, qui s'est opposée à ce qu'on discute du « parti », et préférerait, semble-t-il, discuter des problèmes concrets devant lesquels ils se trouvent. Ils furent accusés d'être ennemis de l'organisation en général, mais cette tendance confuse, a pourtant joué un rôle important dans la réunion. Ils disaient, avec raison, que les « masses » dont on parle tant, ne sont en fait que des étudiants, mais que par contre parler des masses dans le secteur ouvrier, et un peu « osé ».

Contrairement à ce qu'on attendait, ce sont ceux-ci qui ont attaqué aussi bien les M.L. que les « Thèses » et qui ont empêché les grosses têtes de faire ce qu'elles voulaient faire. Cette tendance a surtout cherché à ne pas se faire manipuler du point de vue théorique ; ils ont surtout soutenu les « Harzer » contre les deux autres au point que la discussion entre les M.L. et les « Thèses » n'a pas eu lieu, ces derniers ayant retiré leurs documents. Mais ne voulant pas non plus qu'un seul groupe contrôle le R.P.K., ils ont voté avec les M.L. pour une rédaction multiple, où pourtant ils ne sont pas représentés. Ce comité de rédaction du R.P.K. est donc réparti également entre les trois premiers groupes. Les éléments des « Thèses », malgré leur empressément à former le « parti », ont accepté les sièges qu'on leur offrait. En définitive, il semble qu'il y a quand même bon nombre d'éléments qui cherchent et qui ne se satisfont

pas des grands mots. Reste à savoir comment tout cela va évoluer.

## QUELQUES REFLEXIONS SUR LA CONFERENCE INTERNATIONALE 1969

*(Le compte rendu de cette rencontre est paru et peut être adressé sur demande contre 2 F)*

LES GROUPES ET LEUR ROLE : Tout a été abordé dans cette discussion. Je veux dire par là que l'activité des « révolutionnaires » a été décrite, analysée, concrètement et théoriquement. Que le débat ait été confus, cela n'a pas grande importance, dans la mesure où ce sont des expériences vécues qui ont servi de base à cette discussion. Il était normal que tous les aspects de l'activité des camarades soient mis en lumière dans leur diversité.

Qu'en ressort-il ? Que chacun se comporte à sa manière en fonction de ce qu'il est et devient dans le moment qu'il vit, dans la lutte à laquelle il prend part.

Il n'y a pas de problèmes pour ceux d'entre nous qui sont des travailleurs salariés. Participant à une action, ils discutent dans les assemblées, apportent leur concours à l'élaboration et à l'application des décisions prises. Il n'y a pas davantage de problème concernant l'appartenance à un groupe, car on se connaît entre compagnons de travail et on ne trompe personne quant à la tendance qu'on exprime, qu'on représente même, car c'est ainsi qu'on est jugé, c'est-à-dire en tant qu'individu et en tant que membre d'un groupe ou d'un parti. L'essentiel, c'est ce qu'on dit concernant la lutte et la confiance acquise par son comportement dans les luttes précédentes et la vie quotidienne.

Le problème reste posé pour les liaisons étudiants-travailleurs. L'expérience de ces liaisons ou tentatives de liaisons est encore trop récente pour en tirer tous les enseignements. Mais il n'y a pas lieu de s'effrayer des difficultés rencontrées. Et surtout, il ne faut pas sombrer dans l'impatience... ce n'est qu'un début !

Sur cette impatience qui ronge la fraction radicale des étudiants, il y aurait beaucoup à dire, d'autant plus qu'elle gagne aussi les jeunes travailleurs. Deux dangers les guettent : la recherche éperdue d'une théorie miracle. Or, il n'y a pas de théorie miracle ; la connaissance la plus parfaite de la société peut tout aussi bien conduire à la contemplation qu'à l'action. L'autre danger est l'activisme miracle. Les actions « exemplaires » mêmes celles qui frisent le « terrorisme », ont pu avoir leur utilité. Mais est-ce le cas maintenant ? J'en doute, sans toutefois rejeter absolument tout acte ou manifestations spectaculaires.

Il faut en tout cas dominer l'impatience et apprendre la ténacité dans toutes les formes d'activité. J'ai l'impression d'ailleurs qu'on y vient, ne serait-ce que du fait de la réapparition des publications des groupes. De cette ténacité et régularité dans l'effort, I.C.O. a donné l'exemple. Puisse-t-il être suivi.

J'ai dit plus haut qu'il n'y a pas de problème réel, dans une entreprise concernant l'appartenance à un groupe. C'est un fait concret que des groupes, des ligues, des partis existent, qu'ils soient dirigistes, conseillistes ou farfelus, durables ou éphémères. Ils interviennent dans la lutte de classe, à l'intérieur ou de l'extérieur, ou les deux à la fois. Si nous nous distinguons de la plupart de ces organisations, ce n'est pas tellement par la façon de propager nos conceptions de la lutte de classe, mais par ces conceptions elles-mêmes. Ce qui compte, je le répète, c'est ce que nous disons et faisons, en tant qu'individus et en tant que groupes à l'intérieur des entreprises et, quand il le faut, de l'extérieur. Le con-

tenu de notre propagande, car propagande il y a, est danc primordial. Or, notre propagande est faite d'informations, d'analyses des luttes ouvrières, le tout dans le but de rendre tangible la possibilité de l'auto-détermination. Bien sûr, cela peut apparaître comme donner des conseils. Mais alors ? Dire ce que l'on pense aboutit toujours à proposer quelque chose à tout moment et dans n'importe quelle situation. Pourquoi pas au cours des luttes que nous vivons ? Parce qu'il faut laisser la classe s'exprimer ? Sans blague, qu'est-ce donc que cette classe si abstraite que nous n'en ferions pas partie parce que nous avons le privilège de savoir ce qu'est la « conscience de classe » !

**LE DANGER DE L'ATTENTISME** : Ce problème a été évoqué par un camarade américain avec lequel je suis complètement d'accord.

La position attentiste s'explique par diverses raisons, les unes « honorables », les autres moins. Que des intellectuels, fussent-ils salariés, soient conscients qu'ils n'ont pas de leçon à donner aux ouvriers, c'est honnête. Ça se discute toutefois, car il y a toujours moyen de participer à la lutte de classe qui n'est tout de même pas limitée aux usines. Mais il y a un certain nombre de camarades qui se réfugient dans l'attentisme pour, en réalité, justifier un comportement qui a des raisons sociales et individualistes. La théorie se construit alors pour expliquer le fait ; et c'est une sorte de volontarisme à rebours, car ne s'isole vraiment que celui qui le veut bien, à moins d'être fichu en taule ou dans un asile psychiatrique. Il n'est plus guère de vie possible qui soit coupée de la collectivité et de ses luttes.

Il reste que pour pas mal de camarades hors de la production, les vieux et les étudiants par exemple, des problèmes se posent. Pour ces derniers, les étudiants, s'intégrer à la classe ouvrière, cela semble impossible. Je pense que c'est surtout parce qu'ils ont une idée abstraite de la « classe », du « prolétariat », et parce qu'ils croient que leurs études en feront obligatoirement des cadres. Qu'ils se rassurent, si « révolutionnaires » ils sont, le patronat et tout le système sauront les écarter des postes d'encadrement véritable. Maintenus - et encore ce n'est pas certain - au rang de spécialistes subalternes, ils pourront vivre en révolutionnaires parmi ces prolétaires en faux-col dont la proportion s'accroît et qui prennent peu à peu conscience de leur prolétarianisation de fait.

Quant à cesser ses études pour devenir ouvrier, c'est peut-être courageux, c'est néanmoins souvent artificiel. Et que de déceptions à la clé lorsqu'on a une vision mythique du prolétariat. Un camarade l'a dit à la conférence internationale, choisir sa condition est déjà un privilège. Le risque est de devenir un « déclassé ». Pourquoi, après tout, ne pas se battre là où les circonstances vous ont placé ? La bourgeoisie vous « reclassera » assez vite, déjà à l'Université, ensuite à l'armée, et enfin dans la production. Pas de danger d'être corrompu par la fonction si vous ne théorisez pas par avance un comportement de faiblesse et d'adaptation. Et vous serez d'autant plus facilement admis par les ouvriers que vous vous serez mouillés en tant que travailleur des catégories qui se situent si peu au-dessus des manuels.

**CONSCIENCE DE CLASSE** : C'est une question qui fut l'objet de discussions à la Conférence nationale (voir texte de la Vieille Taupe), à la Conférence internationale (voir pages 42 et 43 notamment), et qui est chère à nos camarades de R.I. Les désaccords naissent de l'opposition entre ceux qui ont une conception abstraite de la classe et de sa conscience et les camarades qui savent par expérience comment naît et s'affirme chez leurs compagnons de travail cette fameuse conscience de classe. Un camarade a dit (p. 43) que « la réalité dépasse

la théorie et que le niveau général de la classe est plus élevé que celui de ceux qui prétendent lui apporter la conscience ». C'est peut-être un peu forcé, mais fondamentalement juste, exact pour être plus précis. Et surtout en période de lutte.

Nos camarades de R.I. (n° 3) s'efforcent de clarifier cette notion de conscience de classe. Mal, à mon avis. Tout d'abord (p. 28) ils déforment les opinions « d'origine syndicaliste-révolutionnaire ». Mais n'insistons pas, c'est secondaire. Nos camarades disent : « Il ne peut y avoir de conscience réelle - la perception raisonnée de sa situation - que partant de la situation sociale globale dans laquelle l'individu se trouve inclus ». Ce qui est fort juste. De même que l'affirmation : les révolutionnaires sont « secrétés par la classe ». L'abstraction commence lorsque nos camarades parlent de « l'obligation historique dans laquelle se trouve cette classe d'agir révolutionnairement ». Ça peut faire avaler la « mission historique qu'prolétariat », mais c'est du même tonneau. Ensuite, tout s'enchaîne : la fonction, le rôle des révolutionnaires, tout ça dans le sens de l'histoire, bien entendu. A mon avis, cela relève d'une conception fataliste, mécaniste de l'histoire, laquelle se fait à coups de rapports de force dont l'issue n'est jamais inéluctable, si même elle est parfois prévisible ou probable.

Revenons à une analyse plus concrète. Dans la vie courante, la classe se présente comme une somme d'individus, de compagnons de travail, c'est-à-dire ceux avec qui nous passons 8 à 9 heures par jour au chantier, à l'atelier, au bureau, au labo, etc..., ceux avec qui nous avons des rapports d'amitié ou d'hostilité, ceux avec qui nous discutons en travaillant, quand c'est possible, où à la cantine, ou avant et après le boulot sans parler des conversations avec d'autres travailleurs sur le plan local ou des loisirs. Que se dégage-t-il de ces contacts en ce qui concerne leur « conscience de classe » ?

Tout d'abord la notion d'appartenir à une catégorie économique. Les travailleurs l'ont. Chacun sait qu'il ne fait qu'un travail d'exécutant, souvent même, en usine, en ignorant totalement à quoi servira la pièce ou l'objet qu'il fabrique. Chacun sait que l'entreprise fait des bénéfices, achète de nouvelles machines, etc..., tout ça grâce au travail que lui et ses copains fournissent.

La conscience de catégorie sociale, les travailleurs l'ont aussi sous la forme de la notion de condition, ouvrière ou d'employés, ou de techniciens subalternes. Et la quasi totalité des travailleurs savent vite qu'ils ne sortiront pas de cette condition, même si par ancienneté ou par un effort d'instruction et de spécialisation, ils montent d'un petit cran dans la hiérarchie des tâches.

La conscience de classe, les travailleurs, même les nouveaux, l'acquièrent du fait de la nécessité d'une défense collective, d'une action anti-patronale et anti-étatique. A la faveur des luttes, les adversaires se précisent. N'insistons pas. Disons que c'est l'action qui fait apparaître les problèmes politiques. Dans ce processus qui mène à la conscience de classe, tout est bien concret, et aussi pensé.

Mais, conscience de classe ne signifie pas obligatoirement conscience révolutionnaire. Un bon réformiste peut être parfaitement conscient d'appartenir à une classe, et être persuadé que sa classe peut se défendre et faire sa place sans rien chambouler du système. La conscience révolutionnaire, qui vient vite pour quelques individus, ne vient au plus grand nombre qu'au cours de luttes répétées, à condition même que celles-ci ouvrent concrètement la voie à des solutions révolutionnaires. C'est alors que « la réalité dépasse la théorie », comme l'histoire des grandes luttes ouvrières l'a prouvé. Lorsque les travailleurs en arrivent à l'auto-détermination, ça va vite. Et si les révolutionnaires ont un « rô-

le » à jouer, une « fonction », c'est bien celle de « propager » cette notion d'auto-détermination envers et contre toutes les propagandes et idéologies dirigistes.

Rôle et fonction des révolutionnaires ! nous n'avons pas fini d'en discuter, car il y a les aspects objectifs de l'activité des révolutionnaires, et l'aspect subjectif et volontariste de cette activité. Les révolutionnaires existent « secrétés par la classe » comme dit R.I. Le problème existe donc d'essayer de se définir un comportement. Les discussions entre groupes et camarades y aideront.

## A PROPOS DES POSSIBILITES REVOLUTIONNAIRES A L'INTERIEUR DU M.J.C.

Qu'est-ce qu'une M.J.C. ? Une Maison des Jeunes et de la Culture.

Que signifie « Maison de Jeunes » ? Aucun critère de sélectivité par l'âge puisque tout le monde y est admis au-dessus de 16 ans (ou plus exactement, le seul critère de sélection par l'âge se fait au détriment des jeunes).

C'est une maison où ON AIMERAIT VOIR LES JEUNES VENIR.

Pourquoi faire ? Pour participer à des échanges Culturels au lieu de former des bandes incontrôlées de « blousons noirs » et autres inadaptés.

Qu'est-ce que la Cul-ture ? C'est un ensemble d'idées et de réflexes diffusés par la classe dominante. Au profit de qui ? On se le demande ! Au profit de qui Paul VI déclare-t-il au peuple latino-américain : « C'est vrai que vous crevez de faim, mais aimez-vous les uns les autres et crevez en silence ».

Au profit de qui la glorification du pouvoir personnel dans des films comme « Ivan le terrible » que la plupart des M.J.C. se font un devoir d'inscrire à leur programme de ciné-club puisque, n'est-ce pas, il fait parti de notre sacro-saint « patrimoine culturel » ? Au profit de qui les petites causeries oecuméniques sur les bidon-villes ou la guerre au Viet-nam ?

Au profit de qui la non-violence prônée tous les jours au nom de la charité chrétienne et autres humanismes sordides, alors qu'on nous tue au Biafra, en Grèce, au Brésil, en Tchécoslovaquie, ici, là-bas, partout ?

Au profit de qui le respect de l'ordre et de la prudence quand les prix ne cessent de grimper ? Et au profit de qui grimpent-ils ? Au profit de qui toutes les idées apprises encensant Travail-Famille-Patrie, et qui font partie de notre intoxication quotidienne ?

Non seulement ce n'est pas dans le cadre d'une M.J.C. qu'on se désaliène, mais les M.J.C. prêtent la main à toutes les aliénations. Rencontrez-vous, échangez, exprimez-vous... à propos des blousons noirs, du Tchad, de l'aliénation, mais en RESPECTANT LES REGLES FONDAMENTALES DU JEU, oecuménisme, non-violence, voire courtoisie. Ne démolissez rien, relaxez-vous, divertissez-vous, déversez votre trop plein de bile, mais sans violence !

PAS DE VIOLENCE à la M.J.C., temple sacré de la Cul-ture ! Canalisons les révoltes, que les blousons noirs viennent s'apaiser en M.J.C. !

Vous avez le droit de « prendre conscience » entre gens bien élevés, mais de grâce, la « politique », allez la faire ailleurs !

La Cul-ture est neutre, apolitique, comme l'Art et la Morale. A la M.J.C., on s'informe, on ne fait pas la révolution...

MERDE ! La révolution est à faire partout et tout de suite ! En chacun de nous dans ses actes quotidiens, pas en absorbant une Cul-ture émanant des « Elites à au pouvoir.

ETRANGLER CETTE CUL-TURE !

La culture, c'est ce qu'on fait, ce n'est pas un lieu sacré, c'est ce qui se produit, qui est ressenti comme significatif par soi, par d'autres. Ce n'est pas parce qu'à l'heure actuelle la Cul-ture est manipulée par « l'élite » dirigeante, que nous subissons et *sommes agis par elle*, que nous devons oublier que la culture c'est nous. La culture n'est pas une affaire de pouvoir, elle n'est pas à vénérer, c'est simplement la vie et non l'histoire, cette inversion de la vie.

A BAS LES EPLUCHEURS D'EPLUCHURES !

J'ai beaucoup entendu parler du combat révolutionnaire qu'on pouvait mener à l'intérieur d'une M.J.C. Il s'agissait de « faire comme si » on acceptait de jouer les règles du jeu des M.J.C. tout en en profitant pour « semer des idées »...

Il n'y a pas à « faire comme si », dénoncer la Cul-ture bourgeoise dans le cadre d'une M.J.C., ce n'est pas autre chose que bavarder sur elle en respectant les aspects principaux (courtoisie, etc...), c'est accepter de faire le jeu de cette Cul-ture, c'est s'enfermer dans un ghetto.

On ne rendra pas la Cul-ture intolérable en utilisant ses raisonnements, ses argumentations, son « sens des nuances ». Le sens des nuances est quelque chose d'appris dès la maternelle. Ça et le respect de la rationalité, ça revient à accepter de se battre « secteur par secteur », de diviser l'individu, de faire jouer l'auto-censure, de combattre sa propre globalité. Ce qui nous atteint fondamentalement n'a que faire de nuances, mais nous atteint GLOBALEMENT, met en jeu notre intégrité.

On ne peut être sûr qu'on rend la Cul-ture intolérable que lorsque la bourgeoisie ne peut tolérer cette lutte (en envoyant ses flics ou en fermant une M.J.C. par exemple). Tant qu'on n'est pas combattu par des moyens de ce goût là, c'est que le pouvoir nous juge assez inoffensif pour pouvoir nous supporter, donc nous récupérer. Pour démasquer la répression quotidienne par laquelle le système nous viole, nous soumet et s'assure le contrôle de toutes nos activités quotidiennes, il lui faut arracher son masque bonasse, montrer l'empereur tout nu, c'est-à-dire réduit à ses juges et à ses flics.

PAS DE FINASSERIES : FOUTRE EN L'AIR LES MJC

La révolution ne commencera pas à une date précise qu'on n'a qu'à attendre en se disant « le 3 avril 19... je pourrai commencer à vivre au lieu de me contenter de survivre, de respirer en fonction d'un cubage d'air imposé, d'accepter pour moi des miettes qui sont des résignations et donc des mutilations, de me résigner à mes morts quotidiennes... »

Nous « vivons » comme si nous n'étions rien, comme si nous étions morts, nous « vivons » de rites plus ou moins acceptés (bulletins de vote, sens interdits, réunions *sérieuses* sur l'urbanisme, les grèves, la participation, etc...) qui ne changent rien, où nous n'engageons rien en nous que de superficiel, où nous ne VIVONS pas.

Pas de messianisme révolutionnaire ! La révolution, c'est FAIRE la révolution, elle n'est là que pour ceux qui la font.

Ce n'est pas en parler dans une M.J.C. (cf. toute la littérature explicative sur mai 68 qui a tellement moins fait pour la cristallisation des luttes que 8 jours de barricades « scandaleuses »), c'est être tout de suite et n'importe où la révolution (enfin, ce point mériterait

une analyse complémentaire, il ne s'agit pas de faire de l'activisme en se battant tout seul, le dos au mur, sous peine de servir finalement de « gadget » révolutionnaire, voire de bouffon), transgresser les morts qu'on nous impose, les « possibles » et les « impossibles » (mai 68 a été une formidable transgression de l'impossible bourgeois), les Travail-Famille-Patrie de tout poil.

La révolution, c'est la violence de nos désirs et de nos plaisirs contre la culpabilité qu'on veut nous imposer tous les jours à force de matraquage « idéologique ».

Refuser la culpabilité dans les raisonnements ne signifie pas grand-chose : une révolution d'intellectuels type P.S.U. qui salivent autour de vieux schémas rationalistes qu'ils appellent « arguments de discussion ». Abolir la culpabilité dans les actes. Comment me sentir coupable quand je jouis de mes actes, quand je m'y sens en jeu, responsable d'eux ?

La réalité, ce n'est pas la connerie quotidienne, ce sont nos élans, nos désirs et nos jouissances, tout ce qui est VIVANT, VITAL.

Faire éclater les situations fausses, piétiner les lièges du sens commun, bordéliser les auto-roues du conformisme, RENDRE EVIDENT le fait qu'elles sont bordélisables, qu'il suffit de le désirer vraiment, qu'il n'y a pas « d'autorité naturelle ».

Il ne s'agit pas d'évangéliser les foules au nom de la Révolution. L'évangélisation est raisonnable, elle favorise toutes les prudences, toutes les récupérations par le ronronnement bourgeois bien orchestré.

Faire exploser les fausses sécurités où on entend bien nous parquer pour nous éviter de voir l'insécurité totale du chaos qu'on prétend nous faire subir. Etre révolutionnaire, est-ce finalement autre chose que VIVRE, refuser la mort des actes insignifiants, refuser de projeter dans l'avenir les possibles et les impossibles d'aujourd'hui qui ne sont que l'expression d'une situation donnée, complètement pourrie ?

La révolution c'est un changement *qualitatif* de notre manière de vivre.

MORT AUX CROQUE-MORTS !

## DES CAMARADES ET DES GROUPES

### Réunion des camarades de Paris (14-2-1969)

#### I - INFORMATIONS D'ENTREPRISES :

CHAUSSON : accessoires automobiles - beaucoup de travail en vue de constituer des stocks avant le transfert en province. Chausson est pratiquement récupéré par Renault. En octobre, une grève générale a failli éclater, mais tout a été récupéré par le P.C. Dans une filiale, la SCAN, grève de 5 semaines chez les soudeurs pour des revendications catégorielles. On l'a appris par les collectes. Mais on n'a rien su de plus.

Les salaires sont assez bas. Tous demandent à faire des heures supplémentaires. Là, l'exploitation est supérieure à ce qu'elle était il y a dix ans.

Le camarade est délégué C.F.D.T.  
— pourquoi ? alors que tu contestes les syndicats ?  
— c'est à la C.F.D.T. que je trouve le maximum de discussions avec des gars qui ont des idées assez larges. On se fout des parlottes confédérales. Où ça mènera, je n'en sais rien. Je n'y crois pas plus qu'avant.  
— les réunions mensuelles des délégués syndicaux avec le chef du personnel sont complètement vides.  
— il n'y a aucune liaison entre les diverses usines, même entre Asnières et Gennevilliers.

Divorce entre les travailleurs immigrés et les autres. Beaucoup d'intérimaires, même O.S. parce que mieux payés.

JEUMOT : électro mécanique  
Election : la C.G.T. a regagné ce qu'elle avait perdu après mai et la C.F.D.T. a perdu ce qu'elle avait gagné.

MOTOBECANE : polymécanique

Salaire horaire d'un P. 3 : 7 F, soit 10 F maximum avec le boni. Les carburateurs sont fabriqués par une machine américaine qui remplace 14 postes ; elle est réglée au dixième de seconde, et une seule femme fait tout marcher pour le même salaire qu'avant.

RENAULT - Billancourt

Renouvellement des accords d'entreprise fin février. Flot de tracts syndicaux.

Pour la C.G.T. et le P.C. tout s'y mêle : les « luttes importantes engagées dans l'usine » (c'est-à-dire les débrayages ou démarches quasi-quotidiennes, mais dont on parle pour les besoins de la cause) (tract C.G.T. 12-2-70)

— la dénonciation des « groupes gauchistes aux méthodes fascistes ». « Déguisés en « ouvriers », comme au 49 ou dans l'île, ou déguisés en « étudiants » comme aux portes de l'usine, il s'agit bien de bandits, auxiliaires de la police » (tract du P.C.F., section Renault, 5-2-70)

— les propositions d'accord (échelle mobile - augmentation en fonction de l'augmentation de productivité, mensualisation, calendrier de retour aux 40 h, pré-retraite) avec des références aux « avantages » « substantiels » obtenus par d'autres accords (Berliet, Bull, Saviem) (tract C.G.T. 6-2-70)

— « l'union nécessaire des partis de gauche » pour élaborer le programme commun, etc (tract P.C.F. 12-2-70)

A F.O., c'est la grosse démagogie : les petits débrayages de circonstance de la C.G.T. y sont dénoncés sous le couvert d'un accord total sur le programme revendicatif C.G.T. mais à condition de mettre le paquet « tous

ensemble » : comme F.O. sait bien que la C.G.T. ne déclenchera rien d'important chez Renault, pas plus qu'ailleurs, les phrases sont d'autant plus ronflantes et le vocabulaire énergique (tract F.O. Renault 17-2-70) « si vous êtes prêts à lutter, tous les espoirs sont permis » (5-2-70).

La C.F.D.T. pleure pour « l'unité d'action » et pour « que la polémique syndicale cesse », car « nous allons devoir discuter avec la direction de la Régie... », mais dénonce en même temps les « relations spéciales de la C.G.T. avec la direction » (à propos de la cantine, des locaux syndicaux, de compromis). Bagarres de boutiques autour du fromage octroyé par la direction d'entreprise ; et il est énorme chez Renault (tract du 12-2-70). N'est-ce pas normal que la direction réserve la meilleure part au syndicat le plus discipliné, le plus dur, le plus capable de s'imposer par n'importe quelle méthode et d'imposer sa politique, c'est-à-dire celle définie avec le pouvoir capitaliste.

Malgré tout ce déluge, les pourparlers (officiels) ont été reportés à la mi-mars - sans aucun écho.

Tout cela se passe dans l'indifférence au niveau des ateliers. Même si beaucoup sont à la C.G.T., c'est pour avoir la paix : en fait, ils n'y croient pas. L'augmentation des transports touche surtout les basses catégories, OS et P1, mais le mécontentement ne se traduit qu'au niveau des discussions. Les actions « gauchistes » ne soulèvent guère d'échos réels.

C.E.A. : énergie atomique

L'usine du Bouchet (370 personnes) ferme : les titulaires sont mutés à la place d'intérimaires licenciés (cela va de la femme de ménage à l'ingénieur). Comme les intérimaires gagnent beaucoup plus, cela crée des tensions.

Dans le Sud-Est, deux implantations d'usines permettant de récupérer ceux qui devront quitter Marcoule. Le mouvement qui avait été le plus dur dans cette usine s'est calmé.

En tout, il devra y avoir 2640 départs d'ici juillet 71. Et l'on encourage ceux qui partent : beaucoup le font parmi les jeunes - cadres et techniciens - ce qui entraîne un déséquilibre.

## II - CRITIQUE D'I.C.O. :

ITALIE : il serait nécessaire de faire une discussion sur ce sujet et une étude d'ensemble. Les informations publiées jusqu'à maintenant dans I.C.O. venaient de la même source. D'autres questions se posent : le problème de la répression (importance des deux répressions : police et syndicats) ; celui de la solidarité ; le rôle des groupes et des comités d'action travaillant de l'extérieur et qui ont joué un rôle de transmission entre ouvriers et syndicats, et ont ainsi permis aux syndicats de reprendre à leur compte les revendications formulées par ces comités.

L'AUTONOMIE DES LUTTES :

Ambiguïté de cette notion.

En général, on donne ce nom à une lutte démarrant hors des syndicats, mais débouchant sur des revendications de type traditionnel (sauf cas exceptionnel, par exemple le contrôle des cadences).

Malgré tout, ce caractère autonome disparaît au moment des négociations qui sont affaires de spécialistes.

Désaccord sur les grèves d'Espagne : vraiment autonomes pense un camarade ; non disent d'autres, car leur perspective est celle d'un syndicat « libre ». Les leaders sont l'équivalent des chafs syndicaux d'ici. Les grèves ne sont pas à tendance gestionnaire.

Des camarades posent la question de la possibilité d'influencer une grève déclenchée d'une manière autonome, d'où un débat sur la signification de l'activisme, le rôle de la propagande, le fatalisme devant l'issue des luttes.

Ce qui est important, ce n'est pas pourquoi une lutte se déclenche, c'est la manière dont elle se déroule, c'est-à-dire sa dynamique.

Discussion sur la signification de la lutte de classe.

## III - CONTENU D'I.C.O. :

Une réunion mensuelle des camarades de Paris sera consacrée à la discussion du contenu du bulletin.

## IV - PROBLEMES FINANCIERS :

De septembre à janvier inclus :	
-- rentrée moyennes mensuelles .. . . . .	1.620 F
-- coût moyen d'I.C.O. :	impression 1.720 F
	frais postaux 120 F
	local 100 F
	-----
	1.940 F

L'effort mensuel des camarades se situe donc autour de 400 F - si le bulletin doit continuer sous cette forme. (les camarades de Montpellier qui s'occupent de l'impression prennent en charge les frais de transport, chaque mois : 100 F)

\*\*

ANNUAIRE DE LA PRESSE PARALLELE 1970 - l'Hebdomadaire - numéro spécial 3 F - B.P. 253-01 Paris R.P. - C.C.P. 1159-08

D'UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE -

des tracts :

— retus d'obtempérer (sur le service national obligatoire pour les filles, dans les écoles maternelles).  
 --- l'Ecole Paul Lafargue en grève illimitée (école dite « spécialisée » pour « débiles mentaux » à Montreuil) et « Propositions pour une charte I.P.E.M. » (se veut un chantier permanent de pédagogie moderne).

DE L'U.S.O. PARIS (Union Sindical Obrera) - tract : « la lutte continue au-delà des Pyrénées », qui parle des grèves dans les Asturies, le Pays Basque, en Andalousie. A propos des Asturies, un comité de solidarité ouvrière « auquel participent les organisations C.N.T.-U.G.T.-U.S.O.- et GRAS » propose la création de « Comités d'usine » et d'un comité régional « composé de deux membres de chaque organisation pour contrôler les fonds et les problèmes d'action ». On peut mesurer ici le profit que les organisations entendent tirer des luttes et le sens de leur lutte.

Pour l'organisation du pouvoir des conseils de travailleurs (de camarades de « La Colonne L » n° 2 brochure consacrée à une « analyse historique et critique du syndicat en Europe » (Ecrire à I.C.O.) - C'est un bon texte à confronter avec le texte paru, sur le même sujet, dans REVOLUTION INTERNATIONALE n° 3 « Grèves sauvages et syndicats » (Giné, B.P. 183, 31 Toulouse 01).

Sur la brochure de « La Colonne L », un camarade de Paris a fait quelques remarques :

--- trop de place accordée à la critique de l'anarcho-syndicalisme - d'où pas assez à celle du syndicalisme social, démocrate ou stalinien ;  
 --- une optique qui manque : la relation entre le développement capitaliste et la fonction syndicale. D'où le lien de syndicats avec un impérialisme - son propre impérialisme aux U.S.A. et en G.-B. - division entre im-

périalisme français et étranger en France (capitalisme faible) d'où l'explication des scissions syndicales au gré de la situation internationale ;

--- l'intégration du syndicalisme à « son » capitalisme est effectif dès le début de la première guerre mondiale (en France Jouhaux, commissaire du gouvernement dès 1914, etc...) ;

--- il manque peut-être aussi une critique de l'entrisme dans le syndicat considéré comme « rassemblant les travailleurs » (anars, trotskistes, etc...) soit pour le « rénover » ; soit pour s'en servir comme machine au profit de l'organisation.

#### OUVRAGES REÇUS :

--- LEON TROTKY sur la deuxième guerre mondiale - textes rassemblés et préfacés par D. Guerin - Edition La Taupe, 106, rue A. Delporte - 1060 Bruxelles.

--- LES ANARCHISTES ESPAGNOLES ET LE POUVOIR César M. Lorenzo - Editions du Seuil, 27, rue Jacob, Paris 6ème.

Sommaire : genèse de l'anarcho-syndicalisme - sa trajectoire jusqu'en 1923 - Face aux réalités politiques - Le conseil d'Aragon - Comment la C.N.T. entra au gouvernement républicain - Brève collaboration des libertaires avec le Pouvoir - Les grandes étapes de l'évolution idéologique du mouvement libertaire après Mai 1937 - Le C.N.T. et le gouvernement Gegrin - Les premières années de l'exil de la lutte clandestine - La crise du gouvernement Giral.

--- En supplément à GRENOBLE UNIVERSITE une brochure « L'EXPERIENCE DES COMITES DE BASE EN ITALIE. PIRELLI 68 - FIAT 69 » - « A travers la première expérience des comités de base, c'est la « première autonomie » de la classe ouvrière qui se manifeste celle que l'on conquiert dans la lutte revendicative en déterminant des choix et des objectifs contre les objectifs de production et de rentabilisation du patron et contre la gestion de la lutte par les syndicats ». La citation de Mao qui figure en tête donne l'orientation de ceux qui l'ont faite, mais la brochure n'en est pas moins intéressante par bien des aspects.

Eric Henry, A.G.E.G., 16, rue de la Poste, 38 Grenoble C.C.P. Lyon 4758-86 - joindre un mandat à la lettre - 5 F de 1 à 20 exemplaires - 4,50 F jusqu'à 60 - 4 F au-delà.

--- DU COMITE D'ACTION CITROEN - La Base - (Jean Renault, 73, rue Blanche, Paris 9ème) - consacrée aux grèves sauvages : Belgique, Asturies, Suède.

#### de camarades de Montpellier :

A propos de la situation financière, relative à l'engagement de ceux qui participent à I.C.O. :

Tous les camarades abonnés à I.C.O. (environ 500) se sentent plus ou moins concernés par la parution du bulletin. S'ils sont intéressés par les informations qu'ils diffusent les problèmes financiers ne devraient pas exister. S'ils pensent que ces informations ne peuvent pas se trouver ailleurs, il semble logique de penser que leur engagement devrait se manifester autrement que par une attente passive du travail des autres. Nous pensons que sur les 500 camarades, il s'en trouve bien la moitié dont les revenus permettent de verser 10 F par mois ; et nous sommes convaincus que tous les autres peuvent verser 5 F par mois. Nous avons vu à Montpellier, où le groupe est composé d'étudiants et de travailleurs que cela était possible.

Pour les publications, nous pensons inutile de mentionner toutes les publications reçues, comme Rouge,

Lutte ouvrière, etc... C'est entièrement inintéressant, cela fait perdre au moins deux pages. Nous pensons seulement nécessaire d'indiquer les publications qu'ICO recommande de lire, celles qu'il trouve intéressantes.

#### d'un camarade de Paris :

« Un mot sur l'I.S. Ses analyses, ses activités ont considérablement influencé un courant révolutionnaire. J'en déduis bêtement qu'elles répondaient, qu'elles répondent à un besoin. Je crois même que le besoin, donc l'importance des analyses, l'impact des activités, étaient et sont d'autant plus grands que les moyens de diffusion (effectif très faible, presse confidentielle) de l'I.S. ont pu sembler négligeables. Reste que le dialogue avec les gens de l'I.S. est très décevant, il donne vite l'impression que les interlocuteurs témoignent d'un comportement totalitaire où l'injure et la grossièreté tiennent lieu d'arguments. »

#### d'un camarade du Midi :

« Ça décante chez les jeunes attirés par I.C.O. Tant mieux. C'est à cela que je faisais allusion en parlant de théorie miracle, et activisme miracle. Les jeunes, et notamment les étudiants, vivent une expérience, il y en a bien qui en tireront des enseignements. Avec le réveil d'organisations d'extrême droite, leur combat se complique. Ça me rappelle ma jeunesse avec les J.P. de Tixier (pas encore Vignancourt) et les A.F. C'est plus normal, et ça reflète mieux ce qu'est le milieu étudiant. Pour les flics, c'est du gâteau. Et ça fait réfléchir sur mai 68 et l'importance de facteurs de circonstances. La bourgeoisie a compris et lance ses jeunes dans la bagarre. D'où aussi le bloc des gauchistes face à ce danger.. avec toute la confusion de l'antifascisme. »

#### d'un camarade de Vesoul :

Tous les tracts émanant de ces camarades sont totalement épuisés. Inutile d'écrire.

#### d'un camarade de Paris :

« Je me dois de vous signaler que le « PROTESTAIRE » annoncé dans le numéro de décembre d'I.C.O. est l'organe d'un groupe fasciste, le R.E.L., groupe « pour un socialisme français », dont les références principales sont empruntées à DRUMMONT idéologue antisémite bien connu ; Edith GERARD est une femme qui entretient la confusion sur la base d'un dialogue pseudo-gauchiste, très connue, puisqu'elle se trouvait à Europe Action vers les années 1965-66. Bref, sachez vous renseigner à leur local (je crois rue Richelieu). Vous verrez la réalité et pourrez agir en conséquence. »

---

L'Institut Parisien de l'Ecole Moderne organise son  
XVI<sup>e</sup> STAGE D'ECHANGES ET D'AUTOFORMATION  
PEDAGOGIQUES  
du 29 juin au 4 juillet 1970

Ce stage réunira des enseignants de tous les niveaux et des non-enseignants intéressés au changement en éducation. Externat ou internat. Nombre de places limité à 80.

Fiches de candidatures et feuilles de renseignements (contre enveloppe timbrée) à :

Marcel VANOVERBECK - 5, rue Félix-Faure  
95 SARCELLES.

---



AUX camarades de Paris qui assurent toute la coordination, l'essentiel du courrier et des expéditions, les camarades peuvent effectivement reprocher d'être de mauvais bureaucrates, d'oublier des envois, de laisser traîner les réponses, de faire des erreurs d'adresse, etc. On essaie d'y faire face tout en sachant bien qu'aucune recette ne résoudra ce problème mais le fait d'être lié par une même conception entraînant une même pratique. Et ceci non plus ne dépend pas de nous, mais de l'évolution générale de la société capitaliste et de la lutte de classe.

Plusieurs camarades nous ont demandé communication des dossiers relatifs aux discussions auxquelles il est fait allusion dans I.S. n° 12 sous le titre « Qu'est-ce qui fait mentir I.C.O. ? ». Nous n'avons pas les moyens de ronéoter ou de photocopier ces textes, alors ils circulent lentement.

— 07 ARDECHE : un camarade isolé demande des liaisons dans la région.

— 13 MARSEILLE : Cahiers du Communisme de Conseils, B.P. 15, Marseille 12ème.

— 24 DORDOGNE : un camarade demande des liaisons en Dordogne et Lot-et-Garonne.

— 26 DROME : quelques camarades envisagent un regroupement dans cette région du Sud-Est (voir I.C.O. n° 88, p. 8) - Ecrire à I.C.O. - Ils ont envoyé le tract sur les « Bérets verts » avec ce commentaire : « Dans le débat théorique qui nous préoccupe tous, nous pensons que l'article joint pourrait passer dans I.C.O. En effet, analysant un tract (donc partant d'un fait concret) diffusé notamment par le P.C.F., nous avons essayé, usant de citations marxistes, de montrer le vrai visage du P.C.F., préfigurant la « Société Nouvelle » qu'il prépare lui aussi ».

— 31 TOULOUSE : Regroupement informations liaisons étudiants ouvriers : Bruno, 41, rue Camille-Desmoulins, Toulouse 04 - Révolution Internationale : Giné, B.P. 183, Toulouse 01 (le numéro 3 de cette revue est sorti, voir dans publications).

— 34 MONTPELLIER : Séguret, 33, Bonnier de la Mosson, La Paillade, Montpellier.

— 38 GRENOBLE : « scissions, contrescissions, regroupements, contre regroupements, formation de groupes autonomes, tout ça dans le but d'une unification créatrice et au nom de l'efficacité. Qui vivra verra... ».

— 44 NANTES : Plusieurs groupes en liaison avec ICO ont reçu une invitation à participer à une rencontre organisée par le Conseil de Nantes, en vue de la constitution d'une fédération de groupes « conseillistes ». Est-ce que cette tentative ne représente pas une nouvelle formule d'anarcho-syndicalisme sous un nouveau vocabulaire ?

— 48 LOZERE : un camarade demande des contacts dans la région.

— 50 MANCHE : un camarade demande des liaisons dans le département.

— 51 MARNE : un camarade de Châlons demande des liaisons.

— 59 LILLE : Thumerelle, B.P. 86, La Madeleine 59 - Il nous est parvenu de Lille une revue « Economix », les laïus de l'Institut de réflexion suivis de quelques tracts revue épisodique d'étudiants en sciences économiques à Lille - Notre devise : idéologie, phraséologie, bourrage de crâne et embrigadement. Egalement un tract de soutien aux grévistes des Nouvelles Galeries « Allez faire un tour dans les Nouvelles Galeries de Lille » « Economistes, nous serons un jour cette direction ».

— 63 CLERMONT-FERRAND : Sabatier, B.P. 209 MARS voir I.C.O. précédents) : tracts : De la misère en pellicule fin de la drogue dans la fin du spectacle (sur un film : les Chemins de Katmandou) - De la misère en milieu gauchiste, une bande dessinée « Décolonisez votre vie quotidienne » et un tract du C.A.R. Michelin. Ces camarades nous ont écrit : « ...d'autre part, nous vous signalons que nous participerons à la réunion proposée par le Conseil de Nantes en vue d'un regroupement national pour une organisation conseilliste. A la suite de cela (si par exemple, il se crée un journal), notre position par rapport à la diffusion d'I.C.O. risque de changer... »

Réponse d'un camarade Paris : « Nous ne pouvons qu'exprimer notre satisfaction de voir des regroupements s'opérer à travers le foisonnement d'idées et de groupes qui est la caractéristique actuelle des mouvements « d'avant garde » notamment parmi les étudiants. La majorité des camarades d'I.C.O. - notamment ceux de Paris - ne pense pas qu'une organisation « conseilliste » puisse se former pour prétendre être le modèle soit de l'organisation « révolutionnaire », soit la préfiguration d'un conseil. Nous inclinons à voir là un simple substitut à l'anarcho-syndicalisme, le mot syndicat, qui était conçu comme un organisme de lutte et une base organisationnelle d'un monde nouveau étant purement et simplement remplacé par le mot conseil. Nous pensons que le conseil ouvrier ne peut être que la création des travailleurs en lutte à la fois un organisme de lutte et, si la lutte s'étend à l'échelle de la société, comme un organisme de gestion, et qu'il ne peut, en aucune façon être la création d'un groupe d'avant garde. Et ceci quelles que soient les règles, les exigences, la « cohérence » de ce groupe d'avant garde.

— 66 PERPIGNAN : Liaison, information ouvriers-étudiants-lycéens : 46, rue des Quinze degrés, Perpignan - réunion tous les samedis à 16 heures.

— 67 STRASBOURG : « Ici, on commence à sortir de notre isolement groupusculaire et à avoir des contacts plus suivis avec les autres groupes antiléonistes, ce qui peut mener à des choses intéressantes d'ici quelques temps dans le domaine de la théorie et de la pratique ». Différents camarades envisageant une liaison effective dans cette ville, ceux qui seraient intéressés écrivent à I.C.O.

— 69 LYON : pour les liaisons : Beriou, 2, rue St-Jean, Lyon 5ème - Ce camarade mis en cause dans l'I.S. n° 12, p. 101, a usé, sous forme de tract personnel, d'un droit de réponse sur un plan également très personnel. Par la suite, il a reçu, le vendredi 16 janvier au matin à 8 h 30, à son domicile, la visite de trois hommes qui se sont présentés comme « étant l'I.S. » et qui lui ont cassé la gueule avec les injures habituelles à ce genre de représailles. On en reparlera.

Tract de Lyon sur les emprisonnés de mai 68 : « Ne laissons pas nos camarades en taule », d'un « comité de lutte pour la libération des prisonniers politiques de mai 68 ».

— 70 VESOUL : « Je voudrais maintenant discuter de I.C.O. Je n'ai fait que feuilleter l'I.S. où il est fortement question d'I.C.O. Je reprendrai en partie à mon compte le fait que I.C.O. manque d'analyses générales. Je l'ai déjà fait remarquer dans des lettres précédentes. Mais j'insiste encore une fois car les expériences de tel ou tel groupe ont relativement peu d'importance. Les luttes des travailleurs n'ont une signification que pour illustrer une étude, une analyse de fond de ce genre de lutte. Je crois et je demande (hélas je n'ai pas les moyens théoriques de le faire) que les camarades d'ICO et groupes ayant des assises suffisantes, consacrent au minimum 4 à 5 pages d'analyse de tous les aspects de la vie, non seulement du travail, mais de la toute la société.

té « spectaculaire-marchande » : les mass-media, le syndicalisme, l'état, la publicité, la sexualité dans la publicité, l'éducation, la famille, etc., etc... Il faudrait que tous les mois un article de fond soit consacré à un sujet de cette sorte. Au besoin, faire un tirage à part, sous forme de brochure, que l'on puisse diffuser massivement. Car l'incompréhension relative que rencontrent les groupes d'extrême-gauche, notamment les groupes « anars » repose sur la confusion ; il faudrait faire une propagande intensive sur les conseils ouvriers, en refusant le mythe trotskiste, notamment qui clame à tous vents que eux aussi sont pour le pouvoir des conseils ouvriers. Je crois que la faiblesse d'I.C.O. réside dans ce manque d'analyse. Le problème est urgent : entre autre, il importe de faire une analyse complète et systématique du capitalisme français à l'heure actuelle et de la tactique syndicale (en ayant étudié à fond auparavant *quand, comment, pourquoi* les syndicats sont maintenant intégrés au système).

*d'une autre lettre de ce camarade :*

« Je voudrais aussi attirer ton attention sur les divers articles de l'I.S. Il y a pas mal de choses à méditer je crois, notamment sur « l'inefficacité » d'I.C.O. Il faudrait, je crois, en reparler sérieusement. D'autre part, je voudrais quand même voir le doute se dissiper au sujet d'une « censure » que j'espère involontaire si elle existe seulement. Car ce serait vraiment inadmissible. Enfin, de toute façon, ce n'est là que critique tout à fait normale et qu'il faut prendre en considération... » Sur la question de la « censure » soulevée par l'I.S., il y sera répondu ultérieurement, en développant une brève réponse faite à ce camarade ; ce qui est plus important, c'est la question de « l'inefficacité » :

« Le fond du problème, c'est la divergence fondamentale entre I.C.O. et l'I.S. Là dessus, on compte bien revenir, à la fois sur des points particuliers et aussi d'une manière globale. Qu'appelles-tu « l'inefficacité » (pas d'I.C.O., mais en général) ou « l'efficacité » ? C'est en partant de ta réponse que nous pourrions discuter de ce qu'est ou peut être l'activité d'un groupe... »

Réponse de ce camarade :

« ...Ce que je veux dire vient du fait que, personnellement, je suis en plein brouillard. En deux mots, que faire ? ou on s'amuse, on colle des affiches, on distribue des tracts, on « s'active », quoi. En résultat, rien, bien sûr ; ou bien on se replie sur soi-même et on attend la Révolution. Je ne vois pas le moyen de sortir de ce dilemme. Pour ma part, étant isolé ou presque, je me « cultive » politiquement et je tente de me révolutionner d'abord (un bien grand mot). Mais il me semble que le problème est le même au niveau d'un groupe comme I.C.O. L'activisme ne mène à rien du tout. Alors que faire ? Voilà toute la chose. Que faut-il faire pour être « efficace » au niveau d'I.C.O. ? L'efficacité d'une minorité révolutionnaire doit être, selon moi, sa capacité à faire prendre conscience à toujours davantage de gens de leur aliénation, etc.. bien sûr pas à la manière des débiles politiciens de Rouge ou autres chinois. Or, l'activisme est loin d'apporter un tel résultat, d'autre part l'attentisme est tout aussi impuissant. Alors ? J'aimerais avoir ton idée à ce sujet ; car vraiment je ne vois pas comment en sortir. »

-- 71 SAONE-ET-LOIRE : demande de liaisons dans la région.

-- 72 SARTHE : Un camarade demande des liaisons dans la région Angers-Le Mans. Il rappelle la publication du Bulletin « Action-Touts » dont nous reparlerons.

-- 73 ALBERTVILLE : Baptiste, 5, rue Félix Chautemps.

-- 73 CHAMBERY : Peyrache Jacques, 9, rue Basse-du-Chateau.

-- 75 PARIS : P. Blachier, 13 bis, rue Labois-Rouillon, 19ème - Les camarades de Paris se retrouvent chaque jeudi à partir de 18 h pour des tâches courantes, et deux fois par mois pour les informations de boîte et les discussions plus générales (demander adresse et dates).

-- 76 LE HAVRE : Périer, B.P. 11-47 (A.E.I.S., voir ICO numéros 85 et 86).

-- 78 YVELINES : demande de liaisons - proposition pour un atelier d'impression à laquelle trois camarades ont déjà répondu (voir I.C.O. n° 88).

-- 81 TARN : Nous, camarades de Castres, Albi, Carmaux, Cahuzac et Saint-Paul-Cap-de-Joux (cinq villes du Tarn), lisons depuis déjà longtemps I.C.O. que nous procurer des camarades de Toulouse. Et voici ce que nous avons à dire, si I.C.O. nous le permet : nous allons plus loin que ce camarade qui déplore la disparition du caractère intime de la revue I.C.O. (aujourd'hui imprimée). Et nous disons qu'il y a là une fâcheuse influence de ces gens malsains qui produisent sur papier imprimé glacé et qui signent « Internationale Situationniste ». Et jusqu'où va cette influence ? Qu'y a-t-il derrière Blachier ? Un Debord de derrière les fagots ? Pas encore aujourd'hui ? Mais maintenant ? Bon ! le côté méchant a été dit, Finissons cette lettre plus heureusement.

Nous avons été agréablement surpris de lire le nom de Bériou (Lyon) sur votre dernier numéro. Nous autres du Tarn, anciens camarades ayant rejoint dès les premières heures l'*Hydre de l'Erne*, après le triste scandale de Bordeaux, nous sommes heureux de voir Bériou reprendre du collier. Nul doute que les camarades de Lyon-Rhône feront du bon travail encore.

Voilà. Sans rancune. Nous avons parlé avec franchise ; nous continuerons à parler. Nous envisageons de diffuser nous aussi I.C.O.

Beaucoup de gens tiennent à parler de la crise sociale et de la crise économique. Bien sûr. C'est la mode. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? Là aussi nous retrouvons l'influence néfaste de l'I.S.

*Cette réponse à la lettre d'un camarade de Lyon (voir I.C.O. n° 89, p. 22) peut aussi convenir à ces camarades. « Contrairement à ce que tu penses, la grosse majorité des copains de Paris, qui se tapent le boulot, ne sont pas des étudiants. Mais, lettres informations, articles écrits ou traduits viennent d'un peu partout. Si les informations ouvrières tiennent une place importante, c'est parce que nous considérons que l'essentiel, la lutte de classe, se passe dans les boîtes et pas ailleurs. Ce n'est ni du camouflage, ni de l'ouvriérisme. Mais la connaissance de ce qui se passe dans les autres boîtes ne suffit pas. Il faut, d'une part rattacher les faits cités à tout le contexte capitaliste, d'autre part les relier aux autres luttes et tenter d'en dégager les orientations de la lutte de classe dans le capitalisme moderne. Pas pour donner des leçons, des mots d'ordre, etc..., mais pour que chacun puisse réfléchir, comprendre, discuter et agir dans son milieu de travail en conséquence.*

*Est-ce cela que tu appelles « sentir le chinois » ? Je crois que dans ta critique de l'article du n° 85 (en tête) il y a une vérité : style trop lourd, texte pas assez divisé, analyses ne se référant pas assez à des exemples. Nous sommes pris entre des critiques contradictoires : pour les uns - comme toi - pas assez d'informations de boîte, articles trop bien léchés et trop abstraits. Pour d'autres, trop d'informations de boîte se répétant et pas assez d'articles théoriques. Pour d'autres enfin, orientation limitée à certains faits des entreprises et pas de critique « globale » de la vie et de la société (d'où l'accusation parallèle d'incohérence).*

*Que faire ? Les trois quarts du bulletins sont des envoies*

## LIAISONS INTERNATIONALES

RECTIFICATIF :

L'adresse donnée dans le n° 88, déc. 69, p. 23, pour l'établissement de liaisons internationales, est erronée. Voici l'adresse exacte :

M.C. GILLES - B.P.12 Ixelles 2 - 1050 BELGIQUE

Il est possible que des lettres se soient égarées par suite de cette erreur d'adresse ; les camarades qui n'auront pas reçu de réponse voudront bien écrire à nouveau

Les camarades de Bruxelles qui s'étaient chargés de créer, à la suite de la rencontre internationale d'I.C.O., un nœud de liaisons internationales, ont publié deux bulletins portant ce titre, et contenant de brefs résumés des publications reçues de Belgique, de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Cette publication est rédigée en français et anglais. Toute correspondance doit être adressée à : B.P. 12 Ixelles 2 - 1050 Belgique.

Tous les camarades ou groupes de tous pays, se trouvant sur des positions voisines de celles d'I.C.O., peuvent envoyer au moins un exemplaire de chacune de leur publication pour qu'elle se trouve recensée dans ce bulletin de liaisons internationales ; celui-ci est le départ modeste d'une tentative d'établir des liaisons plus suivies en vue d'une diffusion rapide des informations, de discussions sur une plus grande échelle, de coordination.

« LIAISONS » est une tentative de réaliser en Belgique un bulletin contenant des informations sur les luttes, notamment en Belgique, sur des bases voisines de celles d'I.C.O.

Les numéros parus peuvent être obtenus à l'adresse suivante : M.C. GILLES - B.P. 12, Ixelles 2, 1050 Belgique ou J. LEROI - 1, rue d'Horloz Tilleur 4210, Belgique. Le dernier numéro contient des informations sur la grève de Citroën Forest et sur celle du Limbourg.

AGITPROP INFORMATION (160 North Gower Street London N.W.1.)

Nous avons parlé dans le n° 88, déc 69, p. 23, de cet organisme ; il vient de publier deux textes :

— l'un imprimé sous le titre « Critical Politics international research publications », contient une liste d'articles parus dans différentes revues de tous pays, classés par ordre de matière (éducation, université, travail, racisme, impérialisme, Amérique Latine, Moyen-Orient, Asie, Europe de l'Est et Grèce, Afrique, économie politique, culture politique, histoire et perspectives, libération de la femme et oppression sexuelle, manipulations sociales et écologiques, lois et ordre, critique des arts, tectiques, littérature politique classique, et divers)

— l'autre intitulé « Red Notes », ronéoté, contient de brèves informations sur différents groupes et mouvements, et de brèves analyses sur des publications nouvelles.

### ITALIE

La « LEGA OPERAI STUDENTI » transformée en un groupe informel qui soutient les éditions Ludd (Gianni Armadori - cp 1853 Gênes ; deux bulletins ronéotés déjà publiés ; annonce de publication de « il vero vinctore a la merce » (par un groupe d'ouvriers du port) la « Réponse à Lénine » de Gorter, le « droit à la presse » de Lafargue. Ce groupe est formé de la liaison de plusieurs groupes informels, Filmstudio (Rome, Turin, Milan, Trente et Padoue. Les camarades des groupes qui sortent des tracts et publications peuvent envoyer directement plusieurs exemplaires à l'adresse donnée ci-dessus.

de camarades de province ou de l'étranger. Nous étions convenus de tout publier. Nous en sommes à passer les textes trop longs et de discussion dans des suppléments ronéotés à diffusion restreinte.

Ne crains rien quant à la « vente de masse ». Ce que tu en dis (d'une recherche de diffusion militante) est un peu contradictoire avec ta réflexion « ce n'est pas gai comme présentation ».

Malgré ce qu'en disent d'autres camarades, I.C.O. n'a été imprimé qu'à cause de l'augmentation de la diffusion et des textes à publier, ce qui dépassait les possibilités matérielles des camarades de Paris avec le ronéotage. Quant au contenu, il n'a en rien été modifié : on met ce que les camarades écrivent ou envoient. Mais là aussi, un problème se pose maintenant : que mettre dans le canard imprimé, à large diffusion, que mettre dans le canard ronéoté à diffusion restreinte ?

Cela rejoint les critiques et les positions divergentes des camarades. Il ne s'agit pas de concilier, mais de tenir compte des critiques, de publier les positions de chacun, pour que ceux qui veulent s'engager dans telle ou telle voie le fassent ensemble. Sans pour cela que ceux qui ne sont pas d'accord ménagent leurs critiques. Peu importe, à travers tout cela, que des camarades restent à I.C.O. ou le quittent, l'important est qu'ils s'exercent, qu'ils se regroupent et qu'ils tentent d'avoir une pratique correspondant à leur théorie si I.C.O. ne les satisfait pas.

Un groupe qui s'intitule « groupe d'anarchistes du village olympique de Grenoble », nous a fait parvenir pour publication dans I.C.O., un texte de deux pages sur la mort accidentelle d'un militant anarcho-syndicaliste, qui se termine par une sorte d'appel à l'union. Les camarades du groupe de Paris ont convenu de ne pas publier ce document : hostiles par principe à l'utilisation de tout événement personnel, fut-ce un camarade très proche d'I.C.O. ; en désaccord avec les vœux pieux de circonstance : les divisions des groupes ou leur unification ne sont pas imputables aux hommes mais un produit déterminé à un stade de développement des techniques du capitalisme et de la lutte de classe. L'impuissance de tous les groupuscules révolutionnaires depuis mai 68 à réaliser « l'organisation révolutionnaire » (trotskyste, léniniste, néoléniniste, anarchiste ou conseiller) est fort instructive à cet égard ; pourtant les efforts incessants et les vœux pieux ne manquent pas.

Ces mêmes camarades ont engagé une action à l'occasion d'une grève à FROGES (SCAL-GP) - région de Grenoble - qu'il nous paraît intéressant de rapporter. Le « Dauphiné Libéré », quotidien régional ayant refusé de publier le communiqué des comités de grève et reléguant un petit article sur cette occupation d'usine en page 5, ont « saisi » 4.000 exemplaires du journal et distribué plus de 16.000 tracts à la place sur Grenoble et environ, en expliquant le caractère de classe de l'information de la grande presse.

### RENCONTRES NATIONALE ET INTERNATIONALE

Les camarades de Paris souhaiteraient que des camarades de province envisagent d'organiser la rencontre nationale dans leur ville, par exemple pour la Pentecôte 70 ou bien un week-end en mai.

De même, il serait souhaitable que la rencontre internationale se déroule à l'étranger et que des camarades ou groupes fassent des propositions.

Plus important serait d'envisager dès maintenant les thèmes de discussion et de commencer à en discuter.

D'autres noyaux de regroupement d'Italie qui adressent des textes, désirent aussi recevoir tous documents et informations sur la France :  
Collectivo Correspondenza Revolutionaria (cr), 11 via Plana - 10123 TORINO.

#### DANEMARK

SORTEPOR - Vingarstraede 13 - 1070 - Copenhague souhaiterait recevoir pour une bibliothèque de lecture, tous documents publiés en France et qui ne peuvent être obtenus par voie commerciale, et se rapportant à la révolte. Leur but : rompre le cloisonnement existant entre tous les groupes au Danemark et ailleurs. Correspondance en anglais.

### COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DU 21-22 FEVRIER A MONTPELLIER

La rencontre réunissait des camarades de Toulouse (R.I. Bruno), Marseille (cahiers des Comm. de Conseil), Perpignan, Montpellier, Alès, Bruxelles.

Les débats ont tourné essentiellement autour de la modification d'I.C.O., de la nécessité d'une cohérence plus grande, des relations entre groupes participant à I.C.O. La discussion fut ouverte par la lettre d'un camarade de Paris suivante :

1. - *Doit-on conserver à I.C.O. son caractère présent souvent contradictoire et incohérent ? sans qu'aucune discussion apparaisse entre les deux pôles :*

--- l'un (noyau d'origine essentiellement) s'attachant au mouvement ouvrier, à la lutte de classe telle qu'elle se déroule, cherchant à poursuivre un travail d'information, d'explications, pouvant avoir une insertion pratique (camarades d'entreprise ou groupes d'entreprise) ou bien (et) une insertion théorique.

Dans cette optique l'ouverture se fait vers les travailleurs et leurs luttes et tout ce qui peut contribuer à les éclairer et à expliquer. Les échanges et les discussions portent également sur ces points. Les publications ne peuvent apparaître alors comme des « boîtes aux lettres » où tout intéressé ayant des préoccupations différentes peut venir exiger qu'on publie ses textes.

--- l'autre qui considère précisément I.C.O. comme une boîte aux lettres qui doit obligatoirement parler de toutes leurs « actions » et publier tous leurs textes. A la limite, on se trouve dans la situation présente d'ICO où, sous la menace d'accusations de censure, etc... les camarades qui effectuent tout le travail matériel sont conduits à faire paraître un bulletin qui, pour une bonne part, contient des textes avec lesquels ils sont en profond désaccord. Et, à la fois le temps matériel et la place qu'ils réservent aux informations et analyses qu'ils souhaitent voir dans I.C.O. limite et élimine pratiquement leur droit de réponse. Le fonctionnement même d'I.C.O. conduit ainsi pratiquement à une autocensure et à une insatisfaction dans un travail qui absorbe tout le temps d'un certain nombre de camarades.

*Doit-on consacrer une partie de la rencontre à un débat précis sur cette divergence fondamentale (elle doit être formulée bien sûr différemment car elle touche des questions de principes, abordés par la bande en 69 et confusément).*

*Doit-on, après ce débat, maintenir le statut quo et accepter l'ambiguïté ; on doit souligner ici que ceux qui cherchent à définir des systèmes et des actions « révolutionnaires » en dehors de la lutte de classe, ont tendance à s'écarter d'I.C.O. ou à se séparer des groupes existants sur des bases voisines ; tout cela n'aurait donc de sens que si ces camarades acceptaient de poser clairement leurs idées et d'en discuter, et d'autre part*

*admettaient qu'un travail commun soit possible (ce qui exclut bien sûr toute conception idéologique formelle et absolue).*

*Doit-on, au contraire, trancher et en tirer les conclusions pratiques, c'est-à-dire définir à I.C.O. une orientation théorique plus précise et demander l'accord des groupes sur cette orientation ?*

2 - *Quelle que soit l'orientation prise en fonction du débat ci-dessus, la formule présente du bulletin doit-elle être modifiée ?*

*La formule « journal national » apparaît centralisatrice ; c'est inévitable pour des raisons matérielles ; le rejet d'articles sous une forme ronéotée, n'a pas fonctionné pour les mêmes raisons matérielles, et la composition du bulletin repose à la fois sur quelques camarades, sur le hasard, sans qu'il y ait de débat sur son contenu ou de critique à posteriori. (ceci indépendamment des problèmes financiers et de ceux soulevés plus haut, l'ensemble étant évidemment intimement lié)*

*Ne serait-il pas préférable que chaque groupe qui s'estimerait lié par la plateforme actuelle ou une autre plus précise s'oriente vers un travail précis, pratique et (ou) théorique assumant totalement son autonomie par des publications propres (brochures, bulletin, tract ou rien) que des rencontres régionales ou nationales fréquentes matérialisent les échanges (les liaisons pouvant être assurées par un bulletin intérieur).*

*Le ou les groupes de Paris définiraient leurs activités propres au niveau de n'importe quel groupe de province. Les groupes, liés sur la base à définir se donneraient un dénominateur commun qui apparaîtrait dans toutes leurs publications et leurs liaisons.*

Les questions suivantes furent principalement débattues :

- 1) bulletin par groupe ou national ?
- 2) Rôle d'un journal lié au rôle des « révolutionnaires » dans la lutte des classes ;
- 3) Contenu et fonctionnement d'I.C.O.

1. — LA FORMULE D'UN BULLETIN D'INFORMATION PAR GROUPE : n'a remporté l'adhésion de personne. Les informations se recouperaient, le travail serait plus grand, la diffusion éparpillée. Il s'en suivrait une dispersion inutile qui ferait perdre du temps.

2. — C'EST LA FORMULE D'UN BULLETIN NATIONAL qui fut préférée dans l'ensemble. Ce bulletin aurait un double rôle. Ce rôle est lié à celui des groupes « révolutionnaires » dans la lutte des classes. Rôle qui ne fut pratiquement pas débattu, et qui reste à préciser.

1) Rôle d'information sur les luttes en France et dans le Monde ;

2) Rôle de « propagande » par des prises de positions théoriques des groupes collaborant au journal. Ces articles théoriques devraient révéler :

— les positions d'accord minimum des groupes participant à I.C.O. Et sur ces points, ne pas publier d'articles en contradiction avec ces bases ;

— les problèmes non résolus sur lesquels des discussions s'engageraient.

Le terme de « propagande » ne doit pas être pris dans un sens d'intervention à tout prix sur l'extérieur, de désir d'emprise sur les ouvriers. Mais il doit être compris comme un moyen de faire connaître ses idées, et de se différencier des autres groupuscules. Ceux qui seraient intéressés par ces idées sauraient ainsi à qui s'adresser.

OBJECTIONS et RESERVES A CE TYPE DE JOURNAL :

— Une certaine « forme de vie » disparaîtrait d'I.C.O. car il acquerrait une ligne trop fixe et risquerait de

tomber dans le travers de tous les autres journaux de groupuscules : journaux de propagande plus que d'information. (Bruno)

— Il existerait un danger de théoricisme. I.C.O. doit garder son caractère d'information ouvrière. C'est le seul journal à posséder cette qualité. Ce danger pourra être évité en conservant la majeure partie du journal pour des informations sur les luttes sociales, sur la réalité du monde du travail abordé à partir d'expériences vécues. Les articles théoriques resteront peu nombreux. (Montpellier)

### 3. — CONTENU ET FONCTIONNEMENT D'I.C.O. :

#### — INCOHERENCE ACTUELLE

L'incohérence actuelle d'I.C.O. résulte des 2 tendances opposées qui s'affrontent à l'intérieur d'I.C.O. (exprimées par la lettre de Paris). Tous les camarades présents à la rencontre furent d'accord sur l'incompatibilité de ces 2 tendances et sur la critique de ceux qui ont une conception « activiste individualiste » de la lutte. La plateforme d'I.C.O. correspondait à une réalité d'avant Mai, elle était valable à ce moment là. Il est devenu nécessaire d'approfondir et de préciser certains points de la plateforme (cf plus loin). Il faut effectuer un resserrement théorique.

En conséquence, I.C.O. ne fait - ni une information véritable, les articles étant soit trop désordonnés, trop délayés, ou donnant des versions trop parcellaires des événements (par ex. Italie) ; - ni un travail théorique véritable car des opinions trop divergentes s'affrontent pour travailler ensemble.

#### — FONCTIONNEMENT DE LA REDACTION

Dans le cas d'un journal national, la centralisation sera inévitable pour des questions matérielles. La participation réelle des différents groupes posera un problème pratique. Il pourrait être résolu par une rotation de la prise en charge du journal par des groupes à tour de rôle (sur un temps assez long). Cela nécessitera beaucoup plus d'échanges directs de groupe à groupe.

#### — AUTONOMIE DES GROUPES

Centralisation se signifie pas suppression de l'autonomie. Chaque groupe continuerait à mener ses activités propres et s'il se penche sur un problème particulier, il pourra continuer à réaliser des brochures sur des sujets divers. L'intérêt de brochures sur des sujets précis, serait de pouvoir s'y référer et de renvoyer ceux de « l'extérieur » à leur lecture.

#### — « PLATEFORME » COMMUNE

En conclusion de ce qui précède, le journal serait pris en main par les groupes en accord avec une même plateforme de base qui reste à définir.

Elle pourrait être formulée en 2 parties :

● points définis, jugés nécessaires pour travailler avec d'autres ;

● points non encore résolus sur lesquels des débats s'engageraient.

Les points suivants ont jugés nécessaires d'y être abordés. C'est à chaque groupe de les approfondir. Le contenu de ces points ne fut pas débattu.

— « Conseillisme » et conseils ouvriers

— Critique des capitalismes d'Etat

— Critique des tiers-mondistes

— Critique des syndicats et autres organisations traditionnelles

— Rôle d'une organisation

— Critique de « l'activisme ».

Ce compte rendu doit être le point de départ d'une discussion. Chaque groupe intéressé élaborera les points de base d'accord théorique qu'il juge nécessaire pour travailler avec d'autres, et donnera son avis quant à la formule du journal.

#### — PRATIQUEMENT, NOUS PROPOSONS

Si les textes envoyés ne sont pas trop abondants (pas plus de 5 pages par numéro) pendant quelques numéros, ils peuvent être insérés dans I.C.O. ; si cela dépasse, une brochure sur cette discussion est à envisager

## NOTES DE LECTURE

QUAND UNE FILLE DE LA « NOBLESSE » SOVIETIQUE  
« CHOISIT LA LIBERTE... »

EN UNE SEULE ANNEE - Svetlana Alliluyeva -  
Ed. R. Laffont

En avril 1944, un quelconque Kravchenko, fonctionnaire soviétique en mission aux U.S.A., choisissait la liberté et publiait un livre (1). Cette fois, c'est la fille de Staline. Son exploit remonte au printemps 1967. Et maintenant, après avoir fait paraître « vingt lettres » sur l'histoire de sa famille, dont le manuscrit datait de 1963, elle raconte sa première année de transfuge, qui commença en Inde, où elle avait eu la permission de se rendre pour jeter dans le Gange les cendres de son mari, aristocrate communiste indien, et où elle prit sa décision, qu'elle dit.

Au cours de son récit, elle intercale plusieurs chapitres sur sa vie et celle de son père. C'est à cette partie du livre que nous nous intéresserons essentiellement.

Mais auparavant, tirons notre chapeau. D'abord, Svetlana écrit bien. Son style est alerte, elle a le don d'émouvoir et la chaleur qui se dégage de ses impressions ne peut être feinte. Elle ne dramatise pas et se laisse mêm-

me aller à une ironie parfois un tantinet goguenarde. Ensuite, bien qu'assumant le lourd et tragique destin d'être la fille du plus grand criminel de tous les temps, elle garde son équilibre. On comprend que ce n'est pas sans être passée par de dures épreuves morales et affectives.

Elevée dans le sérail, elle s'en est sortie progressivement du vivant de son père accablée par ce qu'elle apprenait sur celui-ci, et par ce qu'elle put savoir plus tard du suicide de sa mère. Elle fréquente les intellectuels de son âge, et de plus vieux aussi qui lui parlèrent des années 20. Comme on le voit, sortie de ce qu'elle appelle la « noblesse » soviétique, elle ne descendit cependant pas beaucoup dans la hiérarchie des « castes ».

Deux hommes semblent avoir eu une forte influence sur sa « libération », Andréi Siniavski, et son troisième mari Brajesh Singh. L'amitié du premier paraît avoir été à l'origine de sa conversion à la religion. Une conversion bien gentille, un peu à la Simone Weil, en tout cas, rien à voir avec « le grand architecte » des Francs-maçons déistes et encore moins avec la haute voltige et l'oméga d'un Teilhard de Chardin. Son baptême date de 1962. Elle y était mûre depuis quelques années déjà, ses lectures (Tolstoï, Dostoïewsky, Pasternak) aidant.

Avec Brajesh Singh, son sentiment religieux s'élargit.

(1) *J'ai choisi la liberté* - Ed. Self 1947.

Et sa curiosité pour la « culture » occidentale s'accrut car son vieux mari avait surtout vécu hors de Russie. Il est hors de doute que, grâce à lui, elle rejetta la société soviétique qui lui était de plus en plus étouffante, d'autant qu'elle se savait très surveillée, sa vie privée étant même une affaire d'Etat. C'est ainsi qu'on ne lui permit pas de se marier légalement avec son Indien.

Si cette femme sait se rendre attachante par ce qu'elle nous livre de sa vie, nous l'avons dit, ce qui nous intéresse surtout, c'est son témoignage sur les milieux de la société soviétique dans lesquels elle a vécu. Témoignage très réduit toutefois, puisqu'il ne s'agit que des haut dignitaires et d'une couche d'intellectuels, écrivains et artistes, gravitant autour des sommets ou un peu en marge. Inutile donc de chercher quoi que ce soit sur les ouvriers, les paysans, et même les travailleurs intellectuels du rang. Svetlana n'en dit rien parce qu'elle n'a jamais eu, ni recherché, des contacts avec eux.

Il nous faut aussi considérer comme d'un intérêt relatif le portrait de son père qu'elle se croit obligée de refaire afin de corriger toutes les interprétations publiées après son premier livre et toutes les légendes qui ont cours sur le personnage. Elle est lucide et dure :

« Il savait ce qu'il faisait. Il n'était ni fou ni sans connaissance. Il avait froidement cimenté son pouvoir, il ne craignait que de le perdre. Chez lui, le premier mouvement était toujours prémédité : assassiner ses adversaires » (p.161). Elle ajoute, ce qui ne plaira pas à tous ceux qui croient à une rupture de la continuité entre Lénine et Staline :

« Mon père fut l'instrument d'une idéologie. Mais les fondements du système uniparti de la terreur et de l'interdiction sauvage de n'être pas du même avis, sont l'œuvre de Lénine. Il est le véritable père de tout ce que Staline, plus tard, porta à son comble » (même page). Elle revient sur cette opinion page 335 : « Lénine avait jeté les bases d'un régime totalitaire fondé sur l'élimination des hommes et sur la peur ».

Mais elle ne cherche pas, par ces considérations, à réduire la responsabilité de son père. Il envoyait des millions d'hommes à la mort. C'était un montre mental.

« Je ne pense pas, si incroyable que cela paraisse, qu'il ait jamais éprouvé aucun remords de conscience ; non, je ne pense pas que cela lui soit jamais arrivé » (p. 348) « ...jusqu'à la fin, mon père ne laisse aucune décision lui échapper ». (p. 349)

Pour essayer d'expliquer son père, Svetlana insiste sur son manque d'instruction :

« ...jamais il n'essaya d'apprendre quelque chose de l'histoire moderne, de la philosophie, de la pensée sociale contemporaine. Il reste jusqu'à la fin un homme tranchant par ignorance. Un homme essentiellement sans instruction ». (p.336)

Et de déclarer :

« L'ignorance est le plus grand des maux, disait Goethe. Quand l'ignorance prend le pouvoir, qu'elle ne suscite que l'ignorance, et qu'elle s'appuie sur l'ignorance, alors se dressent les monstres de l'Histoire, l'hitlérisme, le stalinisme, le maoïsme... ». (p. 335)

Mais à peine a-t-elle dit cela qu'elle parle des années 20, avec « ses marxistes avertis, ses diplomates d'une grande culture, un art libre », etc... ceux qui ont créé ce que « Staline a porté à son comble ».

Manifestement, elle s'emmêle, se contredit, parce que son explication idéaliste et personnaliste des événements historiques ne vaut rien. Elle, qui est cultivée, instruite, qui a même travaillé dans un Institut d'Histoire,

qui croit très sincèrement faire partie de l'élite intellectuelle, donne l'exemple de l'incompréhension. C'est sa propre culture qu'il lui faudrait remettre en question. Quant au manque d'instruction de son père, ce que ne manquait pas de souligner lourdement Trotsky, c'est très discutable. Svetlana nous dit elle-même « que dans le domaine des connaissances techniques, il étonnait les officiels, les ingénieurs, et les militaires étrangers par sa compétence et son sérieux ». Et elle nous parle de ses lectures, de ses auteurs préférés. Le père et la fille n'avaient pas les mêmes goûts. Il ne s'intéressait pas à la poésie ni aux descriptions psychologiques, dit-elle, mais lui dit une fois que Dostoïewsky était « un grand psychologue », et cela alors que cet écrivain était officiellement considéré comme réactionnaire. Alors ?... Tout cela n'a pas grande importance et n'explique même pas l'homme. Svetlana confond culture et sensibilité. Lénine avait vu plus clair, Staline était pour lui un homme brutal et déloyal. Et tous ces vieux bolcheviks que Svetlana nous présente comme très cultivés n'en ont pas moins lâchement réprimé les ouvriers et marins de Cronstadt et le mouvement anarchiste de Makhno, utilisant en outre les moyens les plus déloyaux pour arriver à leurs fins. A l'Est, comme à l'Ouest, intelligence, instruction, érudition, peuvent être au service des plus mauvaises causes. Quant à la culture, ce n'est trop souvent qu'un vernis acquis par une « bonne éducation », dont l'usage est réservé pour ses pairs, et qui fout le camp lorsque les privilèges sont menacés.

Nous en arrivons au témoignage de Svetlana sur la vie des sommets de la hiérarchie soviétique. Tout ce qu'elle en dit n'étonnera pas les camarades qui depuis de longues années ont pu se représenter concrètement ces milieux grâce à de multiples informations et contacts. Pour les plus jeunes d'entre nous, je suppose que le livre de Svetlana apportera davantage. Ce sera, pour le moins, une illustration des données acquises par la lecture d'ouvrages théoriques et historiques.

Si l'on se contente d'une vue superficielle, une société très hiérarchisée comme le sont devenues les sociétés industrielles de l'Est et de l'Ouest, fait penser aux castes de l'Inde dont la transfuge nous parle d'ailleurs à l'occasion de son séjour dans la famille de son mari, communiste et fils de rajah, ce qui lui inspire une comparaison (p.377).

L'image d'une pyramide a souvent été utilisée pour représenter cette société. Image complètement fautive, où se dilue et se perd la notion de classes antagonistes. Si l'on veut garder la pyramide, il faut la coiffer d'une tour Eiffel. Le sommet de la pyramide se trouvant alors entre les jambes de la tour Eiffel. Autrement dit, deux mondes distincts, deux classes fondamentales. Celui de la pyramide qu'il faut imaginer avec une embase très large, c'est le monde des exécutants des travailleurs exploités. Celui de la tour Eiffel, c'est le monde des dirigeants, des possédants, des cadres supérieurs. Pour le monde de la pyramide, le coefficient hiérarchique s'élève lentement, alors qu'il s'élève brutalement pour celui de la tour. Sous les jambes de celle-ci est la frontière de classe, zone où se juxtaposent, sans se confondre, ceux d'en bas qui ont accédé au sommet de la pyramide par ancienneté et docilité, et les cadres diplômés débutants qui se hissent par les jambes de la tour jusqu'à son premier étage avec l'espoir, pour certains, de grimper plus haut. Mais si le premier étage est large et accessible, les autres le sont moins, réservés aux véritables puissants, riches et super-riches, hiérarques, leaders politiques, technocrates et autres grands commis. La hiérarchie joue son rôle dans ces deux mondes, avec la carotte de la promotion, mais la division entre classes fondamentalement antagonistes, reste primordiale.

En Russie, comme Svetlana le raconte, la noblesse soviétique et les milieux tout proches d'elle rappellent les alpha du Meilleur des Mondes de A. Huxley. Outre leurs privilèges matériels, ceux-là ont accès aux archives, à la littérature et aux films étrangers, aux livres des anciens bolcheviks et des écrivains excommuniés. En 1957-58, travaillant à l'Institut de la littérature mondiale, avec notamment Siniavski, Svetlana nous dit qu'elle put consulter les journaux et magazines soviétiques des années 20, et qu'elle fit pas mal de découvertes (p. 146) sur le rôle effacé de son père et la richesse de la vie littéraire à cette époque.

C'est dans l'habitat que se concrétise le mieux (à l'Ouest aussi) la ségrégation entre couches sociales. Svetlana en parle beaucoup, notamment au sujet des datchas octroyées, appartenant à des secteurs bien distincts, menant des vies séparées (voir p. 220 et 21, et bien d'autres au long de l'ouvrage), les membres de l'Appareil étant les plus privilégiés. Ces datchas sont des résidences principales ou secondaires allant, comme sur la Côte d'Azur ou la grande banlieue parisienne, du cabanon au palais princier, en passant par le mas restauré et la villa somptueuse. Ce qui est vrai pour l'habitat l'est également pour les magasins et les cliniques. C'est dans une clinique réservée aux privilégiés que Svetlana fit la connaissance de Brajesh Singh.

Quant aux milieux d'artistes et littérateurs frondeurs, elle nous en parle tout au long de son livre. Il apparaît qu'il s'agit surtout de personnes de son âge ou plus vieux, pas des jeunes, en particulier ses enfants et leurs amis, dont elle dit qu'ils sont surtout préoccupés par leurs études, techniques généralement. Elle ne fait pas mention de contestataires avérés parmi ces jeunes là. Rappelons que le témoignage de Svetlana se limite au gratin.

Parmi les informations intéressantes du livre, il faut signaler toutes celles ayant trait au « dégel » qui suivit la mort de son père. Beaucoup de survivants des camps de concentration et des prisons réapparurent, dont ses tantes, sœurs de sa mère. Toutes les familles, même celles des grands dignitaires du régime, avaient été touchées par la répression. Ce dégel dura peu, comme on le sait.

Sur l'importance quantitative du travail forcé, des camps de concentration, des prisons, on trouvera éparpillées de nombreuses informations, connues ou ignorées, le plus souvent oubliées. Tel par exemple le sort des prisonniers de guerre soviétiques. Pour eux, « la libération » par l'armée rouge, c'était l'entassement immédiat dans des wagons à bestiaux cadennassés, la déportation en Sibérie, et, là, le travail forcé ». (p. 236). Il en fut sans doute de même pour les Russes détenus dans les camps de concentration nazis, qui s'attendaient à se sortir. Contaminés par leur contact avec les détenus étrangers, ils étaient bons pour être « rééduqués ».

Svetlana revient souvent sur l'antisémitisme des dirigeants russes. En ce qui concerne son père, ses démêlés avec Trotsky lui semblent avoir été à l'origine de « sont ressentiment racial envers tous les juifs, sans exception ».

On ne s'étonnera pas que Svetlana, malgré ses fréquentations condamnées par son père et les dirigeants actuels, malgré son accès aux archives et à la littérature des années 20, ne soit pas parvenue à une explication politique globale et cohérente de l'évolution de son pays depuis 1917.

De même que l'impérialisme russe suscite des réactions nationalistes chez ses satellites, le régime intérieur russe provoque une condamnation qui va jusqu'à la nostalgie de la Sainte Russie d'avant la révolution. Les propos de Svetlana reflètent assurément les opinions de ce milieu d'écrivains et artistes dont elle nous parle tant. On trouve un peu tout dans ses réflexions : Capitalisme d'Etat (p. 135), le pays du Grand mensonge (p. 127 et 145), la pyramide des castes, etc... Dans sa réaction contre ce qu'elle appelle le socialisme et le communisme, sans guillemets, elle va jusqu'à déclarer :

« Les justes causes du parti ? Ah, non ! je ne serais pas loin, alors, d'approuver ceux qui prétendent que les événements d'octobre 1917 ont été une faute fatale, tragique. Car c'est cela qu'il me fallait conclure le plus raisonnablement... » (p. 156). Pas loin en effet puisque dans son élan, en nous faisant part d'un cordial coup de fil du vieux Kerenski, reçu dans sa retraite américaine, Svetlana regrette qu'il ne soit pas devenu le chef d'une Russie démocratique ! (p.310).

Cette opinion va de pair avec ses premières impressions de l'Amérique, des familles qui l'ont hébergée, des personnalités qui ont facilité son transfert d'Inde en Suisse, puis aux U.S.A.

Produit de la société soviétique, Svetlana Alliluyeva est une bonne bourgeoise cultivée, made in Russie. On tire de son cas tout le pognon possible, en plus des retombées politiques. Elle est digérée et intégrée par le spectacle, diraient nos bons amis situs.

Quand ils auront bien pressé le citron, ses chers amis américains la laisseront méditer tant qu'elle voudra... à condition qu'elle ne s'avise pas de faire des comparaisons trop dangereuses. Mais Svetlana souhaite l'oubli. Qu'elle ne se tracasse pas. Elle aura le même sort que Kravchenko dont on n'a plus jamais entendu parler. A moins que... mais nous ne croyons plus au père Noël.

-----  
*P.S. - Svetlana Alliluyeva a protesté contre la traduction un peu trop libre de son livre. La note d'humour que nous avons signalée ne serait pas d'elle, mais de Michel Cournot. Les passages concernant la critique du régime soviétique ont été atténués ou altérés. Comme nous avons surtout tenu compte des faits relatés et considéré le livre comme un simple témoignage, nos notes de lecture restent valables.*

# Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

---

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

---

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : 1 an - 12 numéros : 15 F.

Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS